

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 4145

[2009/205883]

10 DECEMBRE 2009. — Décret modifiant le Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, l'arrêté royal du 3 avril 1953 coordonnant les dispositions légales concernant les débits de boissons fermentées, la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision et le décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Modifications au Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus*

Article 1^{er}. Dans le Titre I^{er} du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, il est inséré un article 2^{ter}, rédigé comme suit :

« Art. 2^{ter}. Les articles 2 et 2^{bis} ne sont pas applicables aux taxes assimilées aux impôts sur les revenus suivantes :

1° la taxe sur les jeux et paris;

2° la taxe sur les appareils automatiques de divertissement.

Le décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes, est applicable à ces taxes. »

Art. 2. A. L'intitulé du Chapitre 1^{er} du Titre III du même Code est remplacé par l'intitulé suivant :

« CHAPITRE 1^{er}. — *Jeux et paris imposables* »

B. A l'article 43 du même Code, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots "de 11 p.c." sont abrogés;

2° les mots ", au profit de l'Etat," sont abrogés;

3° les mots "ou mises" sont insérés entre les mots "sur le montant brut des sommes" et les mots "engagées dans les jeux et paris".

Art. 3. Les articles 44 à 45 du même Code sont abrogés.

Art. 4. Dans le Titre III du même Code, il est inséré un Chapitre 1^{er bis}, rédigé comme suit :

« CHAPITRE 1^{er bis}. — *Bases et taux d'imposition*

Art. 44. La taxe est établie au taux de 11 % sur le montant brut des sommes ou mises engagées dans les jeux et paris.

Pour l'application du présent Titre, il convient d'entendre par montant brut des sommes ou mises engagées : le montant des sommes ou mises sans distraction d'aucun frais de quelque nature que ce soit. Sont assimilées à ces sommes ou mises, les droits ou redevances dues pour l'inscription ou pour la participation à un jeu ou un pari.

Art. 45. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 44, la taxe qui concerne les paris reçus dans la Région wallonne sur les courses de chevaux courues tant en Belgique qu'à l'étranger, est fixée à 32 % de la marge brute réelle réalisée à l'occasion du pari.

§ 2. Pour l'application du présent Titre, il convient d'entendre par marge brute réelle, le montant brut des sommes ou mises engagées dans les jeux et paris, diminué des gains effectivement distribués pour ces jeux et paris.

Art. 46. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 44, la taxe est fixée comme suit pour les jeux de table exploités dans les casinos :

1° à 4,80 p.c. sur les gains des banquiers au jeu de baccara "chemin de fer" et à 2,75 p.c. sur les gains des pontes au jeu de roulette sans zéro;

2° au taux de 33 % sur la partie de l'ensemble de produit brut des jeux de casino autres que les jeux de baccara chemin de fer et de roulette sans zéro qui, pour l'année civile, n'excède pas 1.360.000 euros et au taux de 44 p.c. sur le surplus.

§ 2. Pour l'application du présent Titre, il convient d'entendre par :

1° gains des banquiers ou des pontes : les gains constatés journallement au départ des prélèvements opérés par les exploitants de casino;

2° produit brut des jeux : la différence constatée journallement par table entre le montant des encaisses constatées en fin de parties et le montant cumulé des avances initiales et des avances complémentaires, diminué des retraits opérés par la banque en cours de partie. La perte éventuellement constatée pour une journée est portée en déduction du produit brut des jours suivants.

§ 3. Par dérogation au § 1^{er}, la taxe est fixée, pour ce qui concerne les appareils automatiques de jeux de hasard se trouvant dans les établissements de jeux de hasard de classe I au sens de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs, à un pourcentage par tranche du produit brut de ces jeux, et est calculée selon le barème suivant :

(En euros)	
Tranche de bénéfice brut	Pourcentage applicable
de 0,01 à 1.200.000	20
de 1.200.000,01 à 2.450.000	25
de 2.450.000,01 à 3.700.000	30
de 3.700.000,01 à 6.150.000	35
de 6.150.000,01 à 8.650.000	40
de 8.650.000,01 à 12.350.000	45
12.350.000,01 et plus	50

En vue de la détermination et du contrôle du produit brut des jeux engendré par l'exploitation des appareils automatiques de jeux de hasard, le Ministre régional ayant les Finances dans ses attributions peut conclure des accords avec les exploitants desdits jeux, visant à assurer la transmission électronique des données liées à l'exploitation de ceux-ci.

§ 4. Pour ce qui concerne les jeux de poker, il y a lieu d'opérer la distinction suivante :

1° lorsque le casino est partie au jeu, la base taxable correspond au produit brut des jeux, déterminé conformément au § 2, 2°;

2° lorsque le casino n'est pas partie au jeu, la base taxable correspond à la différence entre la somme des enjeux financiers au cours de la journée et les gains perçus par les joueurs. Les droits de table ou de participation sont assimilés aux enjeux financiers.

La base taxable est soumise au taux de la taxe visé au § 1^{er}, 2°.

Pour ce qui concerne les jeux de poker exploités hors les cas visés ci-avant, l'article 44 trouve à s'appliquer.

Art. 47. § 1^{er}. Le montant des sommes engagées dans les jeux présentant quelque analogie avec les jeux de casino, notamment dans les jeux dénommés "Roulette Saturne" et "Roulette Opta", est déterminé en fonction des éléments suivants :

1° le montant des enjeux relevé par l'exploitant des jeux;

2° le montant des enjeux constaté pendant les surveillances opérées par les agents du SPF Finances ou par les fonctionnaires désignés par le Gouvernement wallon;

3° la durée réelle du déroulement des jeux;

4° la durée des surveillances visées au 2°.

§ 2. Pour les jeux visés par le § 1^{er}, le montant des sommes engagées, à soumettre à la taxe sur les jeux et paris pour une quinzaine, ne peut être inférieur au montant proportionnellement équivalent à celui des enjeux constatés pendant les surveillances opérées pendant cette quinzaine, compte tenu de la durée réelle du déroulement des jeux et de la durée des dites surveillances, à moins que le redevable ne soit en mesure de démontrer sur la base d'éléments probants que le montant des sommes engagées à soumettre à la taxe pour une quinzaine est inférieur au montant minimal précité. »

Art. 5. L'article 53 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 53. Les redevables de la taxe doivent, avant de commencer leurs opérations, souscrire une déclaration auprès du fonctionnaire désigné par le Gouvernement wallon, au plus tard l'avant-veille du déroulement de ces opérations.

Le fonctionnaire procède à la validation de cette déclaration préalable, délivre l'autorisation et fixe la durée pour laquelle celle-ci est valable. Le cas échéant, il peut exiger du redevable, conformément aux dispositions visées aux articles 63 à 63quinquies, la constitution d'une garantie dont il fixe le montant.

Si les redevables exercent leurs activités à titre permanent, cette autorisation peut être rendue valable jusqu'à révocation.

Le Gouvernement wallon fixe les modalités et formes auxquelles la déclaration et l'autorisation préalable à l'organisation des jeux et paris doivent répondre. »

Art. 6. L'article 54 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 54. Les mises, enjeux, redevances ou autres contributions font l'objet de la délivrance de billets, tickets ou cartes par le redevable.

Les billets, tickets ou cartes mentionnent le montant des gains visés à l'article 46 et toute autre indication que le Gouvernement wallon estime nécessaire pour le contrôle et la correcte perception de la taxe. »

Art. 7. L'article 55 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 55. Le redevable mentionne journallement dans un registre le montant des recettes, ainsi que les numéros des derniers tickets, billets ou cartes délivrés. »

Art. 8. L'article 56 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 56. Le Gouvernement wallon détermine les modèles des billets, tickets, cartes et registre visés par le présent chapitre.

Il peut prendre toute autre mesure pour permettre d'assurer le contrôle et la correcte perception de la taxe via une procédure électronique. »

Art. 9. L'article 57 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 57. § 1^{er}. Les §§ 1^{er} à 8 du présent article sont applicables dans le cas des sommes engagées dans les jeux présentant quelque analogie avec les jeux de casino et visés par l'article 47.

§ 2. Pour chaque table, l'exploitant des jeux ou le croupier affecté à la table, agissant sous la responsabilité de l'exploitant, tient un relevé des enjeux, dont le modèle est arrêté par le Gouvernement wallon.

L'exploitant ou le croupier y mentionne, exclusivement à l'encre :

1° au moment même, l'heure d'ouverture de la table et l'heure de fermeture de celle-ci, exprimées en heures et minutes;

2° lors de chaque coup de boule, immédiatement après l'engagement des mises et avant le paiement des gains, le nombre, par espèces, de jetons et plaquettes placés comme enjeux sur le coup de boule.

Chaque jeton ou plaquette doit porter visiblement, sur ses deux faces, l'indication en chiffres de sa valeur nominale. La valeur nominale de chaque espèce de jeton ou plaquette doit, en outre, être affichée à un endroit visible et facilement accessible, dans le local où le jeu est pratiqué.

§ 3. Si le nombre de coups de boule dépasse celui prévu au relevé des enjeux, il est fait usage, selon les besoins, d'un ou de plusieurs relevés supplémentaires.

§ 4. Dès fermeture de la table, l'exploitant des jeux ou le croupier mentionne le temps de jeu, exprimé en minutes, sur le premier relevé des enjeux utilisés et il complète chaque relevé utilisé à la table par l'indication du nombre total des jetons et plaquettes, par espèces, du montant des enjeux par coup de boule et du montant total des enjeux.

Au bas du dernier relevé des enjeux utilisé au moment de la fermeture de la table, l'exploitant des jeux mentionne, le cas échéant, la durée des surveillances, exprimée en minutes, ainsi que le montant total des enjeux misés pendant ces surveillances. Il date et signe chaque relevé des enjeux utilisé pendant la séance de jeu.

§ 5. Un relevé des enjeux, distinct de ceux déjà utilisés, doit être employé en cas de réouverture d'une table au cours de la même séance de jeu.

§ 6. Préalablement à leur emploi, les relevés des enjeux sont cotés, scellés et paraphés par le fonctionnaire désigné par le Gouvernement wallon.

§ 7. Au vu des relevés des enjeux, l'exploitant des jeux établit chaque jour, en double exemplaire, un relevé récapitulatif journalier et il tient à jour, au vu des relevés récapitulatifs journaliers, un relevé récapitulatif de quinzaine et établi en triple exemplaire. Les modèles du relevé récapitulatif journalier et du relevé récapitulatif de quinzaine sont arrêtés par le Gouvernement wallon.

Le relevé récapitulatif de quinzaine est dûment totalisé et complété le dernier jour de celle-ci; il est ensuite daté et signé par l'exploitant des jeux.

§ 8. A l'expiration de chaque quinzaine, l'exploitant des jeux transmet les relevés des enjeux employés au cours de celle-ci ainsi qu'un exemplaire des relevés récapitulatifs journaliers y afférents au fonctionnaire désigné par le Gouvernement wallon.

Ledit exploitant annexe deux exemplaires du relevé récapitulatif de quinzaine à la déclaration à la taxe sur les jeux et paris. »

Art. 10. L'article 58 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art 58. § 1^{er}. Les fonctionnaires désignés par le Gouvernement wallon ont le droit de se faire communiquer sans déplacement, les livres, documents et registres prescrits par la législation applicable en matière de jeux de hasard, à l'effet de permettre de vérifier l'exacte perception de la taxe à sa charge ou à la charge de tiers. L'article 11*bis*, §§ 2 et 3, du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes est applicable à cette communication.

§ 2. Le redevable de la taxe est tenu de produire, à toute réquisition des fonctionnaires désignés par le Gouvernement wallon, les fonds, effets ou autres valeurs versés pour les paris et ceux qui sont destinés au service des paris, aussi longtemps que ces fonds, effets ou valeurs n'ont pas été distribués.

Lorsque ceux-ci ont été momentanément confiés à des établissements financiers, le redevable est dispensé de cette obligation s'il produit un reçu spécifiant l'origine et la destination du dépôt. »

Art. 11. L'article 59 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 59. Par dérogations aux articles 54 à 57, le Gouvernement wallon peut, aux conditions qu'il détermine, simplifier le contrôle des éléments imposables par d'autres moyens que ceux prévus par le présent Code, décharger les redevables de certaines obligations, adapter les obligations des redevables à l'évolution de la législation fédérale relative aux jeux de hasard, ou encore autoriser, de manière optionnelle et dans un but de simplification ou d'application à des jeux et paris où les articles 54 à 57 seraient impossibles à appliquer ou rendraient exagérément difficile la juste perception de l'impôt, la fixation forfaitaire desdits éléments, éventuellement avec paiement anticipé de la taxe y afférente. »

Art. 12. L'article 60 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 60. § 1^{er}. La taxe est payable tous les 1^{er} et 15^e jours de chaque mois sur base d'une déclaration introduite par le redevable, auprès du fonctionnaire désigné par le Gouvernement wallon. La déclaration doit mentionner le montant imposable et le montant de la taxe due.

Le Gouvernement wallon détermine le modèle de la déclaration et les documents à y annexer.

§ 2. Le paiement de la taxe due, le cas échéant, se fait simultanément, sauf dispositions contraires, au dépôt de la déclaration, auprès du fonctionnaire désigné par le Gouvernement wallon.

En l'absence de paiement spontané, le fonctionnaire désigné par le Gouvernement wallon, après information donnée au redevable, prélève le cas échéant le montant de la taxe due sur la garantie constituée conformément aux articles 63 à 63*quinquies*. »

Art. 13. Les articles 61 et 62 du même Code sont rétablis dans la formulation suivante :

« Art. 61. § 1^{er}. La taxe prévue à l'article 46, § 1^{er}, 2^o, est payable, sous forme d'acomptes, au bureau du fonctionnaire désigné par le Gouvernement wallon, le premier jour ouvrable de chaque quinzaine.

L'acompte afférent à une quinzaine est fixé au montant de la taxe réellement due pour la quinzaine antérieure, arrondi au millier d'euros supérieur.

§ 2. Si, pour une quinzaine, la taxe due dépasse l'acompte visé au § 1^{er}, le supplément doit être payé au plus tard le troisième jour ouvrable de la quinzaine suivante.

Par contre, si la taxe due pour une quinzaine est inférieure audit acompte, la différence est considérée comme paiement à valoir sur l'acompte relatif à la quinzaine suivante.

§ 3. Par dérogation aux dispositions du § 1^{er}, la taxe due pour la première quinzaine d'exploitation des jeux est payable le premier jour ouvrable de la quinzaine suivante.

Art. 62. § 1^{er}. La taxe sur les jeux et paris due en raison des sommes engagées dans les jeux visés à l'article 47 est payable sous forme d'acomptes, au bureau du fonctionnaire désigné par le Gouvernement wallon, le premier jour ouvrable de chaque quinzaine.

L'acompte afférent à une quinzaine est fixé au montant de la taxe réellement due pour la quinzaine antérieure, arrondi au multiple supérieur de 10 euros.

§ 2. Si, pour une quinzaine, la taxe due dépasse l'acompte visé au § 1^{er}, le supplément doit être payé au plus tard le premier jour ouvrable de la quinzaine suivante.

Par contre, si la taxe due pour une quinzaine est inférieure audit acompte, la différence est considérée comme paiement à valoir sur l'acompte relatif à la quinzaine suivante.

§ 3. Par dérogation aux dispositions du § 1^{er}, la taxe due pour la première quinzaine d'exploitation des jeux est payable le premier jour ouvrable de la quinzaine suivante. »

Art. 14. Dans le même Code, le Chapitre VI du Titre III est remplacé par les dispositions suivantes :

« CHAPITRE VI. — *Cautionnement et garantie réelle*

Art. 63. Une garantie réelle doit être fournie par les redevables de la taxe sur les jeux et paris afférente :

1° aux concours de pronostics sur épreuves sportives de natures diverses;

2° aux jeux et paris taxables, autres que ceux visés au 1°, pour lesquels des bulletins de participation ou des règlements de concours sont diffusés dans le public ou publiés dans la presse;

3° aux jeux de casino;

4° aux jeux présentant quelque analogie avec les jeux de casino proprement dits;

5° aux paris sur les courses de chevaux courues à l'étranger.

Art. 63bis. Le Gouvernement wallon peut également exiger une garantie réelle des organisateurs de concours colombophiles.

Art. 63ter. Le montant de la garantie réelle est fixé :

1° pour les redevables visés à l'article 63, 1° et 2°, au quintuple de la taxe sur les jeux et paris que le service désigné par le Gouvernement wallon présume afférente aux opérations d'une période d'un mois, sans que la garantie puisse dépasser 50.000 EUR ni être inférieure à 500 EUR;

2° pour les redevables visés à l'article 63, 3° et 4°, au quintuple de la taxe sur les jeux et paris que le service désigné par le Gouvernement wallon présume afférente aux opérations d'une période d'un mois, sans que la garantie puisse être inférieure à 12.500 EUR;

3° pour les redevables visés à l'article 63, 5°, à 25.000 EUR par tranche ou fraction de tranche de vingt agences, sans que la garantie puisse dépasser 500.000 EUR;

4° pour les organisateurs de concours colombophiles visés à l'article 63bis, au montant de la taxe sur les jeux et paris que le service désigné par le Gouvernement wallon présume afférente aux opérations d'une période de quinze jours.

Art. 63quater. Cette garantie doit être fournie au plus tard huit jours avant le commencement des opérations.

Art. 63quinquies. La garantie réelle s'entend d'un cautionnement en numéraire ou en fonds publics. »

Art. 15. A l'article 64, alinéas 1^{er} et 2, du même Code, les mots "Le Roi" sont remplacés par les mots "Le Gouvernement wallon".

Art. 16. L'article 65 du même Code est abrogé.

Art. 17. A l'article 68 du même Code, dont le texte actuel formera le § 1^{er}, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, les mots " ; au besoin, elle est établie d'office à raison des recettes présumées" sont abrogés;

2° il est ajouté des §§ 2, 3 et 4 rédigés comme suit :

« § 2. Par dérogation au § 1^{er}, l'amende administrative proportionnelle du quintuple de la taxe est réduite selon les graduations ci-après, en cas d'absence de déclaration ou en cas de déclaration incomplète ou inexacte allant de pair avec une absence ou insuffisance de paiement de la taxe.

A. Infraction due à des circonstances indépendantes de la volonté du redevable : néant

B. Infraction commise de bonne foi, sans intention d'éluider la taxe :

— 1^{re} infraction : 100 %;

— 2^e et 3^e infraction : 200 %;

— à partir de la 4^e infraction, les infractions de cette nature sont sanctionnées conformément au § 1^{er}.

Pour la détermination du pourcentage d'amendes administratives proportionnelles réduites à appliquer :

— les infractions antérieures visées sub B sont négligées si aucune infraction en matière de déclaration et de paiement, envisagés distinctement, n'est sanctionnée pour 24 échéances consécutives;

— il y a deuxième infraction ou infraction subséquente si, au moment où une nouvelle infraction est commise, il a été donné connaissance au contrevenant de l'amende qui a sanctionné l'infraction antérieure.

§ 3. En cas de non-respect des dispositions relatives à l'exemption de la taxe et aux conditions de réduction de la taxe, la taxe est portée au triple.

§ 4. L'amende prévue par le présent article n'est pas due, lorsque son fait générateur a fait l'objet de poursuites pénales définitivement clôturées. »

Art. 18. Dans le même Code, il est inséré un article 68bis, rédigé comme suit :

« Art. 68bis. En cas d'infraction au Titre III du présent Code ou aux arrêtés pris pour son exécution, autres que celles déjà visées par l'article 68, le fonctionnaire désigné par le Gouvernement wallon ou son délégué peut appliquer une amende administrative de € 50 à € 1.250.

L'amende prévue par le présent article n'est pas due, lorsque son fait générateur a fait l'objet de poursuites pénales définitivement clôturées. »

Art. 19. Dans le même Code, il est inséré un article 68ter, rédigé comme suit :

« Art. 68ter. § 1^{er}. Sans préjudice de l'application des amendes administratives prévues aux articles 68 et 68bis du présent Code et à l'article 63, § 2, 2°, du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à deux ans et d'une amende de 250 EUR à 125.000 EUR ou de l'une de ces peines seulement, celui qui, dans une intention frauduleuse ou à dessein de nuire, contreviendra aux dispositions du Titre III du présent Code ou aux arrêtés pris pour son exécution.

§ 2. Sans préjudice de l'application des amendes administratives prévues aux articles 68 et 68bis du présent Code et à l'article 63, § 2, 2°, du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes, sera également puni d'un emprisonnement d'un mois à cinq ans et d'une amende de 250 EUR à 125.000 EUR ou de l'une de ces peines seulement, celui qui, en vue de commettre une des infractions visées au § 1^{er}, aura commis un faux en écritures publiques, de commerce ou privées, ou qui aura fait usage d'un tel faux. De même, celui qui, sciemment, établira un faux certificat pouvant compromettre les intérêts de la Région wallonne ou fera usage de pareil certificat, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à deux ans et d'une amende de 250 EUR à 125.000 EUR ou de l'une de ces peines seulement.

§ 3. Sans préjudice de l'application de l'amende administrative prévue à l'article 63, § 2, 2°, du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes, celui qui fera un faux témoignage, l'interprète ou l'expert qui fera une fausse déclaration, celui qui subornera un ou plusieurs témoins, experts ou interprètes lors de l'exercice par le service désigné par le Gouvernement wallon d'un des pouvoirs d'investigation prévus par l'article 11 du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes, sera puni conformément aux dispositions des articles 220 à 224 du Code pénal. »

Art. 20. A l'article 70 du même Code, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots "l'application de l'article 2, alinéa 3," sont remplacés par les mots "l'application des amendes administratives prévues aux articles 68 et 68bis du présent Code et à l'article 63, § 2, 2°, du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes, et de l'application des sanctions pénales prévues à l'article 68ter du présent Code,";

2° à l'alinéa 2, les mots "par le Ministre des Finances" sont remplacés par les mots "par le Ministre régional ayant les Finances dans ses attributions".

Art. 21. L'article 72 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 72. La loi du 5 mars 1952, modifiée par les lois des 22 décembre 1989 et 20 juillet 1991, relative aux décimes additionnels sur les amendes pénales, n'est pas applicable aux infractions visées aux articles 68ter et 71. »

Art. 22. Dans le même Code, l'article 73 est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 73. § 1^{er}. Dans le cas des faits pénalement punissables visés par les articles 68ter et 71, l'action publique est exercée par le Ministère public.

Toutefois, les faits ne peuvent faire l'objet d'une plainte ou d'une dénonciation d'un fonctionnaire auprès du Ministère public, que si le fonctionnaire a été autorisé par le fonctionnaire désigné par le Gouvernement wallon à effectuer cette communication des faits pénalement punissables.

§ 2. A moins que sa connaissance des faits ne résulte d'une plainte déposée ou d'une dénonciation faite par les fonctionnaires désignés par le Gouvernement wallon, dûment autorisés conformément au § 1^{er}, alinéa 2, et s'il engage des poursuites pour des faits pénalement punissables aux termes du Titre III du présent Code ou des arrêtés pris pour son exécution, le procureur du Roi peut demander l'avis du fonctionnaire désigné par le Gouvernement wallon. Le procureur de Roi joint à sa demande d'avis les éléments de fait dont il dispose; le fonctionnaire désigné par le Gouvernement wallon doit, dans les quatre mois de la date de sa réception, répondre à la demande qui lui a été adressée.

En aucun cas, la demande d'avis n'est suspensive de l'action publique.

§ 3. Sous peine de nullité de l'acte de procédure, les fonctionnaires de la Région wallonne ne peuvent être entendus comme témoins dans le cadre de l'action publique visée au § 1^{er}. »

Art. 23. Dans le même Code, il est inséré un article 73bis, rédigé comme suit :

« Art. 73bis. Les personnes, qui auront été condamnées comme auteurs ou complices d'infractions visées aux articles 68ter, seront tenues solidairement au paiement de l'impôt élué.

Les personnes physiques ou morales seront civilement et solidairement responsables des amendes et frais résultant des condamnations prononcées en vertu de l'article 68ter contre leurs préposés ou dirigeants d'entreprise, à moins qu'elles puissent démontrer qu'elles n'ont commis aucune faute en ayant pris toutes les mesures en leur pouvoir pour empêcher que l'élément matériel de l'infraction se réalise. »

Art. 24. Dans le même Code, il est inséré un article 73ter, rédigé comme suit :

« Art. 73ter. Le juge pourra ordonner que tout jugement ou arrêt portant condamnation à une peine d'emprisonnement prononcée en vertu de l'article 68ter ou 71 soit affiché dans les lieux qu'il détermine et soit publié, éventuellement par extrait, selon le mode qu'il fixe, le tout aux frais du condamné. »

Art. 25. L'article du 77 même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 77. § 1^{er}. Ne tombent toutefois pas sous l'application du présent titre, les appareils dont la possession est déjà soumise à un impôt ou à une taxe établie au profit de l'Etat ou de toute autre collectivité publique, ainsi que les appareils mis exclusivement, dans des locaux à ce destinés, à la disposition de membres de mouvements de jeunesse, de pensionnaires de homes de vieillards ou de pensionnés ou de personnes hospitalisées.

Le Gouvernement wallon détermine les modalités de la preuve relative à la mise à disposition exclusive visée ci-avant.

§ 2. Ne tombent pas non plus sous l'application du présent titre, les appareils automatiques de jeux de hasard qui se trouvent dans un établissement de jeux de hasard de classe I au sens de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs, et qui sont soumis à ce titre à la taxe sur les jeux et les paris selon ce qui est prévu à l'article 46. »

Art. 26. A l'article 79 du même Code, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 2 :

— au 5°, les mots "au Ministre des Finances" sont remplacés par les mots "à l'autorité compétente";

— le § 2 est complété par l'alinéa suivant :

« Lorsque les contingences techniques, économiques ou sociales rendent ces mesures nécessaires, la catégorie dans laquelle un type d'appareil doit être classé peut être fixée ou modifiée par le Gouvernement wallon. Pour la classification d'un appareil, il est tenu compte de sa rentabilité, de la nature du jeu proposé et de la multiplicité de la mise, étant entendu qu'un appareil servant exclusivement de tourne-disque automatique ne peut être classé dans une catégorie supérieure à la catégorie D. Le Gouvernement wallon saisira le Parlement wallon, immédiatement s'il est réuni, sinon dès l'ouverture de sa plus prochaine session, d'un projet de décret de confirmation de ces arrêtés. »;

2° le § 3 est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. A moins qu'un accord de coopération avec l'Etat fédéral n'en décide autrement, tout modèle d'appareil visé à l'article 76; avant d'être installé, vendu ou mis en location sur le territoire de la Région wallonne, doit avoir été déclaré au Ministre de la Région wallonne ayant les Finances dans ses attributions par l'importateur, le fabricant ou quiconque intervient directement ou indirectement à ce titre. A défaut de respect de cette procédure, l'appareil est d'office classé dans la catégorie A. Le Gouvernement wallon détermine le modèle de cette déclaration, ainsi que les pièces devant l'accompagner.

Dès réception d'une déclaration visée à l'alinéa 1^{er}, le Ministre fédéral des Finances transmet un duplicata du dossier, ainsi que, dès qu'elle est arrêtée, sa proposition de classement, au service de la Région wallonne déterminé par le Gouvernement wallon. Le service compétent de la Région wallonne communique son accord sur cette proposition dans un délai de 15 jours ou, à défaut d'accord, informera le Ministre des Finances d'une autre décision de classement. »;

3° il est inséré un § 4, rédigé comme suit :

« § 4. Le Gouvernement wallon détermine les modalités d'administration de la preuve du respect de la procédure visée au § 3. »

Art. 27. A l'article 81 du même Code, sont apportées les modifications suivantes :

1° le 1° est complété par les mots "par appareil";

2° au 2°, les mots "préalablement au contrôleur en chef des contributions directes dans le ressort duquel sont placés les appareils" sont remplacés par les mots "auprès du fonctionnaire désigné par le Gouvernement wallon, au plus tard huit jours avant l'expiration de la dite période".

Art. 28. L'article 82 du même Code est complété par l'alinéa suivant :

"Le présent article n'est pas applicable aux appareils bénéficiant des réductions visées à l'article 81."

Art. 29. L'article 83 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 83. § 1^{er}. La taxe est payable auprès du fonctionnaire désigné par le Gouvernement wallon, soit préalablement au placement de l'appareil, soit avant le 1^{er} janvier de l'année d'imposition, si l'appareil est placé à cette date.

§ 2. Pour l'appareil ayant déjà fait l'objet d'une déclaration pour une période d'imposition déterminée, le service désigné par le Gouvernement wallon envoie, au plus tard le 25 novembre de l'année précédant l'année d'imposition suivante, une invitation à payer au propriétaire de celui-ci afin qu'il s'acquitte de la taxe due pour cette année d'imposition suivante.

L'absence d'envoi de cette invitation à payer ne dispense pas le redevable de ses obligations prévues au § 1^{er} et aux articles 84 à 88. »

Art. 30. A l'article 84 du même Code, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er} et au § 2, les mots "receveur compétent" sont remplacés par les mots "fonctionnaire désigné par le Gouvernement wallon";

2° le § 3 est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Le Gouvernement wallon détermine les modalités de remise du bordereau et de délivrance des signes distinctifs. »;

3° il est inséré un § 4, rédigé comme suit :

« § 4. Le fonctionnaire désigné par le Gouvernement wallon détermine le modèle du bordereau et du signe distinctif fiscal. »

Art. 31. A l'article 85 du même Code, l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

« En cas de cession de l'appareil, le nouveau propriétaire est autorisé à utiliser le signe distinctif qui y était fixé, après avoir substitué ses nom et adresse à ceux de l'ancien propriétaire, pour autant que l'ancien propriétaire aie averti le fonctionnaire visé à l'article 84, § 1^{er}, de la cession de l'appareil et sous réserve, pour le nouveau propriétaire, d'observer les autres obligations citées à l'alinéa 1^{er}. »

Art. 32. L'article 86 du même Code est complété par l'alinéa suivant :

"La délivrance s'opère à titre gratuit auprès du fonctionnaire visé à l'article 84, § 1^{er}."

Art. 33. L'article 87 du même Code est abrogé.

Art. 34. L'article 88 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 88. Aux fins de contrôle de la correcte et exacte déclaration et perception de la présente taxe, le Gouvernement wallon peut prendre toutes mesures qu'il juge nécessaires pour simplifier le contrôle des éléments imposables par d'autres moyens que ceux prévus par le présent Code, décharger les redevables de certaines obligations, ou encore adapter les obligations des redevables à l'évolution de la législation fédérale relative aux jeux de hasard. »

Art. 35. L'article 89 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 89. § 1^{er}. En cas d'absence de paiement, la taxe éludée est portée au quintuple.

"§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, l'amende administrative proportionnelle du quintuple de la taxe est réduite selon les graduations ci-après, dans les cas suivants.

A. Infraction due à des circonstances indépendantes de la volonté du redevable : néant.

B. Infraction commise de bonne foi, sans intention d'éluder la taxe :

— 1^{re} infraction : 250 %;

— à partir de la 2^e infraction, les infractions de cette nature sont sanctionnées conformément au § 1^{er}.

Pour la détermination du pourcentage d'amendes administratives proportionnelles réduites à appliquer :

— les infractions antérieures visées sub B sont négligées si aucune infraction en matière de déclaration et de paiement, envisagés distinctement, n'est sanctionnée pour 4 années consécutives;

— il y a deuxième infraction ou infraction subséquente si, au moment où une nouvelle infraction est commise, il a été donné connaissance au contrevenant de l'amende qui a sanctionné l'infraction antérieure.

§ 3. En cas de non-respect des dispositions relatives à l'exemption de la taxe et aux conditions de réduction de la taxe, la taxe est portée au triple.

§ 4. L'amende prévue par le présent article n'est pas due, lorsque son fait générateur a fait l'objet de poursuites pénales définitivement clôturées. »

Art. 36. Dans le même Code, il est inséré un article 89bis, rédigé comme suit :

« Art. 89bis. En cas d'infraction au Titre IV du présent Code ou aux arrêtés pris pour son exécution, autres que celles déjà visées par l'article 89, le fonctionnaire désigné par le Gouvernement wallon ou son délégué peut appliquer une amende administrative de € 50 à € 1.250.

L'amende prévue par le présent article n'est pas due, lorsque son fait générateur a fait l'objet de poursuites pénales définitivement clôturées. »

Art. 37. Dans le même Code, l'article 90 est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 90. § 1^{er}. Sans préjudice de l'application de l'amende administrative prévue aux articles 89 et 89bis du présent Code et à l'article 63, § 2, 2^o, du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à deux ans et d'une amende de 250 EUR à 125.000 EUR ou de l'une de ces peines seulement, celui qui, dans une intention frauduleuse ou à dessein de nuire, contreviendra aux dispositions du Titre IV du présent Code ou aux arrêtés pris pour son exécution.

§ 2. Sans préjudice de l'application des amendes administratives prévues aux articles 89 et 89bis du présent Code et à l'article 63, § 2, 2^o, du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes, sera également puni d'un emprisonnement d'un mois à cinq ans et d'une amende de 250 EUR à 125.000 EUR ou de l'une de ces peines seulement, celui qui, en vue de commettre une des infractions visées au § 1^{er}, aura commis un faux en écritures publiques, de commerce ou privées, ou qui aura fait usage d'un tel faux. De même, celui qui, sciemment, établira un faux certificat pouvant compromettre les intérêts de la Région wallonne ou fera usage de pareil certificat, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à deux ans et d'une amende de 250 EUR à 125.000 EUR ou de l'une de ces peines seulement.

§ 3. Sans préjudice de l'application de l'amende administrative prévue à l'article 63, § 2, 2^o, du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes, celui qui fera un faux témoignage, l'interprète ou l'expert qui fera une fausse déclaration, celui qui subornera un ou plusieurs témoins, experts ou interprètes lors de l'exercice par le service désigné par le Gouvernement wallon d'un des pouvoirs d'investigation prévus par l'article 11 du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes, sera puni conformément aux dispositions des articles 220 à 224 du Code pénal. »

Art. 38. Dans le même Code, il est inséré un article 90bis, rédigé comme suit :

« Art. 90bis. La loi du 5 mars 1952, modifiée par les lois des 22 décembre 1989 et 20 juillet 1991, relative aux décimes additionnels sur les amendes pénales, n'est pas applicable aux infractions visées à l'article 90. »

Art. 39. Dans le même Code, il est inséré un article 90ter, rédigé comme suit :

« Art. 90ter. § 1^{er}. Dans le cas des faits pénalement punissables visés par l'article 90, l'action publique est exercée par le Ministère public.

Toutefois, si les faits sont venus à sa connaissance à la suite d'une plainte ou d'une dénonciation d'un fonctionnaire, le Ministère public ne pourra engager de poursuites que si le fonctionnaire a été autorisé par le fonctionnaire désigné par le Gouvernement wallon à effectuer cette communication des faits pénalement punissables.

§ 2. A moins que sa connaissance des faits ne résulte d'une plainte déposée ou d'une dénonciation faite par les fonctionnaires désignés par le Gouvernement wallon, dûment autorisés conformément au § 1^{er}, alinéa 2, et s'il engage des poursuites pour des faits pénalement punissables aux termes du Titre IV du présent Code ou des arrêtés pris pour son exécution, le procureur du Roi peut demander l'avis du fonctionnaire désigné par le Gouvernement wallon. Le procureur de Roi joint à sa demande d'avis les éléments de fait dont il dispose; le fonctionnaire désigné par le Gouvernement wallon doit, dans les quatre mois de la date de sa réception, répondre à la demande qui lui a été adressée.

En aucun cas, la demande d'avis n'est suspensive de l'action publique.

§ 3. Sous peine de nullité de l'acte de procédure, les fonctionnaires de la Région wallonne ne peuvent être entendus comme témoins dans le cadre de l'action publique visée au § 1^{er}. »

Art. 40. Dans le même Code, il est inséré un article 90quater, rédigé comme suit :

« Art. 90quater. Les personnes, qui auront été condamnées comme auteurs ou complices d'infractions visées à l'article 90, seront tenues solidairement au paiement de l'impôt élué.

Les personnes physiques ou morales seront civilement et solidairement responsables des amendes et frais résultant des condamnations prononcées en vertu de l'article 90 contre leurs préposés ou dirigeants d'entreprise. »

Art. 41. Dans le même Code, il est inséré un article 90quinquies, rédigé comme suit :

« Art. 90quinquies. Le juge pourra ordonner que tout jugement ou arrêt portant condamnation à une peine d'emprisonnement prononcée en vertu de l'article 90 soit affiché dans les lieux qu'il détermine et soit publié, éventuellement par extrait, selon le mode qu'il fixe, le tout aux frais du condamné. »

Art. 42. A l'article 92 du même Code, l'alinéa 3 est abrogé.

CHAPITRE II. — Modifications au décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes

Art. 43. L'article 1^{er} du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes, est complété par les mots " , ainsi qu'aux autres impôts et taxes au bénéfice de la Région wallonne, lorsque le présent décret leur est expressément rendu applicable".

Art. 44. L'intitulé du Chapitre II du même décret, est remplacé par l'intitulé suivant :

« CHAPITRE II. — Déclarations, investigations et contrôles, et moyens de preuve »

Art. 45. A l'article 9 du même décret, il est ajouté un alinéa 3, rédigé comme suit :

« Pour les sociétés dissoutes sans liquidation dans le cadre d'une fusion, d'une opération assimilée à une fusion ou d'une scission visées aux articles 671 à 677 du Code des sociétés, ou d'une opération de droit des sociétés similaire en droit étranger, l'obligation de déclarer incombe selon le cas à la société absorbante ou aux sociétés bénéficiaires. Pour les autres sociétés dissoutes, cette obligation incombe aux liquidateurs. »

Art. 46. Dans le même décret, il est inséré un article 9bis, rédigé comme suit :

« Art. 9bis. Sans préjudice d'autres dispositions spécifiques prévoyant certaines obligations fiscales, le Gouvernement wallon peut imposer à quiconque est passible d'un impôt ou d'une taxe visée par le présent décret, ainsi qu'aux associations, organismes et groupements n'ayant pas la personnalité juridique, la tenue de livres ou l'utilisation de documents et de formules dont il fixe le modèle et l'emploi et qu'il estime nécessaires au contrôle de la perception des impôts et taxes visées par le présent décret, soit dans son chef, soit dans le chef de tiers. »

Art. 47. L'article 10, alinéa 1^{er}, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Les redevables ont l'obligation de fournir par écrit, dans le délai d'un mois à compter de la date d'effet de la notification de la demande, telle que calculée conformément à l'article 5, § 3, ce délai pouvant être prolongé pour de justes motifs, sans déplacement, tous renseignements, livres et documents que le service désigné par le Gouvernement juge nécessaires pour assurer la juste perception de la taxe, lorsqu'ils en sont requis par le service désigné par le Gouvernement et sans préjudice du droit de ce service de demander des renseignements sur place conformément à l'article 11bis. »

Art. 48. A l'article 11 du même décret, dont le texte actuel formera le § 1^{er}, sont apportées les modifications suivantes :

1^o au § 1^{er}, il est ajouté un alinéa 2, rédigé comme suit :

« L'administration peut procéder à la vérification de l'exactitude des renseignements visés à l'alinéa 1^{er}. »;

2^o il est inséré des §§ 2 et 3, rédigés comme suit :

« § 2. Les services administratifs de la Région wallonne, les administrations des provinces, des agglomérations, des fédérations de communes et des communes situées sur le territoire de la Région wallonne, ainsi que les établissements et organismes publics actifs sur le territoire de la Région wallonne, sont tenus, lorsqu'ils en sont requis par un fonctionnaire chargé de l'établissement ou du recouvrement des taxes et impôts visés par le présent décret, de lui fournir tous renseignements en leur possession, de lui communiquer, sans déplacement, tous actes, pièces, registres et documents quelconques qu'ils détiennent et de lui laisser prendre tous renseignements, copies ou extraits que ledit fonctionnaire juge nécessaires pour assurer l'établissement ou la perception de ces taxes et impôts visés par le présent décret.

Par organismes publics au sens de l'alinéa précédent, il faut entendre les institutions, sociétés, associations, établissements et offices à l'administration desquels la Région wallonne participe, auxquels la Région wallonne fournit une garantie, sur l'activité desquels la Région wallonne exerce une surveillance ou dont le personnel de direction est désigné par le gouvernement wallon, sur sa proposition ou moyennant son approbation.

Le Gouvernement wallon peut prévoir que toutes les demandes de transmissions de renseignements, actes, pièces, registres et documents quelconques en matière fiscale, introduites auprès de la Région wallonne par d'autres autorités publiques belges ou étrangères, ainsi que toutes les demandes de renseignements, actes, pièces, registres et documents quelconques en matière fiscale, introduites auprès d'autres autorités publiques belges ou étrangères par la Région wallonne, ainsi que les réceptions et envois de ces informations, doivent obligatoirement être adressées à ou par un service déterminé de la Direction générale opérationnelle de la Fiscalité du Service public de Wallonie, qu'il désigne.

§ 3. A l'égard des services, administrations, sociétés, associations établissements ou organismes visés au § 2 qui resteraient en défaut de satisfaire aux obligations qui leur incombent en vertu de ces articles, le Gouvernement peut, suivant le cas, requérir l'intervention de l'Inspecteur des Finances ou du délégué du Gouvernement, désigner un commissaire pour recueillir les renseignements jugés nécessaires ou retirer l'agrément pour l'octroi d'avantages consentis par la Région wallonne. »

Art. 49. L'article 11bis du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 11bis. § 1^{er}. Les fonctionnaires du service désigné par le Gouvernement peuvent, aux fins de contrôler la perception des impôts et taxes visées par le présent décret, pénétrer librement, à tout moment, sans avertissement préalable, dans tous les bâtiments, ateliers, établissements, locaux ou autres lieux, où sont effectuées des activités visées par ces impôts et taxes, ou sont présumées être effectuées de telles activités.

Ces fonctionnaires peuvent notamment :

1^o examiner tous les livres, registres, factures et autres documents qui s'y trouvent;

2^o vérifier, au moyen du matériel utilisé et avec l'assistance de la personne requise, la fiabilité des informations, données et traitements informatiques, en exigeant notamment la communication de documents spécialement établis en vue de présenter les données enregistrées sur les supports informatiques sous une forme lisible et intelligible;

3^o constater la nature et l'importance de l'activité qui s'y exerce et le personnel qui y est affecté, ainsi que des marchandises et tous les biens qui s'y trouvent, y compris les moyens de production et de transport;

4^o pour le contrôle de la perception de la taxe sur les jeux et paris, contrôler l'encaisse du redevable de la taxe.

Toutefois, ils ne peuvent pénétrer dans les bâtiments ou les locaux habités que de 5 heures du matin à 9 heures du soir et uniquement avec l'autorisation du juge de police, sauf accord de l'occupant des lieux et sauf pour ce qui concerne le contrôle de la perception de la taxe sur les jeux et paris et de la taxe sur les appareils automatiques de divertissement.

§ 2. Sur simple demande des fonctionnaires visés au § 1^{er} et sans préjudice des pouvoirs accordés à ces fonctionnaires par le § 1^{er}, toute personne est tenue de leur présenter tous renseignements, livres, registres, factures et autres documents utiles à l'établissement et à la perception des impôts et taxes visées par le présent décret. Ces fonctionnaires sont autorisés à en prendre copies.

Si ces livres, registres, factures et autres documents sont tenus, établis, délivrés, reçus ou conservés au moyen d'un système informatique, ces fonctionnaires :

— ont le droit de se faire communiquer les données enregistrées sur des supports informatiques sous forme lisible et intelligible;

— peuvent requérir la personne visée à l'alinéa 1^{er} d'effectuer, en leur présence, et sur son matériel, des copies, dans la forme qu'ils souhaitent, de tout ou partie des données précitées, ainsi que les traitements informatiques jugés nécessaires à la vérification de l'exacte perception des impôts et taxes visées par le présent décret;

— peuvent requérir la personne visée à l'alinéa 1^{er} de leur communiquer les dossiers d'analyse, de programmation et d'exploitation du système utilisé.

§ 3. Les fonctionnaires visés au § 1^{er} ont le droit de retenir, contre délivrance d'un accusé de réception, les livres, registres, factures et autres documents visés au § 2, alinéa 1^{er}, ainsi que les copies établies conformément au § 2, alinéa 2, chaque fois qu'ils estiment que ces livres, registres, factures et autres documents établissent ou concourent à établir la déduction d'une taxe ou d'une amende à sa charge ou à la charge de tiers.

Ce droit ne s'étend pas aux livres qui ne sont pas clôturés. Lorsque ces livres sont conservés au moyen d'un système informatisé, ces fonctionnaires ont le droit de se faire remettre des copies de ces livres dans la forme qu'ils souhaitent. »

Art. 50. A l'article 11^{ter} du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots „, ainsi que les documents de gestion nécessaires à la vérification de la perception des impôts et taxes visées par le présent décret,“ sont remplacés par les mots „, ainsi que les livres, registres, factures et autres documents dont la tenue, la rédaction, ou la délivrance sont prescrites par la législation applicable à la taxe ou l'impôt concerné, et ainsi que les autres documents de gestion nécessaires à la vérification de l'établissement et de la perception des impôts et taxes visées par le présent décret, notamment la documentation relative aux analyses, à la programmation et à l'exploitation de systèmes informatisés utilisés dans la gestion de ces impôts et taxes, et les supports d'information et toutes les données qu'ils contiennent,“;

2° il est ajouté un alinéa 2, rédigé comme suit :

« Sauf lorsqu'ils sont saisis par la justice, ou sauf dérogation accordée par le service désigné par le Gouvernement wallon, les déclarations, livres, registres, factures et autres documents visés à l'alinéa 1^{er} doivent être conservés à la disposition de ce service, dans le bureau, l'agence, la succursale ou tout autre local professionnel ou privé du contribuable où ces livres et documents ont été tenus, établis ou adressés. »

Art. 51. Dans le même décret, il est inséré un article 12^{bis}, rédigé comme suit :

« Art. 12^{bis}. Les fonctionnaires de la Région wallonne, les fonctionnaires et agents communaux et provinciaux, sont qualifiés sur l'ensemble du territoire de la Région wallonne pour rechercher les infractions et dresser, même seuls, les procès-verbaux en matière de taxes et impôts visés par le présent décret.

Ces procès-verbaux font foi jusqu'à preuve du contraire des faits quelconques qui y sont relatés. Ils sont transmis au fonctionnaire désigné par le Gouvernement.

En matière de taxe sur les jeux et paris et de taxe sur les appareils automatiques de divertissement, les procès-verbaux des fonctionnaires et employés du S.P.F. Finances, des policiers, des agents judiciaires près des parquets et des fonctionnaires et employés de la Commission des jeux de hasard, font foi jusqu'à preuve du contraire des faits quelconques qui y sont relatés. Ils sont transmis au fonctionnaire désigné par le Gouvernement. »

Art. 52. Dans le même décret, il est inséré un article 12^{ter}, rédigé comme suit :

« Art. 12^{ter}. § 1^{er}. Tout renseignement, pièce, procès-verbal ou acte découvert ou obtenu dans l'exercice de ses fonctions, par un fonctionnaire de la Région wallonne, soit directement, soit par l'entremise d'un des services désignés à l'article 11, § 2 et § 3, peut être invoqué par la Région wallonne pour la recherche de toute somme due relativement aux impôts et taxes visés par le présent décret.

§ 2. Tout fonctionnaire de la Région wallonne, régulièrement chargé d'effectuer chez une personne physique ou morale un contrôle ou une enquête se rapportant à l'application d'un impôt ou d'une taxe visé par le présent décret, est, de plein droit, habilité à prendre, rechercher ou recueillir tous renseignements propres à assurer l'exacte perception de tous autres impôts ou taxes établis au profit de la Région wallonne et dont la Région wallonne assure le service. »

Art. 53. Dans le même décret, il est inséré un article 12^{quater}, rédigé comme suit :

« Art. 12^{quater}. Par dérogation aux articles 10 à 11^{bis}, le service désigné par le Gouvernement n'est pas autorisé à recueillir, dans les comptes, livres et documents des établissements de banque, de change, de crédit et d'épargne, des renseignements en vue de l'imposition de leurs clients.

De même, les articles 10 à 11^{bis} ne sont pas applicables à l'Institut national de statistique, aux établissements et institutions publics financiers et de crédit, pour ce qui concerne les renseignements individuels recueillis sur des tiers.

Si cependant, l'enquête du service désigné par le Gouvernement effectuée sur base des articles 10 à 11^{bis}, auprès d'autres personnes ou établissements que ceux visés aux alinéas 1^{er} et 2, a fait apparaître des éléments concrets permettant de présumer l'existence ou la préparation d'un mécanisme de fraude fiscale, le fonctionnaire désigné à cette fin par le Ministre qui a les Finances dans ses attributions peut relever dans les comptes, livres et documents de l'établissement, les renseignements permettant de compléter l'enquête et de déterminer les impôts et taxes dus par ce client. »

Art. 54. L'article 15 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 15. Le service désigné par le Gouvernement peut procéder à la taxation d'office en raison de la base imposable qu'il peut présumer eu égard aux éléments dont il dispose dans les cas où le redevable s'est abstenu :

- soit de remettre la déclaration, qui lui est imposée par le décret qui établit la taxe, dans le délai requis;
- soit d'éliminer, dans le délai consenti à cette fin, le ou les vices de forme entachant sa déclaration;
- soit de produire les renseignements demandés par le service désigné par le Gouvernement dans le délai fixé par celui-ci ou de communiquer les livres, registres, factures et autres documents qui lui ont été réclamés, et plus généralement en cas d'infraction par le redevable aux articles 10, 11^{bis} et 11^{ter};
- soit de payer la taxe sur les appareils automatiques de divertissement eu égard à un appareil taxable, dans le délai prescrit par l'article 83 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus.

Le service désigné par le Gouvernement wallon peut également procéder à la taxation d'office en raison de la base imposable qu'il peut présumer eu égard aux éléments dont il dispose, en cas d'application des articles 91 et 92 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus. »

Art. 55. A l'article 17^{bis} du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1^{er} est complété par le point suivant :

“c. soit en vertu d'une invitation à payer ou d'un décompte fiscal, directement adressé au redevable par le service désigné par le Gouvernement.”;

2° au § 2, l'alinéa 2 est complété par le tiret suivant :

“— les taxes visées au § 1^{er}, c., à défaut de paiement dans le délai prévu par la législation applicable.”

Art. 56. Dans le même décret, il est inséré un article 18^{bis}, rédigé comme suit :

« Art. 18^{bis}. § 1^{er}. Les impositions sont portées au rôle au nom des redevables intéressés.

§ 2. Quant aux impositions établies à charge de redevables décédés, elles sont enrôlées au nom de ceux-ci, précédé du mot "Succession" et suivi éventuellement de l'indication de la personne ou des personnes qui se sont fait connaître au fonctionnaire chargé de l'établissement de la taxe comme héritier, légataire, donataire ou mandataire spécial.

L'identité de ces personnes est détaillée. Si l'un des héritiers a été formellement désigné pour représenter la succession, l'enrôlement se fait d'après la formule suivante : "Succession X..., les héritiers représentés par..."

Dans l'éventualité d'une taxation d'office, il suffit que le nom du redevable décédé (Succession X...) soit suivi de l'indication de l'un des héritiers, connu du service désigné par le Gouvernement wallon.

§ 3. Dans l'éventualité où une société est absorbée ou scindée dans le cadre d'une fusion, d'une opération assimilée à une fusion ou d'une scission visées aux articles 671 à 677 du Code des sociétés, ou d'une opération de droit des sociétés similaire en droit étranger, l'imposition relative à la société absorbée ou scindée, concernant ses activités jusque et y compris l'opération précitée, est établie dans les délais prévus dans le présent chapitre dans le chef de la société absorbante ou des sociétés bénéficiaires, même au moment où la société absorbée ou scindée comme personne morale n'existe plus. »

Art. 57. A l'article 19, alinéa 2, du même décret, le premier tiret est remplacé par la disposition suivante :

« — pour les taxes payables d'initiative ou sur la base d'une déclaration, tel que prévu à l'article 17bis, § 1^{er}, b., pour les taxes faisant l'objet d'une invitation à payer ou d'un décompte fiscal directement adressé au redevable par le service désigné par le Gouvernement, tel que prévu à l'article 17bis, § 1^{er}, c., ainsi que pour la taxe wallonne sur l'abandon de déchets, pour la taxe sur les jeux et paris et pour la taxe sur les appareils automatiques de divertissement : l'année civile comportant la période imposable; ».

Art. 58. A l'article 20 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1^o l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

« Toutefois, la taxe ou le supplément de taxe peut être établi pendant trois ans à partir du 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition :

- dans le cas où il s'agit de taxes visées par une procédure de rectification de la déclaration;
- dans le cas où il s'agit de taxes visées par une procédure de taxation d'office;
- dans le cas où il s'agit de taxes visées à l'article 17bis, § 1^{er}, b., dans la mesure où elles ne sont pas payées dans le délai prévu par la législation applicable;
- dans le cas où il s'agit de la taxe wallonne sur l'abandon de déchets;
- dans le cas où il s'agit de taxes visées à l'article 17bis, § 1^{er}, c.;

2^o l'alinéa 3 est complété par les mots "ou à dessein de nuire."

Art. 59. Dans le même décret, il est inséré un article 20bis, rédigé comme suit :

« Art. 20bis. La taxe ou le supplément de taxe peut être établi, même après l'expiration des délais prévus à l'article 20, dans les cas où :

1^o une action judiciaire, intentée dans les quatre ans suivant l'année de l'expiration du délai de l'article 20, alinéa 2, fait apparaître que le redevable d'impôts ou taxes visés par le présent décret a contrevenu aux dispositions du présent décret ou de la législation qui établit la taxe concernée;

dans ce cas, la taxe ou le supplément de taxe doit être établi dans les douze mois à compter de la date à laquelle la décision dont cette action judiciaire a fait l'objet, n'est plus susceptible d'opposition ou de recours;

2^o des éléments probants, venus à la connaissance du service désigné par le Gouvernement wallon dans les quatre ans suivant l'année de l'expiration du délai de l'article 20, alinéa 2, font apparaître que le redevable d'impôts ou taxes visés par le présent décret a contrevenu aux dispositions du présent décret ou de la législation qui établit la taxe concernée;

dans ce cas, la taxe ou le supplément de taxe doit être établi dans les quatre ans suivant l'année de l'expiration du délai de l'article 20, alinéa 2. »

Art. 60. Dans le même décret, il est inséré un article 20ter, rédigé comme suit :

« Art. 20ter. Lorsque l'établissement d'une taxe a été annulé, totalement ou partiellement, par le fonctionnaire visé aux articles 25 à 27 au vu de la violation d'une règle légale autre qu'une règle relative à la forclusion des délais de taxation visés aux articles 20 et 20bis, cette taxe, dans la mesure où elle a été annulée, peut de nouveau être établie à charge du même redevable en raison de tout ou partie des mêmes éléments de taxation, dans les trois mois de la date à laquelle la décision du fonctionnaire visé aux articles 25 à 27 n'est plus susceptible de recours en justice, et ce même si les délais fixés pour l'établissement de la taxe conformément aux articles 20 et 20bis sont alors écoulés.

Lorsque l'établissement de la taxation annulée a donné lieu à la restitution d'un crédit d'impôt au redevable concerné, il est tenu compte de cette restitution lors de l'établissement de la nouvelle taxation de remplacement. »

Art. 61. Dans le même décret, il est inséré un article 20quater, rédigé comme suit :

« Art. 20quater. Lorsqu'une décision du fonctionnaire visé aux articles 25 à 27 fait l'objet d'un recours en justice et que la juridiction saisie prononce la nullité totale ou partielle de la taxation au vu de la violation d'une règle légale autre qu'une règle relative à la forclusion des délais de taxation visés aux articles 20 et 20bis, le fonctionnaire désigné par le Gouvernement peut soumettre à l'appréciation de la juridiction saisie qui statue sur cette demande, une taxation subsidiaire à charge du même redevable en raison de tout ou partie des mêmes éléments de taxation que la taxation initiale, et ce même si les délais fixés pour l'établissement de la taxe conformément aux articles 20 et 20bis, sont alors écoulés.

Lorsque l'établissement de la taxation dont la nullité est prononcée par la juridiction, a donné lieu à la restitution d'un crédit d'impôt au redevable concerné, il est tenu compte de cette restitution lors de l'établissement de la taxation subsidiaire soumise à l'appréciation de la juridiction.

La taxation subsidiaire n'est recouvrable ou remboursable qu'en exécution de la décision de la juridiction saisie.

Cette taxation subsidiaire est soumise à la juridiction par requête signifiée au redevable; la requête est signifiée avec assignation à comparaître, lorsqu'il s'agit d'un redevable assimilé en vertu de l'article 20quinquies. »

Art. 62. Dans le même décret, il est inséré un article 20quinquies, rédigé comme suit :

« Art. 20quinquies. Pour l'application des articles 20ter et 20quater, sont assimilés au même redevable :

1° les héritiers du redevable;

2° son conjoint;

3° les sociétés absorbantes ou les sociétés bénéficiaires, selon le cas, dans l'éventualité où une société est absorbée ou scindée dans le cadre d'une fusion, d'une opération assimilée à une fusion ou d'une scission visées aux articles 671 à 677 du Code des sociétés, ou d'une opération de droit des sociétés similaire en droit étranger;

4° les membres de la famille, de la société, de l'association ou de la communauté dont le chef ou le directeur a été primitivement taxé et réciproquement. »

Art. 63. A l'article 23 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. La taxe portée dans un rôle spécial à défaut de paiement dans le délai prévu par la législation applicable, telle que visée à l'article 17bis, § 2, alinéa 2, troisième tiret, est exigible dès l'échéance du délai de paiement prévu par la législation applicable à cette taxe.

Elle doit être acquittée immédiatement. »;

2° il est inséré un § 3, rédigé comme suit :

« § 3. La taxe portée dans un rôle spécial à défaut de paiement dans le délai prévu par l'invitation à payer ou le décompte fiscal, telle que visée à l'article 17bis, § 2, alinéa 2, cinquième tiret, est exigible dès l'échéance du délai de paiement fixé par cette invitation à payer ou ce décompte fiscal, sans que le délai de paiement puisse être inférieur à quinze jours ou supérieur à trois mois à dater du 1^{er} du mois qui suit celui de l'envoi.

Elle doit être acquittée immédiatement. »

Art. 64. A l'article 24 du même décret, dont le texte actuel formera le § 1^{er}, sont apportées les modifications suivantes :

1° il est inséré un § 2, rédigé comme suit :

« § 2. Par dérogation à l'article 23, § 2, la taxe sur les jeux et paris devient exigible au moment même où les recettes sur base desquelles la taxe est établie sont effectuées, lorsque les droits du Trésor sont en péril. »

2° il est inséré un § 3, rédigé comme suit :

« § 3. Dans le cas des § 1^{er} et § 2, si le redevable conteste que les droits du Trésor sont en péril, il est statué sur la contestation suivant les formes du référé, par le juge des saisies du lieu du bureau où la perception doit être faite. »

Art. 65. Dans le même décret, il est inséré un article 24bis, rédigé comme suit :

« Art. 24bis. Les taxes visées aux articles 23 et 24 sont considérées comme des dettes liquides et certaines, à partir du jour où est échu le délai prévu pour leur acquittement dans le cas de l'article 23 et de l'article 24, § 1^{er}, et à partir du jour où les droits du Trésor sont en péril dans le cas de l'article 24, § 2. »

Art. 66. L'article 25 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 25. Le redevable, ainsi que la personne sur les biens de laquelle la taxe est mise en recouvrement conformément à l'article 35ter, peut introduire une réclamation par écrit contre la taxe établie à sa charge en application de l'article 17bis, § 1^{er}, auprès du fonctionnaire désigné par le Gouvernement.

La réclamation doit être motivée et présentée, sous peine de déchéance, au plus tard dans les six mois de la date d'effet, telle que calculée conformément à l'article 5, § 3, de la notification de l'avertissement-extrait de rôle au redevable ou à la personne sur les biens de laquelle la taxe est mise en recouvrement conformément à l'article 35ter, ou de la date de la perception des impôts perçus autrement que par rôle.

Les taxes non contestées dans ce délai sont présumées dues et la taxation est présumée régulière, sauf demande de dégrèvement fondée sur l'article 27. »

Art. 67. A l'article 27 du même décret, le mot "redevable" est remplacé par les mots "redevable, ainsi que par la personne sur les biens de laquelle la taxe est mise en recouvrement conformément à l'article 35ter".

Art. 68. Dans le même décret, il est inséré un article 27bis, rédigé comme suit :

« Art. 27bis. Il est accusé réception aux requérants des réclamations et des demandes de dégrèvement d'office en mentionnant la date de réception du recours administratif.

Lorsque le dégrèvement d'office est fait à l'initiative du service désigné par le Gouvernement, la cause à l'origine de celui-ci ainsi que sa date de constatation sont portées à la connaissance du redevable. »

Art. 69. A l'article 28 du même décret, les mots "le redevable" sont remplacés par les mots "le redevable, ainsi que par la personne sur les biens de laquelle la taxe est mise en recouvrement conformément à l'article 35ter".

Art. 70. Dans le même décret, il est inséré un article 30bis, rédigé comme suit :

« Art. 30bis. Cet intérêt est considéré comme une dette liquide et certaine, dès l'instant où il est exigible. »

Art. 71. A l'article 32, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots "ou d'amendes" sont insérés entre les mots "d'intérêts de retard" et "un intérêt moratoire".

Art. 72. Dans le même décret, il est inséré un article 35bis, rédigé comme suit :

« Art. 35bis. Le receveur adressera un rappel par voie recommandée au moins un mois avant le commandement qui sera fait par huissier de justice, sauf si les droits du Trésor sont en péril. »

Art. 73. Dans le même décret, il est inséré un article 35ter, rédigé comme suit :

« Art. 35ter. Le rôle est exécutoire contre les personnes qui n'y sont pas reprises, dans la mesure où elles sont tenues au paiement de la dette fiscale sur la base du droit commun ou sur la base des dispositions du présent décret ou de la législation qui établit la taxe concernée. »

Art. 74. Dans le même décret, il est inséré un article 35quater, rédigé comme suit :

« Art. 35quater. § 1^{er}. Les héritiers d'un redevable décédé sont tenus, à concurrence de leur part héréditaire, des droits non encore payés ou éludés par le défunt, à moins que l'insuffisance de la perception ne résulte d'erreurs commises par des fonctionnaires du service désigné par le Gouvernement wallon.

§ 2. Le recouvrement de l'impôt d'une société scindée en application des articles 673 à 675 du Code des sociétés, ou d'une opération de droit des sociétés similaire en droit étranger, établi dans le chef des sociétés bénéficiaires, est, sauf mentions contraires dans l'acte constatant l'opération, effectué dans le chef des différentes sociétés bénéficiaires au prorata de la valeur réelle de l'actif net qu'elles ont chacune reçu. »

Art. 75. Dans le même décret, il est inséré un article 35quinquies, rédigé comme suit :

« Art. 35quinquies. Le recouvrement de la taxe établie à charge des associés ou membres de sociétés civiles et associations sans personnalité juridique, peut être poursuivi directement à charge de la société ou association, dans la mesure où cette taxe correspond proportionnellement à la part de ces associés ou membres dans les bénéfices ou profits non distribués de ces sociétés ou associations. »

Art. 76. L'article 38 du même décret est complété par l'alinéa suivant :

« Les versements partiels effectués ensuite de la signification d'un commandement ne font toutefois pas obstacle à la continuation des poursuites. »

Art. 77. L'article 44 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 44. La saisie-exécution immobilière, la saisie-exécution sur fruits pendants par racines ou saisie-brandon et la saisie-exécution sur navires et bateaux s'opèrent de la manière établie par le Code judiciaire.

La saisie-exécution immobilière doit faire l'objet d'une autorisation du Ministre ayant les Finances dans ses attributions. »

Art. 78. L'article 48 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 48. Le receveur peut faire procéder, par lettre recommandée à la poste, à la saisie-arrêt-exécution entre les mains d'un tiers sur les sommes et effets dus ou appartenant au redevable, jusqu'à concurrence de tout ou partie du montant dû par ce dernier au titre de taxes, amendes administratives, intérêts de retard et frais.

Lorsque la saisie porte sur des revenus visés aux articles 1409, § 1^{er} et § 1^{er}bis, et 1410 du Code judiciaire, la dénonciation contient, à peine de nullité, le formulaire de déclaration d'enfant à charge dont le modèle est arrêté par le Ministre de la justice et utilisé pour l'application de l'article 164 de l'arrêté royal d'exécution du Code des impôts sur les revenus 1992.

La saisie doit être dénoncée au redevable par pli recommandé à la poste.

Le redevable peut faire opposition à la saisie-arrêt par lettre recommandée adressée au receveur compétent dans les quinze jours du dépôt à la poste de la dénonciation de la saisie. Le redevable doit en informer le tiers saisi dans le même délai par pli recommandé à la poste. »

Art. 79. A l'article 52, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots "La saisie-arrêt exécution" sont remplacés par les mots "Dans le cas de l'article 51, la saisie-arrêt exécution".

Art. 80. A l'article 52bis, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots "lorsque ces derniers ne sont pas ou plus contestés" sont remplacés par les mots "si ces derniers constituent une dette certaine et liquide au moment de l'affectation."

Art. 81. L'article 53 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 53. Par dérogation aux articles 24bis et 30bis, en cas de recours administratif ou judiciaire, la taxe contestée, augmentée de l'amende et des intérêts et frais éventuels, n'est considérée comme une dette liquide et certaine pouvant être recouvrée par toutes voies d'exécution, que dans la mesure où elle correspond :

— soit aux éléments qui ont été mentionnés dans la déclaration du redevable ou à des éléments sur lesquels le redevable a marqué son accord au cours de la procédure d'établissement de la taxe;

— soit, en cas de taxation d'office à défaut de déclaration, à la taxe de même nature enrôlée à charge du redevable pour l'exercice précédent.

La taxe contestée, augmentée de l'amende et des intérêts et frais éventuels, qui excède les limites indiquées à l'alinéa 1^{er}, peut toutefois faire l'objet de saisies conservatoires ou de toutes autres mesures destinées à en garantir le recouvrement.

Après recouvrement de l'imposition dans la mesure déterminée à l'alinéa 1^{er}, la saisie-exécution conserve ses effets à l'égard du reliquat de taxe, des amendes, des intérêts et des frais. »

Art. 82. Dans le même décret, il est inséré un article 60bis, rédigé comme suit :

« Art. 60bis. § 1^{er}. L'hypothèque légale ne préjudicie pas aux privilèges et hypothèques antérieurs; elle ne prend rang qu'à partir de son inscription.

§ 2. L'inscription ne peut être requise qu'à compter de la date à laquelle la dette de taxes, amendes administratives, intérêts de retard et frais donnant lieu à l'inscription de l'hypothèque légale est considérée comme une dette liquide et certaine, nonobstant tout recours administratif ou judiciaire.

§ 3. L'article 19 de la loi sur les faillites n'est pas applicable à l'hypothèque légale en ce qui concerne les taxes compris dans les rôles rendus exécutoires antérieurement au jugement déclaratif de la faillite. »

Art. 83. Dans le même décret, il est inséré un article 61bis, rédigé comme suit :

« Art. 61bis. Si, avant d'avoir acquitté les sommes garanties par l'hypothèque légale, les intéressés désirent en affranchir tout ou partie des biens grevés, ils en font la demande au receveur compétent. Cette demande est admise si la Région wallonne a déjà ou s'il lui est donné sûreté suffisante pour le montant de ce qui lui est dû. »

Art. 84. Dans le même décret, il est inséré un Chapitre VIIIbis, rédigé comme suit :

« CHAPITRE VIIIbis. — Responsabilité et obligations de certains officiers ministériels, fonctionnaires publics, autres personnes et établissements ou organismes de crédit

Art. 62bis. § 1^{er}. Les notaires requis de dresser un acte ayant pour objet l'aliénation ou l'affectation hypothécaire d'un immeuble, d'un navire ou d'un bateau, sont personnellement responsables du paiement des taxes, amendes administratives, intérêts de retard et frais, pouvant donner lieu à l'inscription hypothécaire visée à l'article 58 sur ces biens, s'ils n'en avisent pas, dans les conditions prévues ci-après, le receveur.

L'avis doit être établi en double exemplaire et adressé par lettre recommandée à la poste. Si l'acte envisagé n'est pas passé dans les trois mois à compter de l'expédition de l'avis, celui-ci sera considéré comme non-venu.

§ 2. Si l'intérêt de la Région wallonne l'exige, le receveur notifie au notaire, avant l'expiration du douzième jour ouvrable qui suit la date d'expédition de l'avis prévu au § 1^{er}, par lettre recommandée à la poste, le montant des taxes, amendes administratives, intérêts de retard et frais pouvant donner lieu à inscription de l'hypothèque légale visée à l'article 58 sur les biens faisant l'objet de l'acte.

§ 3. Lorsque l'acte visé au § 1^{er} est passé, la notification visée au § 2 emporte saisie-arrêt entre les mains du notaire sur les sommes et valeurs qu'il détient en vertu de l'acte pour le compte ou au profit du redevable. Cette notification vaut opposition sur le prix au sens de l'article 1642 du Code judiciaire dans les cas où le notaire est tenu de répartir ces sommes et valeurs conformément aux articles 1639 à 1654 du Code judiciaire.

Sans préjudice des droits des tiers, lorsque l'acte visé au § 1^{er} est passé, le notaire est tenu, sous réserve de l'application des articles 1639 à 1654 du Code judiciaire, de verser entre les mains du receveur, au plus tard le huitième jour ouvrable qui suit la passation de l'acte, les sommes et valeurs qu'il détient en vertu de l'acte pour le compte ou au profit du redevable, à concurrence du montant des taxes, amendes administratives, intérêts de retard et des frais qui lui ont été notifiés en exécution du § 2 et dans la mesure où ces taxes, amendes administratives, intérêts de retard et des frais constituent une dette certaine et liquide au moment du versement.

En outre, si les sommes et valeurs ainsi saisies-arrêtées sont inférieures à l'ensemble des sommes dues aux créanciers inscrits et aux créanciers opposants, en ce compris le receveur, le notaire doit, sous peine d'être personnellement responsable de l'excédent, en informer ce receveur par lettre recommandée déposée à la poste au plus tard le premier jour ouvrable qui suit la passation de l'acte.

Sans préjudice des droits des tiers, la transcription ou l'inscription de l'acte n'est pas opposable à la Région wallonne, si l'inscription de l'hypothèque légale a lieu dans les huit jours ouvrables du dépôt à la poste de l'information prévue à l'alinéa précédent.

Sont inopérantes au regard des créances de taxes, amendes administratives, intérêts de retard et frais notifiés en exécution du § 2, toutes les créances non inscrites pour lesquelles saisie ou opposition n'est pratiquée qu'après l'expiration du délai prévu à l'alinéa 3.

§ 4. Les inscriptions prises après le délai prévu au § 3, alinéa 4, ou pour sûreté de taxes qui n'ont pas été notifiés conformément au § 2, ne sont pas opposables au créancier hypothécaire, ni à l'acquéreur qui pourra en requérir la mainlevée.

§ 5. La responsabilité encourue par le notaire, en vertu du § 1^{er} et du § 3, ne peut excéder, suivant le cas, la valeur du bien aliéné ou le montant de l'inscription hypothécaire, déduction faite des sommes et valeurs saisies-arrêtées entre ses mains.

§ 6. Le Gouvernement wallon détermine les conditions et les modalités d'application du présent article.

Les avis et informations visés aux § 1^{er} et § 3, doivent être établis conformément aux modèles arrêtés par le Gouvernement wallon.

Art. 62ter. L'article 62bis est applicable à toute personne habilitée en Belgique à donner l'authenticité aux actes visés au § 1^{er} de cette disposition.

Art. 62quater. Moyennant l'accord du redevable, les banques soumises à la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit, les entreprises soumises à l'arrêté royal n° 225 du 7 janvier 1936 réglementant les prêts hypothécaires et organisant le contrôle des entreprises de prêts hypothécaires, ainsi que les entreprises hypothécaires soumises à la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire, sont autorisées à adresser l'avis prévu à l'article 62bis, § 1^{er}, et qualifiées pour recevoir la notification visée à l'article 62bis, § 2.

La remise d'une attestation par ces organismes au notaire relativement à l'envoi de l'avis et à la suite y donnée par le receveur, substitue la responsabilité de ces organismes à celle du notaire.

Art. 62quinquies. § 1^{er}. L'acte passé à l'étranger et ayant pour objet l'aliénation ou l'affectation hypothécaire d'un immeuble, d'un navire ou d'un bateau pouvant donner lieu à l'inscription hypothécaire visée à l'article 58, rend obligatoire l'envoi par le titulaire d'un droit réel sur cet immeuble au receveur, d'un avis en double exemplaire et adressé par lettre recommandée à la poste. Cet avis mentionné l'identité des acquéreurs.

§ 2. Si l'intérêt de la Région wallonne l'exige :

— le receveur notifie au redevable, avant l'expiration du douzième jour ouvrable qui suit la date d'expédition de l'avis prévu au § 1^{er}, par lettre recommandée à la poste, le montant des taxes, amendes administratives, intérêts de retard et frais pouvant donner lieu à inscription de l'hypothèque légale visée à l'article 58 sur les biens faisant l'objet de l'acte;

— le receveur notifie aux acquéreurs le montant des taxes, amendes administratives, intérêts de retard et frais pouvant donner lieu à inscription de l'hypothèque légale visée à l'article 58 sur les biens faisant l'objet de l'acte; cette notification emporte saisie-arrêt entre les mains des acquéreurs sur les sommes et valeurs qu'il détiennent en vertu de l'acte pour le compte ou au profit du redevable.

§ 3. Sans préjudice des droits des tiers, la transcription ou l'inscription de l'acte visé au § 1^{er} n'est pas opposable à la Région wallonne, si l'inscription de l'hypothèque légale a lieu dans les huit jours ouvrables du dépôt à la poste de la notification visée au § 2.

Sont inopérantes au regard des créances de taxes, amendes administratives, intérêts de retard et frais notifiés en exécution du § 2, toutes les créances non inscrites pour lesquelles saisie ou opposition n'est pratiquée qu'après le jour de la passation de l'acte.

§ 4. Les inscriptions prises après le délai prévu au § 3, alinéa 1^{er}, ou pour sûreté de taxes qui n'ont pas été notifiés conformément au § 2, ne sont pas opposables au créancier hypothécaire, ni à l'acquéreur qui pourra en requérir la mainlevée.

§ 5. Le Gouvernement wallon détermine les conditions et les modalités d'application du présent article.

L'avis visé au § 1^{er} doit être établi conformément au modèle arrêté par le Gouvernement wallon.

Art. 62sexies. § 1^{er}. Les fonctionnaires publics ou les officiers ministériels chargés de vendre publiquement des meubles, dont la valeur atteint au moins 250 EUR, sont personnellement responsables du paiement des taxes, amendes administratives, intérêts de retard et frais dus par le propriétaire au moment de la vente, s'ils n'en avisent pas le receveur, au moins huit jours ouvrables à l'avance.

L'avis doit être établi en double exemplaire et adressé par lettre recommandée à la poste.

§ 2. Si l'intérêt de la Région wallonne l'exige, le receveur notifie au fonctionnaire public ou à l'officier ministériel, au plus tard la veille du jour de la vente, par lettre recommandée à la poste, le montant des taxes, amendes administratives, intérêts de retard et frais dus par le propriétaire au jour de la notification.

§ 3. Lorsque la vente a eu lieu, la notification visée au § 2 emporte saisie-arrêt entre les mains des fonctionnaires publics ou des officiers ministériels cités au § 1^{er}. Cette notification vaut opposition sur le prix au sens de l'article 1515 du Code judiciaire dans les cas où le fonctionnaire public ou l'officier ministériel est tenu de répartir ces sommes et valeurs conformément aux articles 1627 à 1638 du Code judiciaire.

Sans préjudice des droits des tiers, lorsque la vente publique a eu lieu, le fonctionnaire public ou l'officier ministériel est tenu, sous réserve de l'application des articles 1627 à 1638 du Code judiciaire, de verser entre les mains du receveur, au plus tard le huitième jour ouvrable qui suit la vente publique, les sommes et valeurs qu'il détient en vertu de la vente pour le compte ou au profit du redevable, à concurrence du montant des taxes, amendes administratives, intérêts de retard et des frais qui lui ont été notifiés en exécution du § 2 et dans la mesure où ces taxes, amendes administratives, intérêts de retard et des frais constituent une dette certaine et liquide au moment du versement.

§ 4. La responsabilité encourue par les fonctionnaires publics ou les officiers ministériels cités au § 1^{er}, en vertu du § 1^{er}, ne peut excéder, suivant le cas, la valeur des biens vendus publiquement, déduction faite des sommes et valeurs saisies-arrêtées entre ses mains.

§ 5. Le Gouvernement wallon détermine les conditions et les modalités d'application du présent article.

L'avis visé au § 1^{er} doit être établi conformément au modèle arrêté par le Gouvernement wallon. »

Art. 85. A l'article 63, § 2, du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1^o le 2^o est complété par l'alinéa suivant :

« en cas de 2^e infraction au cours d'une année civile à l'article 11bis, § 1^{er} et § 2, commise lors du contrôle de la perception de la taxe sur les jeux et paris ou de la taxe sur les appareils automatiques de divertissement, l'amende est toutefois portée à 2.500 euros pour cette 2^e infraction et pour les infractions suivantes commises jusqu'à l'expiration de l'année suivant celle de la constatation de cette 2^e infraction; »;

2^o il est inséré un 3^o et un 4^o, rédigés comme suit :

« 3^o sans préjudice du 2^o, pour la taxe sur les jeux et paris prévue par le Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, les infractions aux règles visées par le présent décret ou par le Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus sont frappées des sanctions administratives prévues aux articles 68 et 68bis dudit Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus;

4^o sans préjudice du 2^o, pour la taxe sur les appareils automatiques de divertissement prévue par le Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, les infractions aux règles visées par le présent décret ou par le Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus sont frappées des sanctions administratives prévues aux articles 89 et 89bis dudit Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus. »

CHAPITRE III. — Modifications à la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision

Art. 86. L'article 24, § 1^{er}, de la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision est complété par l'alinéa suivant :

« Cet intérêt est considéré comme une dette liquide et certaine, dès l'instant où il est exigible. »

Art. 87. L'article 26, § 3, de la même loi, est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Les redevances qui font l'objet d'un enrôlement sont immédiatement exigibles et considérées comme des dettes liquides et certaines, pour leur totalité. »

Art. 88. A l'article 28 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1^o au § 1^{er} :

— à l'alinéa 1^{er}, le mot "redevable" est remplacé par les mots "redevable, ainsi que la personne sur les biens de laquelle la taxe est mise en recouvrement conformément à l'article 35ter du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes,";

— à l'alinéa 2, les mots "au redevable" sont remplacés par les mots "au requérant";

— à l'alinéa 4, les mots "pour les redevables" sont remplacés par les mots "pour les requérants";

2^o au § 2 :

— à l'alinéa 1^{er}, les mots "par le redevable" sont remplacés par les mots "par le redevable, ainsi que par la personne sur les biens de laquelle la taxe est mise en recouvrement conformément à l'article 35ter du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes,";

— à l'alinéa 2, les mots "au redevable" sont remplacés par les mots "au requérant";

3^o au § 3 :

— à l'alinéa 1^{er}, les mots "le redevable" sont remplacés par les mots "le redevable, ainsi que la personne sur les biens de laquelle la taxe est mise en recouvrement conformément à l'article 35ter du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes,";

— à l'alinéa 5, les mots "au redevable" sont remplacés par les mots "au requérant";

4^o le § 5 est remplacé par la disposition suivante :

« § 5. Par dérogation à l'article 26, § 3, en cas de réclamation, de demande de remise, de demande de dégrèvement ou de recours judiciaire, la redevance, éventuellement majorée en application de l'article 18, n'est considérée comme une dette liquide et certaine pouvant être recouvrée par toutes voies d'exécution, que dans la mesure où elle correspond, soit aux éléments qui ont été mentionnés dans les déclarations spontanées visées à l'article 9, § 1^{er}, alinéa 1^{er} et § 2, alinéa 1^{er}, soit aux éléments qui ont été mentionnés dans la lettre recommandée visée à l'article 9, § 3, alinéa 2, soit, pour les détenteurs déjà inscrits, à la redevance de même nature établie à charge du redevable pour la période imposable précédente.

La redevance contestée qui excède les limites indiquées à l'alinéa 1^{er}, peut toutefois faire l'objet de saisies conservatoires ou de toutes autres mesures destinées à en garantir le recouvrement.

Après recouvrement de l'imposition dans la mesure déterminée à l'alinéa 1^{er}, la saisie-exécution conserve ses effets à l'égard du reliquat de redevance.

Pour l'application du présent paragraphe, l'effet suspensif du recours judiciaire vaut pour la première instance, l'instance d'appel et l'instance de cassation. »

Art. 89. A l'article 31, § 1^{er}, de la même loi, les mots "les règles prévues aux articles 11, 12, 21, 35 à 52bis inclus, 55, et 57 à 62 inclus" sont remplacés par les mots "les règles prévues aux articles 11, § 1^{er}, 12, 21, 35 à 52bis inclus, 55, et 57 à 62sexies inclus".

CHAPITRE IV. — *Modifications à l'arrêté royal du 3 avril 1953
coordonnant les dispositions légales concernant les débits de boissons fermentées*

Art. 90. A l'article 11, alinéa 2, des dispositions légales concernant les débits de boissons fermentées, coordonnées par l'arrêté royal du 3 avril 1953, les mots "le contrôleur des accises du ressort" sont remplacés par les mots "le fonctionnaire désigné par le Gouvernement wallon".

Art. 91. A l'article 16, § 3, des mêmes dispositions légales, les mots "le contrôleur des accises" sont remplacés par les mots "le fonctionnaire désigné par le Gouvernement wallon".

Art. 92. A l'article 20 des mêmes dispositions légales, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 3, 2°, les mots "le contrôleur des accises" sont remplacés par les mots "le fonctionnaire désigné par le Gouvernement wallon";

2° au § 4, les mots "le directeur général des douanes et accises" sont remplacés par les mots "le fonctionnaire désigné par le Gouvernement wallon".

Art. 93. Les articles 23 à 25^{ter} des mêmes dispositions légales sont abrogés.

Art. 94. A l'article 26, § 4, des mêmes dispositions légales, les mots "le contrôleur des accises" sont remplacés par les mots "le fonctionnaire désigné par le Gouvernement wallon".

Art. 95. A l'article 27, § 4, des mêmes dispositions légales, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots "et 23 à 25" sont supprimés;

2° le 4° est supprimé.

Art. 96. L'article 29 des mêmes dispositions légales est abrogé.

Art. 97. L'article 32 des mêmes dispositions légales est abrogé.

Art. 98. L'article 33 des mêmes dispositions légales est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 33. Toute réclamation relative aux taxes visées par les présentes lois coordonnées doit être adressée par écrit au fonctionnaire désigné par le Gouvernement wallon, conformément aux articles 25 et 26 du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes.

Lorsqu'elle est relative au montant de la valeur locative, le redevable doit y indiquer la valeur locative qu'il estime devoir servir de base à la perception de la taxe.

La décision du fonctionnaire désigné par le Gouvernement wallon, laquelle peut, le cas échéant, aggraver la situation du redevable, est envoyée à celui-ci par pli recommandé à la poste. »

Art. 99. A l'article 34 des mêmes dispositions légales, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Un collège d'experts est appelé à se prononcer en cas de litige sur le montant de la valeur locative des immeubles ou parties d'immeubles affectés à l'exploitation d'un débit de boissons. Ce collège est composé de deux experts désignés, l'un par le redevable de la taxe, l'autre par le fonctionnaire désigné par le Gouvernement wallon. »;

2° au § 2 :

— à l'alinéa 1^{er}, les mots "la décision du directeur" sont remplacés par les mots "la décision du fonctionnaire visé à l'article 33";

— à l'alinéa 1^{er}, les mots "le contrôleur compétent" sont remplacés par les mots "le fonctionnaire désigné par le Gouvernement wallon";

— à l'alinéa 3, les mots "du contrôleur des accises" sont remplacés par les mots "le fonctionnaire désigné par le Gouvernement wallon";

3° au § 5 :

— à l'alinéa 1^{er}, les mots "dont le Roi fixe le montant" sont remplacés par les mots "dont le Gouvernement wallon fixe le montant";

— à l'alinéa 2, 1°, les mots "le contrôleur des accises" sont remplacés par les mots "le fonctionnaire désigné par le Gouvernement wallon";

— à l'alinéa 2, 2°, les mots "du Trésor" sont remplacés par les mots "du Trésor régional";

— à l'alinéa 2, 3°, les mots "par le contrôleur" sont remplacés par les mots "par le fonctionnaire désigné par le Gouvernement wallon";

4° il est inséré un § 7, rédigé comme suit :

« § 7. Dans l'éventualité où le requérant n'accepte pas la décision des experts ou du tiers arbitre visée au § 6, le redevable peut introduire un recours judiciaire contre cette décision devant la juridiction civile.

Il est introduit par requête contradictoire ou par citation dirigées contre la Région en la personne du Ministre-Président.

Les articles 1385^{decies} et 1385^{undecies} du Code judiciaire sont applicables à ce recours judiciaire. »

Art. 100. Les articles 35 à 41 des mêmes dispositions légales sont abrogés.

Art. 101. L'article 42 des mêmes dispositions légales est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 42. Le décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes, est applicable aux taxes prévues par le présent arrêté royal, à l'exception de l'article 28 de ce décret. »

Art. 102. Les articles 43 à 47bis, et 49 des mêmes dispositions légales sont abrogés.

CHAPITRE V. — *Entrée en vigueur*

Art. 103. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2010.

Toutefois :

— sont considérées comme satisfaisant à l'article 53 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, tel que modifié par l'article 5 du présent décret, et continuent de sortir leurs effets à partir du 1^{er} janvier 2010, les déclarations déposées par les redevables de la taxe sur les jeux et paris, sur lesquelles il n'a pas encore été statué, et les autorisations valablement délivrées avant le 1^{er} janvier 2010, en exécution de l'article 53 dudit Code d'application jusqu'au 31 décembre 2009;

— sont considérés comme satisfaisant à l'article 61 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, tels que modifié par l'article 13 du présent décret, et continuent de sortir leurs effets à partir du 1^{er} janvier 2010, les acomptes payés avant le 1^{er} janvier 2010, en exécution de l'article 35bis de l'arrêté royal du 8 juillet 1970 portant Règlement général des taxes assimilées aux impôts sur les revenus d'application jusqu'au 31 décembre 2009;

— sont considérés comme satisfaisant à l'article 62 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, tels que modifié par l'article 13 du présent décret, et continuent de sortir leurs effets à partir du 1^{er} janvier 2010, les acomptes payés avant le 1^{er} janvier 2010, en exécution de l'article 7quinquies de l'arrêté ministériel du 17 juillet 1970 d'exécution du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus d'application jusqu'au 31 décembre 2009;

— sont considérées comme satisfaisant aux articles 63 à 63quinquies, du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, tels qu'insérés par l'article 14 du présent décret, et continuent de sortir leurs effets à partir du 1^{er} janvier 2010, les cautionnements et garanties réelles fournies par les redevable de la taxe sur les jeux et paris et les autorisations délivrées avant le 1^{er} janvier 2010, en exécution des articles 51 et 52, de l'arrêté royal du 8 juillet 1970 portant Règlement général des taxes assimilées aux impôts sur les revenus et des articles 3 à 5, de l'arrêté ministériel du 17 juillet 1970 d'exécution du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, d'application jusqu'au 31 décembre 2009;

— sont considérées comme satisfaisant à l'article 81 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, tel que modifié par l'article 27 du présent décret, et continuent de sortir leurs effets à partir du 1^{er} janvier 2010, les déclarations déposées en matière de taxe sur les appareils automatiques de divertissement avant le 1^{er} janvier 2010, en exécution de l'article 81 dudit Code d'application jusqu'au 31 décembre 2009;

— sont considérés comme satisfaisant à l'article 83 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, tels que modifié par l'article 29 du présent décret, et continuent de sortir leurs effets à partir du 1^{er} janvier 2010, les taxes sur les appareils automatiques de divertissement payées avant le 1^{er} janvier 2010 pour l'année d'imposition 2010, en exécution de l'article 83 dudit Code d'application jusqu'au 31 décembre 2009;

— sont considérées comme satisfaisant à l'article 84 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, tel que modifié par l'article 30 du présent décret, et continuent de sortir leurs effets à partir du 1^{er} janvier 2010, les bordereaux déposés par les redevables de la taxe sur les appareils automatiques de divertissement et les signes distinctifs fiscaux valablement délivrés avant le 1^{er} janvier 2010 pour l'année d'imposition 2010, en exécution de l'article 84 dudit Code d'application jusqu'au 31 décembre 2009;

— l'article 31 du présent décret n'est applicable qu'aux cessions d'appareils sortant leurs effets à partir du 1^{er} janvier 2010;

— les articles 2, 3, 4, 25 et 28 du présent décret ne s'appliquent qu'aux taxes sur les jeux et paris et sur les appareils automatiques de divertissement, intérêts et amendes fiscales afférents à ces deux taxes, relatifs aux périodes imposables 2010 et suivantes;

— pour ce qui concerne les taxes régionales wallonnes fondées sur l'article 170, § 2, de la Constitution et visées par le décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes, les articles 62, 66, 67, 69, 73, 74, 75 et 88, 1^o, 2^o et 3^o, du présent décret ne s'appliquent qu'à ces taxes régionales wallonnes, intérêts et amendes fiscales afférents à ces taxes, relatifs aux périodes imposables 2010 et suivantes;

— l'article 84 du présent décret entre en vigueur au jour fixé par le Gouvernement wallon.

Restent également d'application et continuent de sortir leurs effets à partir du 1^{er} janvier 2010, les modèles de documents prévus par les articles 53 à 67, 79, 84 et 88 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, tels que modifiés par les articles 5 à 16, 26, 30 et 34 du présent décret, qui ont été arrêtés avant le 1^{er} janvier 2010 par les autorités compétentes conformément aux articles 53 à 67, 79, 84 et 88 dudit Code d'application jusqu'au 31 décembre 2009, et ce tant que l'autorité compétente à partir du 1^{er} janvier 2010 ne les a pas modifiés, remplacés ou abrogés.

Restent également d'application et continuent de sortir ses effets à partir du 1^{er} janvier 2010, la classification des appareils automatiques de divertissement et les déclarations d'appareils prévues à l'article 79 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, tel que modifié par l'article 26 du présent décret, tel qu'il était en vigueur au 31 décembre 2009, et ce tant que l'autorité compétente à partir du 1^{er} janvier 2010 ne les a pas modifiées, remplacées ou abrogées.

Les procédures en matière de taxe d'ouverture sur les débits de boissons fermentées, pendantes au 31 décembre 2009, devant les juridictions civiles ou devant les juridictions pénales, seront poursuivies et clôturées conformément aux règles en vigueur à cette date.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 10 décembre 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,
J.-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des chances,
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
B. LUTGEN

—
Note

(1) *Session 2009-2010.*

Documents du Parlement wallon, 117 (2009-2010), n^{os} 1 et 3.

Compte rendu intégral, séance publique du 10 décembre 2009.

Discussion - Votes.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 4145

[2009/205883]

10. DEZEMBER 2009 — Dekret zur Abänderung des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern, des Königlichen Erlasses vom 3. April 1953 zur Koordinierung der Gesetzesbestimmungen über den Ausschank gegorener Getränke, des Gesetzes vom 13. Juli 1987 über die Rundfunk- und Fernsehgebühren und des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Änderungen im Gesetzbuch über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern*

Artikel 1 - In Titel I des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern wird ein Artikel *2ter* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. *2ter* - Die Artikel 2 und *2bis* sind nicht auf die folgenden den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern anwendbar:

1° die Steuer auf Spiele und Wetten;

2° die Steuer auf Spielautomaten.

Das Dekret vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben ist auf diese Steuern anwendbar.»

Art. 2 - A. Die Überschrift des Kapitels I von Titel III desselben Gesetzbuches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«KAPITEL I — *Steuerpflichtige Spiele und Wetten*»

B. Art. 43 desselben Gesetzbuches wird wie folgt abgeändert:

1° der Wortlaut "11%" wird aufgehoben;

2° der Wortlaut ", au profit de l'Etat," wird aufgehoben;

3° les mots "ou mises" werden zwischen "sur le montant brut des sommes" und "engagées dans les jeux et paris" eingefügt.

Art. 3 - Die Artikel 44 bis 45 desselben Gesetzbuches werden aufgehoben.

Art. 4 - Ein Kapitel *Ibis* mit folgendem Wortlaut wird in Titel III desselben Gesetzbuches eingefügt:

«KAPITEL *Ibis* — *Besteuerungsgrundlagen und Steuersätze*

Art. 44 - Die Steuer wird auf einen Satz von 11% auf den Bruttobetrag der bei Spielen und Wetten eingesetzten Summen oder Einlagen festgelegt.

Zur Anwendung des vorliegenden Titels versteht man unter Bruttobetrag der eingesetzten Summen oder Einlagen den Betrag der Summen oder Einlagen ohne Aussonderung von Kosten gleich welcher Art. Für die Eintragung oder Teilnahme an einem Spiel oder einer Wette geschuldete Gebühren oder Abgaben werden diesen Summen oder Einlagen gleichgestellt.

Art. 45 - § 1 - In Abweichung von Artikel 44 wird die Steuer auf in der Wallonischen Region angenommene Wetten für in Belgien wie im Ausland stattfindende Pferderennen auf 32% der tatsächlichen Bruttomarge, die anlässlich der Wette erreicht wird, festgelegt.

§ 2 - Zur Anwendung vorliegenden Titels versteht man unter tatsächlicher Bruttomarge den Bruttobetrag der bei Spielen und Wetten eingesetzten Summen oder Einlagen, unter Abrechnung der für diese Spiele und Wetten tatsächlich ausgeschütteten Gewinne.

Art. 46 - § 1 - In Abweichung von Artikel 44 wird die Steuer für die in Kasinos betriebenen Tischspiele wie folgt festgelegt:

1° auf 4,80% für die Gewinne der Bankhalter bei Bakkarat "chemin de fer" und auf 2,75% für die Gewinne der Spieler bei Roulette ohne Zero;

2° auf 33% für den Teil des gesamten Bruttoertrags der anderen Kasinospiele als Bakkarat "chemin de fer" und Roulette ohne Zero, der für das Kalenderjahr 1.360.000 EUR nicht übertrifft, und auf 44% für den Überschuss.

§ 2 - Zur Anwendung des vorliegenden Titels versteht man unter:

1° Gewinne der Bankhalter oder der Spieler: die täglich aufgrund der von den Kasinobetreibern vorgenommenen Abhebungen festgestellten Gewinne;

2° Bruttoertrag der Spiele: die täglich für jeden Tisch festgestellte Differenz zwischen dem Betrag der am Ende der Spiele festgestellten Kassenbestände und dem kumulierten Betrag der anfänglichen Vorschüsse und der zusätzlichen Vorschüsse nach Abzug der während der Spiele von der Bank getätigten Entnahmen. Der für einen Tag eventuell festgestellte Verlust wird von dem Bruttoertrag der folgenden Tage abgezogen.

§ 3 - Abweichend von § 1 wird die Steuer betreffend die Glücksspielautomaten, die sich in Glücksspieleinrichtungen der Klasse I im Sinne des Gesetzes vom 7. Mai 1999 über die Glücksspiele, die Glücksspieleinrichtungen und den Schutz der Spieler befinden, auf einen Prozentsatz pro Stufe des Bruttoertrags dieser Spiele festgelegt, und nach folgender Tabelle berechnet:

(In Euro)	
Bruttogewinnstufe	Anwendbarer Prozentsatz
von 0,01 bis 1.200.000	20
von 1.200.000,01 bis 2.450.000	25
von 2.450.000,01 bis 3.700.000	30
von 3.700.000,01 bis 6.150.000	35
von 6.150.000,01 bis 8.650.000	40
von 8.650.000,01 bis 12.350.000	45
12.350.000,01 und mehr	50

Zwecks der Bestimmung und der Kontrolle des durch den Betrieb von Glücksspielautomaten erzeugten Bruttoertrags kann der Minister der Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Finanzen gehören, mit den Betreibern dieser Spiele Vereinbarungen treffen, um die elektronische Übertragung der Daten in Zusammenhang mit deren Betrieb zu gewährleisten.

§ 4 - Was die Pokerspiele betrifft, gilt es, wie folgt zu unterscheiden:

1° wenn das Kasino am Spiel teilnimmt, entspricht die Steuergrundlage dem gemäß § 2 2° bestimmten Bruttoertrag der Spiele;

2° wenn das Kasino nicht am Spiel teilnimmt, entspricht die Steuergrundlage der Differenz zwischen den finanziellen Einsätzen im Laufe des Tages und den von den Spielern erzielten Gewinnen. Die Tisch- oder Teilnahmegebühren werden finanziellen Einsätzen gleichgestellt.

Die Steuergrundlage wird dem in § 1 2° angegebenen Steuersatz unterzogen.

Was die außerhalb der oben genannten Fälle betriebenen Pokerspiele betrifft, findet Artikel 44 Anwendung.

Art. 47 - § 1 - Der Betrag der Summen, die bei Spielen eingesetzt werden, die auf irgendeine Weise Kasinospielen ähnlich sind, insbesondere Spiele mit der Bezeichnung "Roulett Saturn" und "Roulett Opta", wird aufgrund folgender Elemente bestimmt:

1° der vom Betreiber der Spiele festgestellte Betrag der Einsätze;

2° der Betrag der Einsätze, der während der Kontrollen durch Bedienstete des Föderalen Öffentlichen Dienstes Finanzen oder durch von der Wallonischen Regierung bestimmte Beamten festgestellt wird;

3° die reelle Dauer des Ablaufs der Spiele;

4° die Dauer der unter 2° genannten Kontrollen.

§ 2 - Für die in § 1 genannten Spiele darf der Betrag der eingesetzten Summen, der für einen zweiwöchigen Zeitraum der Steuer auf Spiele und Wetten zu unterziehen ist, nicht unter dem Betrag liegen, der demjenigen der Einsätze verhältnismäßig entspricht, die während den in diesen zwei Wochen vorgenommenen Kontrollen festgestellt wurden, unter Berücksichtigung der reellen Dauer des Ablaufs der Spiele und der Dauer dieser Kontrollen, es sei denn, der Steuerpflichtige kann anhand beweiskräftiger Elemente belegen, dass der Betrag der für einen zweiwöchigen Zeitraum der Steuer zu unterziehenden, eingesetzten Beträge unter dem vorgenannten minimalen Betrag liegt.»

Art. 5 - Artikel 53 desselben Gesetzbuches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 53 - Die Steuerpflichtigen müssen vor dem Beginn ihrer Verrichtungen, und dies spätestens am vorletzten Tag vor dem Ablauf dieser Verrichtungen, bei dem von der Wallonischen Regierung bestimmten Beamten eine Erklärung ablegen.

Der Beamte erklärt diese vorhergehende Erklärung für gültig, erteilt die Genehmigung und legt die Dauer fest, für die sie gültig ist. Gegebenenfalls kann er in Übereinstimmung mit den in Artikel 63 bis 63quinquies genannten Bestimmungen von dem Steuerpflichtigen die Bildung einer Sicherheit anfordern, deren Betrag er bestimmt.

Wenn die Steuerpflichtigen ihre Tätigkeiten als ständige Beschäftigung ausüben, kann diese Genehmigung bis zu deren Widerrufung geltend gemacht werden.

Die Wallonische Regierung bestimmt die Modalitäten und Formen, denen die Erklärung und die vorhergehende Genehmigung für die Organisation von Spielen und Wetten genügen müssen.»

Art. 6 - Art. 54 desselben Gesetzbuches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 54 - Die Einlagen, Einsätze, Gebühren oder sonstigen Beiträge geben Anlass zur Aushändigung durch den Steuerpflichtigen von Spielscheinen, Tickets oder Karten.

Die Spielscheine, Tickets oder Karten führen den Betrag der Gewinne nach Artikel 46 und alle sonstigen Angaben an, die die Wallonische Regierung zwecks der Kontrolle und korrekten Erhebung der Steuer für notwendig erachtet.»

Art. 7 - Art. 55 desselben Gesetzbuches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 55 - Der Steuerpflichtige trägt täglich den Betrag der Einnahmen, sowie die Nummern der letzten ausgehändigten Spielscheine, Tickets oder Karten in einem Register ein.»

Art. 8 - Art. 56 desselben Gesetzbuches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art 56 - Die Wallonische Regierung legt die Muster für die in vorliegendem Kapitel genannten Spielscheine, Tickets, Karten und Register fest.

Sie kann alle sonstigen Maßnahmen treffen, um die Kontrolle und korrekte Erhebung der Steuer anhand eines elektronischen Verfahrens zu gewährleisten.»

Art. 9 - Art. 57 desselben Gesetzbuches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 57 - § 1 - Die Paragraphen 1 bis 8 vorliegenden Artikels sind anwendbar im Falle von Summen, die bei Spielen eingesetzt werden, die auf irgendeine Weise Kasinospielen ähnlich sind, und in Art. 47 erwähnt sind.

§ 2 - Für jeden Tisch führt der Betreiber der Spiele oder der dem Tisch zugewiesene und unter der Verantwortung des Betreibers handelnde Croupier ein Verzeichnis der Einsätze nach dem von der Wallonischen Regierung festgelegten Muster.

Dort trägt der Betreiber oder Croupier ausschließlich mit Tinte folgende Angaben ein:

1° im Moment selbst, die Uhrzeit der Eröffnung und die Uhrzeit der Schließung des Tisches, in Stunden und Minuten;

2° bei jedem Kugelwurf, sofort nach der Tätigkeit der Einlagen und vor der Zahlung der Gewinne, die Anzahl Jetons und Plättchen, nach ihrer jeweiligen Art aufgelistet, die bei dem Kugelwurf als Einsatz gesetzt wurden.

Jeder Jeton und jedes Plättchen muss auf seinen beiden Seiten die Angabe in Ziffern seines Nennwertes gut lesbar aufweisen. Der Nennwert jeder Art Jeton oder Plättchen muss zudem an einer sichtbaren und leicht zugänglichen Stelle im Raum, wo gespielt wird, angeschlagen werden.

§ 3 - Wenn die Anzahl Kugelnwürfe die in dem Verzeichnis der Einsätze vorgesehene Anzahl übertrifft, kann bzw. können je nach den Bedürfnissen ein oder mehrere zusätzliche Verzeichnisse benutzt werden.

§ 4 - Sobald der Tisch geschlossen worden ist, trägt der Betreiber der Spiele oder der Croupier auf dem ersten benutzten Verzeichnis der Einsätze die Spieldauer in Minuten ein; jedes an dem Tisch benutzte Verzeichnis ergänzt er mit der Angabe der Gesamtanzahl Jetons und Plättchen, je nach Art aufgelistet, der Summe der Einsätze pro Kugelwurf und des Gesamtbetrags der Einsätze.

Am Fuß des letzten Verzeichnisses der Einsätze, das bei der Schließung des Tisches benutzt wurde, gibt der Betreiber der Spiele gegebenenfalls die Dauer der Kontrollen in Minuten an, sowie den Gesamtbetrag der während dieser Kontrollen geleisteten Einsätze. Er datiert und unterzeichnet jedes während der Spielsitzung benutzte Verzeichnis der Einsätze.

§ 5 - Im Falle der Wiedereröffnung eines Tisches während derselben Spielsitzung muss ein neues, noch nicht benutztes Verzeichnis der Einsätze benutzt werden.

§ 6 - Bevor die Verzeichnisse der Einsätze benutzt werden, werden sie vom von der Wallonischen Regierung bestimmten Beamten numeriert, versiegelt und paraphiert.

§ 7 - Auf der Grundlage der Verzeichnisse der Einsätze erstellt der Betreiber der Spiele jeden Tag ein tägliches zusammenfassendes Verzeichnis in doppelter Ausfertigung; auf der Grundlage der täglichen zusammenfassenden Verzeichnisse erstellt er ein zweiwöchentliches zusammenfassendes Verzeichnis in dreifacher Ausfertigung. Die Muster für das tägliche zusammenfassende Verzeichnis und das zweiwöchentliche zusammenfassende Verzeichnis werden von der Wallonischen Regierung festgelegt.

Das zweiwöchentliche zusammenfassende Verzeichnis wird am Ende des betreffenden Zeitraums von zwei Wochen zusammengerechnet und ergänzt; es wird anschließend vom Betreiber der Spiele datiert und unterzeichnet.

§ 8 - Am Ablauf jedes Zeitraums von zwei Wochen übermittelt der Betreiber der Spiele die im Laufe dieses Zeitraums benutzten Verzeichnisse der Einsätze sowie eine Ausfertigung der betreffenden täglichen Verzeichnisse dem von der Wallonischen Regierung bestimmten Beamten.

Der Betreiber fügt der Erklärung für die Steuer auf Spiele und Wetten zwei Ausfertigungen des zweiwöchentlichen zusammenfassenden Verzeichnisses bei.»

Art. 10 - Art. 58 desselben Gesetzbuches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 58 - § 1 - Die von der Wallonischen Regierung bestimmten Beamten sind berechtigt, sich die kraft der anwendbaren Gesetzesvorschriften in Sachen Glücksspiele vorgeschriebenen Bücher, Dokumente und Register vor Ort mitteilen zu lassen, um die genaue Erhebung der Steuer zu seinen Lasten oder zu Lasten von Dritten zu ermöglichen. Artikel 11*bis*, § 2 und § 3, des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben ist auf diese Mitteilung anwendbar.

§ 2 - Der Steuerpflichtige ist auf jeden Antrag der von der Wallonischen Regierung bestimmten Beamten her verpflichtet, die für die Wetten eingezahlten Gelder, Vermögensstücke oder sonstigen Wertpapiere, und diejenigen, die für den Dienst für Wetten bestimmt sind, vorzuzeigen, dies solange diese Gelder, Vermögensstücke oder Wertpapiere nicht ausgeschüttet worden sind.

Sind sie vorübergehend Finanzinstituten anvertraut worden, so ist der Steuerpflichtige von dieser Verpflichtung befreit, wenn er eine Quittung vorlegt, in der die Herkunft und die Bestimmung der Einlage angegeben werden.»

Art. 11 - Artikel 59 desselben Gesetzbuches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 59 - Abweichend von den Artikeln 54 bis 57 kann die Wallonische Regierung zu Bedingungen, die sie festlegt, die Kontrolle der steuerbaren Elemente durch andere Mittel vereinfachen als diejenigen, die in vorliegendem Gesetzbuch vorgesehen sind, die Steuerpflichtigen von bestimmten Verpflichtungen befreien, die Verpflichtungen der Steuerpflichtigen an die Entwicklung der föderalen Gesetzesvorschriften in Sachen Glücksspiele anpassen, oder auf optionale Weise und zwecks der Vereinfachung oder Anwendung auf Spiele und Wetten, wo die Artikel 54 bis 57 unmöglich anwendbar wären oder die rechtmäßige Erhebung der Steuer übertrieben schwierig machen würden, eine pauschale Bestimmung dieser Elemente genehmigen, unter Umständen mit einer Vorauszahlung der betreffenden Steuer.»

Art. 12 - Artikel 60 desselben Gesetzbuches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 60 - § 1 - Die Steuer ist jeden 1. und 15. Tag jeden Monats auf der Grundlage einer vom Steuerpflichtigen bei dem von der Wallonischen Regierung bestimmten Beamten eingereichten Erklärung zu entrichten. In der Erklärung müssen der steuerpflichtige Betrag und der Betrag der geschuldeten Steuer angegeben werden.

Die Wallonische Regierung bestimmt das Muster der Erklärung und der beizufügenden Dokumente.

§ 2 - Sofern es keine andere anderslautende Bestimmung gibt, erfolgt die Zahlung der geschuldeten Steuer ggf. gleichzeitig mit der Einreichung der Erklärung bei dem von der Wallonischen Regierung bestimmten Beamten.

Liegt keine spontane Zahlung vor, so hebt der von der Regierung bestimmte Beamte nach vorheriger Benachrichtigung des Steuerpflichtigen ggf. den Betrag der geschuldeten Steuer von der Sicherheit ab, die gemäß den Artikel 63 bis 63*quinquies* gebildet wurde.»

Art. 13 - Die Artikel 61 und 62 desselben Gesetzbuches werden mit folgendem Wortlaut wieder eingeführt:

«Art. 61 - § 1 - Die in Artikel 46 § 1 2° vorgesehene Steuer ist am ersten Werktag jedes Zeitraums von zwei Wochen in der Form von Anzahlungen an das Büro des von der Wallonischen Regierung bestimmten Beamten zu zahlen.

Die Anzahlung betreffend einen zweiwöchigen Zeitraum wird auf den auf das obere Tausend Euro aufgerundeten Betrag der für den vorherigen zweiwöchigen Zeitraum tatsächlich geschuldeten Steuer festgelegt.

§ 2 - Wenn die für einen zweiwöchigen Zeitraum geschuldete Steuer den Betrag der Anzahlung nach § 1 übertrifft, muss der Zuschlag spätestens am dritten Werktag des nachfolgenden zweiwöchigen Zeitraums gezahlt werden.

Wenn die für einen zweiwöchigen Zeitraum geschuldete Steuer jedoch weniger als diese Anzahlung beträgt, gilt der Unterschied als Teilzahlung für den für den nächsten zweiwöchigen Zeitraums geschuldeten Betrag.

§ 3 - Abweichend von den Bestimmungen von § 1 ist die für den ersten zweiwöchigen Zeitraum des Betriebs der Spiele geschuldete Steuer am ersten Werktag des nachfolgenden zweiwöchigen Zeitraums zu zahlen.

Art. 62 - § 1 - Die infolge der bei den in Art. 47 genannten Spielen eingesetzten Beträge geschuldete Steuer auf Spiele und Wetten ist am ersten Werktag jedes zweiwöchigen Zeitraums in der Form von Anzahlungen an das Büro des von der Wallonischen Regierung bestimmten Beamten zu zahlen.

Die Anzahlung betreffend einen zweiwöchigen Zeitraum wird auf den auf das obere Vielfache von 10 Euro aufgerundeten Betrag der für den vorherigen zweiwöchigen Zeitraum tatsächlich geschuldeten Steuer festgelegt.

§ 2 - Wenn die für einen zweiwöchigen Zeitraum geschuldete Steuer den Betrag der Anzahlung nach § 1 übertrifft, muss der Zuschlag spätestens am ersten Werktag des nachfolgenden zweiwöchigen Zeitraums gezahlt werden.

Wenn die für einen zweiwöchigen Zeitraum geschuldete Steuer jedoch weniger als diese Anzahlung beträgt, gilt der Unterschied als Teilzahlung für den für den nächsten zweiwöchigen Zeitraums geschuldeten Betrag.

§ 3 - Abweichend von den Bestimmungen von § 1 ist die für den ersten zweiwöchigen Zeitraum des Betriebs der Spiele geschuldete Steuer am ersten Werktag des nachfolgenden zweiwöchigen Zeitraums zu zahlen.»

Art. 14 - In demselben Gesetzbuch wird Kapitel VI von Titel III durch folgende Bestimmungen ersetzt:

«KAPITEL VI — Bürgschaft und dingliche Sicherheit

Art. 63 - Eine dingliche Sicherheit muss von den Steuerpflichtigen für die Steuer auf Spiele und Wetten geleistet werden, die Folgendes betrifft:

1° Sportwetten jeglicher Art;

2° steuerpflichtige Spiele und Wetten (mit Ausnahme der unter 1° genannten Wetten), für die Teilnahmeformulare oder Wettbewerbsregeln an die Öffentlichkeit vertrieben oder in der Presse veröffentlicht werden;

3° Kasinospiele;

4° Spiele, die auf irgend eine Weise Kasinospielen ähnlich sind;

5° Wetten auf Pferderennen im Ausland.

Art. 63*bis* - Die Wallonische Regierung kann ebenfalls eine dingliche Sicherheit von den Veranstaltern von Brieftaubenwettbewerben verlangen.

Art. 63ter - Die Höhe der dinglichen Sicherheit wird auf folgende Werte festgelegt:

1° für die in Artikel 63 1° und 2° genannten Steuerpflichtigen: das Fünffache der Steuer auf Spiele und Wetten, die die von der Wallonischen Regierung bestimmte Dienststelle als für die Verrichtungen in einem Zeitraum von einem Monat geltend erachtet, ohne dass diese Sicherheit mehr als 50.000 EUR noch weniger als 500 EUR betragen darf;

2° für die in Artikel 63 3° und 4° genannten Steuerpflichtigen: das Fünffache der Steuer auf Spiele und Wetten, die die von der Wallonischen Regierung bestimmte Dienststelle als für die Verrichtungen in einem Zeitraum von einem Monat geltend erachtet, ohne dass diese Sicherheit weniger als 12.500 EUR betragen darf;

3° für die in Artikel 63 5° genannten Steuerpflichtigen: 25.000 EUR pro Gruppe oder Teil einer Gruppe von 20 Agenturen, ohne dass diese Sicherheit mehr als 500.000 EUR betragen darf;

4° für die in Artikel 63bis genannten Veranstalter von Brieftaubenwettbewerben: den Betrag der Steuer auf Spiele und Wetten, die die von der Wallonischen Regierung bestimmte Dienststelle als für die Verrichtungen in einem Zeitraum von zwei Wochen geltend erachtet.

Art. 63quater - Diese Sicherheit muss spätestens acht Tage vor dem Anfang der Verrichtungen geleistet werden.

Art. 63quinquies - Die dingliche Sicherheit besteht aus einer Sicherheit in bar oder in Staatspapieren.»

Art. 15 - In Artikel 64 Absatz 1 und 2, desselben Gesetzbuches wird der Wortlaut "Le Roi" durch den Wortlaut "Le Gouvernement wallon" ersetzt.

Art. 16 - Artikel 65 desselben Gesetzbuches wird aufgehoben.

Art. 17 - In Artikel 68 desselben Gesetzbuches, dessen derzeitiger Text den § 1 bilden wird, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in § 1 wird der Wortlaut " ; au besoin, elle est établie d'office à raison des recettes présumées" aufgehoben;

2° es werden die §§ 2, 3 und 4 mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«§ 2 - Abweichend von § 1 wird beim Fehlen einer Erklärung oder im Falle einer unvollständigen oder unrichtigen Erklärung, die mit einer fehlenden oder unzureichenden Zahlung der Steuer einhergeht, die proportionale administrative Geldbuße in Höhe des Fünffachen der Steuer nach folgenden Staffellungen herabgesetzt.

A. Verstoß, der auf Umstände zurückzuführen ist, die unabhängig vom Willen des Steuerpflichtigen sind: entfällt

B. Gutgläubig begangener Verstoß, ohne Absicht, sich der Steuer zu entziehen: :

— 1. Verstoß: 100% ;

— 2. und 3. Verstoß: 200% ;

— ab dem 4. Verstoß werden die Verstöße dieser Art gemäß § 1 geahndet.

Hinsichtlich der Bestimmung des anzuwendenden Prozentsatzes der ermäßigten proportionalen administrativen Geldbußen gilt Folgendes:

— frühere, unter B genannte Verstöße werden außer Acht gelassen, wenn kein Verstoß betreffend die Erklärung und die Zahlung (wobei diese Verstöße getrennt berücksichtigt werden) für 24 aufeinanderfolgende Fälligkeitsdaten geahndet wird;

— es gibt einen zweiten Verstoß oder einen nachfolgenden Verstoß wenn zum Zeitpunkt, wo ein neuer Verstoß begangen wird, dem Zuwiderhandelnden die Geldbuße zur Ahndung des vorherigen Verstoßes zur Kenntnis gebracht worden ist.

§ 3 - Bei Nichtbeachtung der Bestimmungen betreffend die Befreiung von der Steuer und die Bedingungen für die Steuerermäßigung wird die Steuer verdreifacht.

§ 4 - Die in vorliegendem Artikel vorgesehene Geldbuße wird nicht geschuldet, wenn ihr begründendes Ereignis Gegenstand von endgültig abgeschlossenen Strafverfolgungen gewesen ist.»

Art. 18 - Ein Artikel 68bis mit folgendem Wortlaut wird in dasselbe Gesetzbuch eingefügt:

«Art. 68bis - Bei einem Verstoß gegen Titel III vorliegenden Gesetzbuches oder die zu seiner Durchführung verabschiedeten Erlasse mit Ausnahme derjenigen, die bereits in Artikel 68 genannt werden, kann der von der Wallonischen Regierung bestimmte Beamte oder sein Beauftragter eine administrative Geldbuße in Höhe von € 50 bis € 1.250 auferlegen.

Die in vorliegendem Artikel vorgesehene Geldbuße wird nicht geschuldet, wenn ihr begründendes Ereignis Gegenstand von endgültig abgeschlossenen Strafverfolgungen gewesen ist.»

Art. 19 - Ein Artikel 68ter mit folgendem Wortlaut wird in dasselbe Gesetzbuch eingefügt:

«Art. 68ter - § 1 - Unbeschadet der Anwendung der in Artikel 68 und 68bis vorliegenden Gesetzbuches und in Artikel 63 § 2 2° des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben vorgesehenen administrativen Geldbußen wird derjenige, der in betrügerischer Absicht oder mit der Absicht, zu schaden, gegen die Bestimmungen von Titel III vorliegenden Gesetzbuches oder die zu dessen Durchführung verabschiedeten Erlasse verstößt, mit einer Gefängnisstrafe von acht Tagen bis zwei Jahren und einer Geldbuße von 250 EUR bis 125.000 EUR bestraft.

§ 2 - Unbeschadet der Anwendung der in Artikel 68 und 68bis vorliegenden Gesetzbuches und in Artikel 63 § 2 2° des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben vorgesehenen administrativen Geldbußen wird derjenige, der, in der Absicht, einen der in § 1 genannten Verstöße zu begehen, eine Fälschung öffentlicher, gewerblicher oder privatschriftlicher Urkunden begangen oder von solch einer Fälschung Gebrauch gemacht hat, ebenfalls mit einer Gefängnisstrafe von einem Monat bis fünf Jahren und einer Geldbuße von 250 EUR bis 125.000 EUR bestraft. Ebenso wird derjenige, der wissentlich eine falsche Bescheinigung, die den Interessen der Wallonischen Region entgegenwirken könnte, ausstellt oder von solch einer Bescheinigung Gebrauch macht, mit einer Gefängnisstrafe von acht Tagen bis zu zwei Jahren und mit einer Geldbuße von 250 EUR bis zu 125.000 EUR oder mit nur einer dieser Strafen bestraft.

§ 3 - Unbeschadet der Anwendung der in Artikel 63, § 2, 2° des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben vorgesehenen administrativen Geldbußen wird derjenige, der bei der Ausübung durch die von der Wallonischen Regierung bestimmte Dienststelle einer der in Artikel 11 des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben vorgesehenen administrativen Geldbußen vorgesehenen Untersuchungsbefugnisse eine Falschaussage macht, als Dolmetscher oder Sachverständiger eine falsche Erklärung abgibt oder der einen oder mehrere Zeugen, Sachverständige oder Dolmetscher beeinflusst, wird gemäß den Bestimmungen der Artikel 220 bis 224 des Strafgesetzbuches bestraft.»

Art. 20 - Art. 70 desselben Gesetzbuches wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1 wird der Wortlaut "l'application de l'article 2, alinéa 3," durch den Wortlaut "l'application des amendes administratives prévues aux articles 68 et 68bis du présent Code et à l'article 63, § 2, 2°, du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes, et de l'application des sanctions pénales prévues à l'article 68ter du présent Code," ersetzt;

2° in Absatz 2 wird der Wortlaut "par le Ministre des Finances" durch den Wortlaut "par le Ministre régional ayant les Finances dans ses attributions" ersetzt.

Art. 21 - Artikel 72 desselben Gesetzbuches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 72 - Das Gesetz vom 5. März 1952 über die Zuschlagzehntel auf strafrechtliche Geldbußen, abgeändert durch die Gesetze vom 22. Dezember 1989 und 20. Juli 1991, findet keine Anwendung auf die in den Artikeln 68ter und 71 erwähnten Straftaten.»

Art. 22 - In dasselbe Gesetzbuch wird Artikel 73 mit folgendem Wortlaut wieder eingeführt:

«Art. 73 - § 1 - Im Falle der in Artikel 68ter und 71 genannten, in strafrechtlichem Sinne strafbaren Taten, wird die Strafverfolgung von der Staatsanwaltschaft ausgeübt.

Die Taten dürfen jedoch nur dann Gegenstand einer Klage oder Anzeige eines Beamten bei der Staatsanwaltschaft sein, wenn der Beamte von dem von der Wallonischen Regierung bestimmten Beamten dazu ermächtigt wurde, diese in strafrechtlichem Sinne strafbaren Taten mitzuteilen.

§ 2 - Der Prokurator des Königs kann die Stellungnahme des von der Wallonischen Regierung bestimmten Beamten einholen, es sei denn, er erhält Kenntnis der Taten infolge einer Klage oder Anzeige, die von ordnungsgemäß in Übereinstimmung mit § 1, Absatz 2 zu diesem Zweck ermächtigten Beamten der Wallonischen Regierung eingereicht beziehungsweise erstattet wurde, und wenn er eine Strafverfolgung einleitet für in strafrechtlichem Sinne strafbaren Handlungen gemäß Titel III vorliegenden Gesetzbuches oder zu dessen Durchführung verabschiedeter Erlasse. Der Prokurator des Königs fügt seinem Begutachtungsantrag die Sachenelemente, über die er verfügt, bei; der von der Wallonischen Regierung bestimmte Beamte muss binnen vier Monaten nach dem Datum des Empfangs des an ihn gerichteten Antrags eine Antwort erteilen.

Der Begutachtungsantrag setzt keinesfalls die Strafverfolgung aus.

§ 3 - Beamte der Wallonischen Region dürfen zur Vermeidung der Nichtigkeit der Verfahrenshandlung nur als Zeugen im Rahmen der in § 1 genannten Strafverfolgung angehört werden.»

Art. 23 - Ein Artikel 73bis mit folgendem Wortlaut wird in dasselbe Gesetzbuch eingefügt:

«Art. 73bis - Personen, die als Täter beziehungsweise Komplizen bei den in Artikel 68ter erwähnten Straftaten verurteilt worden sind, sind gesamtschuldnerisch zur Zahlung der hinterzogenen Steuer verpflichtet.

Natürliche oder juristische Personen haften zivilrechtlich und gesamtschuldnerisch für Geldbußen und Kosten, die auf Verurteilungen zurückzuführen sind, die aufgrund Artikel 68ter gegen ihre Angestellten oder Unternehmensleiter ausgesprochen werden, es sei denn, sie können nachweisen, dass sie keinen Fehler gemacht haben, indem sie alle Maßnahmen getroffen haben, die in ihrem Vermögen standen, um zu vermeiden, dass der Tatbestand des Verstoßes zur Ausführung kommt.»

Art. 24 - Ein Artikel 73ter mit folgendem Wortlaut wird in dasselbe Gesetzbuch eingefügt:

«Art. 73ter - Der Richter kann anordnen, dass auf Kosten des Verurteilten jedes Urteil beziehungsweise jeder Entscheid zur Verurteilung zu einer Gefängnisstrafe, die aufgrund des Artikels 68ter oder 71 ausgesprochen werden, an den von ihm bestimmten Orten angeschlagen werden und gegebenenfalls auszugsweise gemäß der von ihm festgelegten Weise veröffentlicht werden.»

Art. 25 - Artikel 77 desselben Gesetzbuches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 77 - § 1 - Der vorliegende Titel ist jedoch nicht auf die Geräte anwendbar, deren Besitz bereits einer Steuer oder Abgabe zugunsten des Staates oder einer anderen öffentlichen Behörde unterliegt, sowie auf Geräte, die ausschließlich in eigens dafür bestimmten Räumen zur Verfügung von Mitgliedern von Jugendbewegungen, Insassen von Altenheimen, Pensionierten oder im Krankenhaus aufgenommenen Personen gestellt werden.

Die Wallonische Regierung bestimmt die Modalitäten für den Beweis betreffend die oben genannte Zurverfügungstellung.

§ 2 - Der vorliegende Titel ist auch nicht anwendbar auf die Glücksspielautomaten, die sich in einer Glücksspiel-einrichtung der Klasse I im Sinne des Gesetzes vom 7. Mai 1999 über die Glücksspiele, die Glücksspieleinrichtungen und den Schutz der Spieler befinden, und aus diesem Grunde der Steuer auf Spiele und Wetten unterliegen, nach dem, was in Artikel 46 vorgesehen ist.»

Art. 26 - Art. 79 desselben Gesetzbuches wird wie folgt abgeändert:

1° in § 2:

— unter 5° wird der Wortlaut "au Ministre des Finances" durch "à l'autorité compétente" ersetzt;

— § 2 wird durch folgenden Absatz ergänzt:

«Wenn technische, wirtschaftliche oder soziale Umstände diese Maßnahmen notwendig machen, kann die Kategorie, in die ein Gerätetyp eingestuft werden muss, von der Wallonischen Regierung festgelegt oder abgeändert werden. Für die Einstufung eines Geräts werden seine Wirtschaftlichkeit, die Art des angebotenen Spiels und die Vielfältigkeit der Einlage berücksichtigt, wobei vorausgesetzt wird, dass ein Gerät, der nur als automatischer Schallplattenspieler dient, nicht in eine höhere Kategorie als die Kategorie D eingestuft werden kann. Die Wallonische Regierung befasst das Wallonische Parlament sofort, wenn es versammelt ist, oder sonst ab der Eröffnung ihrer allernächsten Sitzung, mit einem Dekretentwurf zur Bestätigung dieser Erlasse.»;

2° § 3 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«§ 3 - Außer wenn durch ein Zusammenarbeitsabkommen mit dem Föderalstaat anders beschlossen wird, muss jedes Gerät im Sinne von Art. 76 von seinem Importeur, Hersteller oder jeder Person, die direkt oder indirekt in dieser Eigenschaft handelt, bei dem Minister der Wallonischen Regierung, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Finanzen gehören, angegeben werden, und dies bevor es auf dem Gebiet der Wallonischen Region installiert, verkauft oder zur Vermietung angeboten wird. Wird dieses Verfahren nicht beachtet, dann wird das Gerät von Amts wegen in die Kategorie A eingestuft. Die Wallonische Regierung bestimmt das Muster der dafür bestimmten Erklärung, sowie die Belege, die ihr beizufügen sind.

Ab dem Eingang einer in Absatz 1 genannten Erklärung übermittelt der Föderalminister für Finanzen der von der Wallonischen Regierung bestimmten Dienststelle der Wallonischen Region ein Duplikat der Akte sowie seinen Einstufungsvorschlag, sobald dieser vorliegt. Die zuständige Dienststelle der Wallonischen Region übermittelt ihr Einverständnis mit diesem Vorschlag binnen einer Frist von 15 Tagen; wenn kein Einverständnis vorliegt, informiert sie den Finanzminister über einen anderen Einstufungsvorschlag.»

3° es wird ein § 4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«§ 4 - Die Wallonische Regierung bestimmt die Modalitäten für die Beweisführung der Beachtung des in § 3 genannten Verfahrens.»

Art. 27 - Art. 81 desselben Gesetzbuches wird wie folgt abgeändert:

1° in Nr. 1° wird der Wortlaut "pro Gerät" vor "nicht überschreiten" eingefügt;

2° unter 2° wird der Wortlaut "wenn die Erklärung zur Verlängerung beim Hauptkontrolleur der direkten Steuern, in dessen Zuständigkeitsgebiet die Geräte installiert sind, zuvor eingereicht wird" durch den Wortlaut "wenn die Erklärung zur Verlängerung spätestens acht Tage vor dem Ablauf des besagten Zeitraums bei dem der von der Wallonischen Regierung bestimmten Beamten eingereicht wird" ersetzt.

Art. 28 - Artikel 82 desselben Gesetzbuches wird durch folgenden Absatz ergänzt:

«Vorliegender Artikel ist nicht auf die Geräte anwendbar, für die die Ermäßigungen nach Artikel 81 gewährt werden.»

Art. 29 - Artikel 83 desselben Gesetzbuches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 83 - § 1 - Die Steuer ist bei dem von der Wallonischen Regierung bestimmten Beamten zu zahlen, entweder vor der Installierung des Geräts, oder vor dem 1. Januar des Steuerjahres, wenn das Gerät an diesem Datum installiert wird.

§ 2 - Für das Gerät, das bereits Gegenstand einer Erklärung für einen bestimmten Besteuerungszeitraum gewesen ist, versendet die von der Wallonischen Regierung bestimmte Dienststelle spätestens zum 25. November des Jahres vor dem nächsten Steuerjahr dem Eigentümer des Geräts eine Zahlungsaufforderung, damit dieser die für das nächste Steuerjahr geschuldete Steuer bezahlt.

Die Tatsache, dass diese Zahlungsaufforderung nicht versandt worden ist, befreit den Steuerpflichtigen nicht von seinen in § 1 und Artikel 84 bis 88 vorgesehenen Verpflichtungen.»

Art. 30 - Art. 84 desselben Gesetzbuches wird wie folgt abgeändert:

1° In § 1 und § 2 wird der Wortlaut "receveur compétent" durch den Wortlaut "fonctionnaire désigné par le Gouvernement wallon" ersetzt;

2° § 3 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«§ 3. Die Wallonische Regierung bestimmt die Modalitäten für die Übergabe des Kontrollscheins und die Aushändigung der Kennzeichen.»

3° es wird ein § 4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«§ 4. Der von der Wallonischen Regierung bestimmte Beamte bestimmt das Muster für den Kontrollschein und das Steuerkennzeichen.»

Art. 31 - In Artikel 85 desselben Gesetzbuches wird Absatz 2 durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Im Falle der Abtretung des Geräts darf der neue Eigentümer das am Gerät befestigte Kennzeichen benutzen, nachdem er den Namen und die Anschrift des früheren Eigentümers durch seinen Namen und seine Anschrift ersetzt hat, dies sofern der frühere Eigentümer den in Artikel 84, § 1 genannten Beamten über die Abtretung informiert hat und unter der Voraussetzung, dass der neue Eigentümer die anderen Verpflichtungen nach Absatz 1 einhält.»

Art. 32 - Artikel 86 desselben Gesetzbuches wird durch folgenden Absatz ergänzt:

«Die Aushändigung erfolgt kostenlos beim in Artikel 84, § 1 genannten Beamten.»

Art. 33 - Artikel 87 desselben Gesetzbuches wird aufgehoben.

Art. 34 - Artikel 88 desselben Gesetzbuches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 88 - Zwecks der Kontrolle der richtigen und genauen Erklärung und Erhebung vorliegender Steuer kann die Wallonische Regierung alle Maßnahmen treffen, die sie für notwendig erachtet, um die Kontrolle der steuerbaren Elemente durch andere Mittel zu vereinfachen als diejenigen, die in vorliegendem Gesetzbuch vorgesehen sind, die Steuerpflichtigen von bestimmten Verpflichtungen zu befreien, oder die Verpflichtungen der Steuerpflichtigen an die Entwicklung der föderalen Gesetzesvorschriften in Sachen Glücksspiele anzupassen.»

Art. 35 - Artikel 89 desselben Gesetzbuches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 89 - § 1 - Wenn keine Zahlung vorliegt, wird die hinterzogene Steuer verfünffacht.

§ 2 - In Abweichung von § 1 wird die proportionale administrative Geldbuße in Höhe des Fünffachen der Steuer in folgenden Fällen nach folgender Staffelung herabgesetzt.

A. Verstoß, der auf Umstände zurückzuführen ist, die unabhängig vom Willen des Steuerpflichtigen sind: entfällt

B. Gutgläubig begangener Verstoß, ohne Absicht, sich der Steuer zu entziehen:

— 1. Verstoß: 250% ;

— ab dem 2. Verstoß werden die Verstöße dieser Art gemäß § 1 geahndet.

Hinsichtlich der Bestimmung des anzuwendenden Prozentsatzes der ermäßigten proportionalen administrativen Geldbußen gilt Folgendes:

— frühere, unter B genannte Verstöße werden außer Acht gelassen, wenn kein Verstoß betreffend die Erklärung und die Zahlung (wobei diese Verstöße getrennt berücksichtigt werden) für 4 aufeinanderfolgende Jahre geahndet wird;

— es gibt einen zweiten Verstoß oder einen nachfolgenden Verstoß wenn zum Zeitpunkt, wo ein neuer Verstoß begangen wird, dem Zuwiderhandelnden die Geldbuße zur Ahndung des vorherigen Verstoßes zur Kenntnis gebracht worden ist.

§ 3 - Bei Nichtbeachtung der Bestimmungen betreffend die Befreiung von der Steuer und die Bedingungen für die Steuerermäßigung wird die Steuer verdreifacht.

§ 4 - Die in vorliegendem Artikel vorgesehene Geldbuße wird nicht geschuldet, wenn ihr begründendes Ereignis Gegenstand von endgültig abgeschlossenen Strafverfolgungen gewesen ist.»

Art. 36 - Ein Artikel 89*bis* mit folgendem Wortlaut wird in dasselbe Gesetzbuch eingefügt:

«Art. 89*bis* - Bei einem Verstoß gegen Titel IV vorliegenden Gesetzbuches oder die zu seiner Durchführung verabschiedeten Erlasse mit Ausnahme derjenigen, die bereits in Artikel 89 genannt werden, kann der von der Wallonischen Regierung bestimmte Beamte oder sein Beauftragter eine administrative Geldbuße in Höhe von € 5 bis € 1.250 auferlegen.

Die in vorliegendem Artikel vorgesehene Geldbuße wird nicht geschuldet, wenn ihr begründendes Ereignis Gegenstand von endgültig abgeschlossenen Strafverfolgungen gewesen ist.»

Art. 37 - In dasselbe Gesetzbuch wird Artikel 90 mit dem folgenden Wortlaut wieder eingeführt:

«Art. 90 - § 1 - Unbeschadet der Anwendung der in Artikel 89 und 89*bis* vorliegenden Gesetzbuches und in Artikel 63 § 2 2° des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben vorgesehenen administrativen Geldbußen wird derjenige, der in betrügerischer Absicht oder mit der Absicht, zu schaden, gegen die Bestimmungen von Titel IV vorliegenden Gesetzbuches oder die zu dessen Durchführung verabschiedeten Erlasse verstößt, mit einer Gefängnisstrafe von acht Tagen bis zwei Jahren und einer Geldbuße von 250 EUR bis 125.000 EUR bestraft.

§ 2. Unbeschadet der Anwendung der in Artikel 89 und 89*bis* vorliegenden Gesetzbuches und in Artikel 63 § 2 2° des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben vorgesehenen administrativen Geldbußen wird derjenige, der, in der Absicht, einen der in § 1 genannten Verstöße zu begehen, eine Fälschung öffentlicher, gewerblicher oder privatschriftlicher Urkunden begangen oder von solch einer Fälschung Gebrauch gemacht hat, ebenfalls mit einer Gefängnisstrafe von einem Monat bis fünf Jahren und einer Geldbuße von 250 EUR bis 125.000 EUR bestraft. Ebenso wird derjenige, der wissentlich eine falsche Bescheinigung, die den Interessen der Wallonischen Region entgegenwirken könnte, ausstellt oder von solch einer Bescheinigung Gebrauch macht, mit einer Gefängnisstrafe von acht Tagen bis zwei Jahren und mit einer Geldbuße von 250 EUR bis zu 125.000 EUR oder mit nur einer dieser Strafen bestraft.

§ 3. Unbeschadet der Anwendung der in Artikel 63 § 2 2° des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben vorgesehenen administrativen Geldbußen wird derjenige, der bei der Ausübung durch die von der Wallonischen Regierung bestimmte Dienststelle einer der in Artikel 11 des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben vorgesehenen administrativen Geldbußen vorgesehenen Untersuchungsbefugnisse eine Falschaussage macht, als Dolmetscher oder Sachverständiger eine falsche Erklärung abgibt oder der einen oder mehrere Zeugen, Sachverständige oder Dolmetscher beeinflusst, wird gemäß den Bestimmungen der Artikel 220 bis 224 des Strafgesetzbuches bestraft.»

Art. 38 - Ein Artikel 90*bis* mit folgendem Wortlaut wird in dasselbe Gesetzbuch eingefügt:

«Art. 90*bis* - Das Gesetz vom 5. März 1952 über die Zuschlagzehntel auf strafrechtliche Geldbußen, abgeändert durch die Gesetze vom 22. Dezember 1989 und 20. Juli 1991, findet keine Anwendung auf die in Artikel 90 erwähnten Straftaten.»

Art. 39 - Ein Artikel 90*ter* mit folgendem Wortlaut wird in dasselbe Gesetzbuch eingefügt:

«Art. 90*ter* - § 1 - Im Falle der in Artikel 90 genannten, in strafrechtlichem Sinne strafbaren Handlungen, wird die Strafverfolgung von der Staatsanwaltschaft ausgeübt.

Wenn die Taten jedoch anschließend an eine Klage oder Anzeige eines Beamten zur Kenntnis der Staatsanwaltschaft gekommen sind, kann diese nur dann Verfolgungen einleiten, wenn der Beamte von dem von der Wallonischen Regierung bestimmten Beamten dazu ermächtigt wurde, diese in strafrechtlichem Sinne strafbaren Taten mitzuteilen.

§ 2 - Der Prokurator des Königs kann die Stellungnahme des von der Wallonischen Regierung bestimmten Beamten einholen, es sei denn, er erhält Kenntnis der Taten infolge einer Klage oder Anzeige, die von ordnungsgemäß in Übereinstimmung mit § 1 Absatz 2 zu diesem Zweck ermächtigten Beamten der Wallonischen Regierung eingereicht beziehungsweise erstattet wurde, und wenn er eine Strafverfolgung einleitet für in strafrechtlichem Sinne strafbaren Handlungen gemäß Titel IV vorliegenden Gesetzbuches oder zu dessen Durchführung verabschiedeter Erlasse. Der Prokurator des Königs fügt seinem Begutachtungsantrag die Tatsachenelemente, über die er verfügt, bei; der von der Wallonischen Regierung bestimmte Beamte muss binnen vier Monaten nach dem Datum des Empfangs des an ihn gerichteten Antrags eine Antwort erteilen.

Der Begutachtungsantrag setzt keinesfalls die Strafverfolgung aus.

§ 3 - Beamte der Wallonischen Region dürfen zur Vermeidung der Nichtigkeit der Verfahrenshandlung nur als Zeugen im Rahmen der in § 1 genannten Strafverfolgung angehört werden.»

Art. 40 - Ein Artikel 90*quater* mit folgendem Wortlaut wird in dasselbe Gesetzbuch eingefügt:

«Art. 90*quater* - Personen, die als Täter beziehungsweise Komplizen bei den in Artikel 90 erwähnten Straftaten verurteilt worden sind, sind gesamtschuldnerisch zur Zahlung der hinterzogenen Steuer verpflichtet.

Natürliche oder juristische Personen haften zivilrechtlich und gesamtschuldnerisch für Geldbußen und Kosten, die auf Verurteilungen zurückzuführen sind, die aufgrund Artikel 90 gegen ihre Angestellten oder Unternehmensleiter ausgesprochen werden.»

Art. 41 - Ein Artikel 90*quinqüies* mit folgendem Wortlaut wird in dasselbe Gesetzbuch eingefügt:

«Art. 90*quinqüies* - Der Richter kann anordnen, dass auf Kosten des Verurteilten jedes Urteil beziehungsweise jeder Entscheid zur Verurteilung zu einer Gefängnisstrafe, die aufgrund des Artikels 90 ausgesprochen werden, an den von ihm bestimmten Orten angeschlagen werden und gegebenenfalls auszugsweise gemäß der von ihm festgelegten Weise veröffentlicht werden.»

Art. 42 - In Artikel 92 desselben Gesetzbuches wird der Absatz 3 aufgehoben.

KAPITEL II — *Änderungen im Dekret vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen wallonischen Abgaben*

Art. 43 - Artikel 1 des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen wallonischen Abgaben wird mit dem Wortlaut „, sowie auf die anderen Steuern und Abgaben zugunsten der Wallonischen Region, wenn das vorliegende Dekret ausdrücklich auf sie anwendbar gemacht wird“ ergänzt.

Art. 44 - Die Überschrift von Kapitel II desselben Dekrets wird durch folgende Überschrift ersetzt:

«KAPITEL II — *Erklärungen, Ermittlungen und Kontrollen, und Beweismittel*»

Art. 45 - In Artikel 9 desselben Dekrets wird ein Absatz 3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Für die im Rahmen einer Fusion, eines einer Fusion gleichgestellten Vorgangs oder einer in den Artikeln 671 bis 677 des Gesetzbuches über die Gesellschaften erwähnten Spaltung oder eines in ausländischem Recht vergleichbaren Vorgangs im Bereich des Rechts der Gesellschaften ohne Liquidation aufgelösten Gesellschaften fällt die Erklärungsverpflichtung je nach dem Fall zu Lasten der aufnehmenden Gesellschaft oder der begünstigten Gesellschaften. Für die anderen aufgelösten Gesellschaften fällt diese Verpflichtung zu Lasten der Liquidatoren.»

Art. 46 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel *9bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. *9bis* - Unbeschadet anderer spezifischer Bestimmungen, in denen bestimmte steuerliche Verpflichtungen vorgesehen sind, kann die Wallonische Regierung jedem, der eine im vorliegenden Dekret erwähnte Steuer oder Abgabe entrichten sollte, sowie den Vereinigungen, Einrichtungen und Gruppen, die die Rechtspersönlichkeit nicht besitzen, das Führen von Büchern oder die Verwendung von Dokumenten und Formularen auferlegen, deren Muster und Verwendung sie bestimmt und die sie zur Kontrolle der Erhebung der in dem vorliegenden Dekret erwähnten Steuern und Abgaben, zu eigenen Lasten oder zu Lasten Dritter, für notwendig erachtet.»

Art. 47 - Artikel 10, Absatz 1 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Die Steuer- bzw. Abgabepflichtigen sind verpflichtet, innerhalb einer einmonatigen Frist ab dem Datum des Wirksamwerdens der Zustellung des Antrags, so wie gemäß Artikel 5 § 3 berechnet, wobei diese Frist aus triftigen Gründen verlängert werden kann, an Ort und Stelle alle Auskünfte, Bücher und Dokumente, die die durch die Regierung bestimmte Dienststelle als nötig betrachtet, um die gerechte Erhebung der Abgabe zu sichern, schriftlich zu übermitteln, wenn sie von der durch die Regierung bestimmten Dienststelle dazu aufgefordert werden, dies unbeschadet des Rechtes dieser Dienststelle, gemäß Artikel *11bis* an Ort und Stelle Auskünfte anzufordern.»

Art. 48 - In Artikel 11 desselben Dekrets, dessen Wortlaut den § 1 bilden wird, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in § 1 wird ein Absatz 2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Die Verwaltung kann die Richtigkeit der in Absatz 1 erwähnten Auskünfte überprüfen.»;

2° es werden ein § 2 und ein § 3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«§ 2. - Die administrativen Dienststellen der Wallonischen Region, die Verwaltungen der Provinzen, der Agglomerationen, der Gemeindeföderationen und der Gemeinden, die sich auf dem Gebiet der Wallonischen Region befinden, sowie die auf dem Gebiet der Wallonischen Region tätigen öffentlichen Anstalten und Einrichtungen müssen, wenn sie von einem mit der Festlegung oder der Beitreibung der im vorliegenden Dekret erwähnten Steuern und Abgaben beauftragten Beamten dazu aufgefordert werden, ihm alle in ihrem Besitz stehenden Auskünfte geben, ihm an Ort und Stelle alle beliebigen Urkunden, Schriftstücke, Register und Dokumente, die sie halten, vorzeigen und ihm alle Auskünfte, Kopien oder Auszüge nehmen lassen, die der besagte Beamte als notwendig betrachtet, um die Festlegung oder die Erhebung dieser in dem vorliegenden Dekret erwähnten Steuern und Abgaben zu sichern.

Unter öffentlichen Einrichtungen im Sinne des vorigen Absatzes versteht man die Anstalten, Gesellschaften, Vereinigungen, Einrichtungen und Ämter, an deren Verwaltung die Wallonische Region beteiligt ist, denen die Wallonische Region eine Bürgschaft gibt, auf deren Tätigkeit die Wallonische Region eine Aufsicht ausübt oder deren Direktionspersonal durch die Wallonische Regierung, auf deren Vorschlag oder vorbehaltlich deren Zustimmung benannt wird.

Die Wallonische Regierung kann vorsehen, dass alle beliebigen Anträge auf Übermittlung von Auskünften, Urkunden, Schriftstücken, Registern und Dokumenten in Sachen Steuern, die bei der Wallonischen Region durch andere belgische oder ausländische öffentliche Behörden eingereicht werden, sowie alle Anträge auf beliebige Auskünfte, Urkunden, Schriftstücke, Register und Dokumente, die bei anderen belgischen oder ausländischen öffentlichen Behörden durch die Wallonische Region eingereicht werden, sowie die Eingänge und Einsendungen dieser Auskünfte unbedingt an oder durch eine bestimmte Dienststelle der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, die sie bezeichnet, geschickt werden müssen.

§ 3 - Entgegen den in § 2 erwähnten Dienststellen, Verwaltungen, Gesellschaften, Vereinigungen, Anstalten oder Einrichtungen, die den ihnen aufgrund dieser Artikel obliegenden Verpflichtungen nicht genügen würden, kann die Regierung je nach dem Fall das Einschalten des Finanzinspektors oder des Beauftragten der Regierung anfordern, einen Kommissar bezeichnen, um die als notwendig betrachteten Auskünfte einzuholen, oder die Zulassung für die Gewährung von durch die Wallonische Region gewährten Vorteilen entziehen.»

Art. 49 - Artikel *11bis* desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. *11bis* - § 1 - Die Beamten der von der Regierung bestimmten Dienststelle können im Hinblick auf die Kontrolle der Erhebung der im vorliegenden Dekret erwähnten Steuern und Abgaben zu jeder Zeit ohne Vorwarnung in alle Gebäude, Werkstätten, Betriebe, Räumlichkeiten oder anderen Orte frei eindringen, wo durch diese Steuern und Abgaben betroffene Tätigkeiten ausgeübt werden oder wo deren Ausübung vermutet werden kann.

Diese Beamten können u.a.:

1° alle Bücher, Register, Rechnungen und anderen Dokumente, die sich dort befinden, untersuchen;

2° mittels des benutzten Materials und mit Hilfe der erforderlichen Person die Zuverlässigkeit der Auskünfte, EDV-Daten und -Verarbeitungen überprüfen, wobei u.a. auf die Übermittlung von Dokumenten bestanden wird, die speziell erstellt werden, um die registrierten Daten auf EDV-Trägern in einer lesbaren und verständlichen Form darzustellen;

3° die Art und den Umfang der dort ausgeübten Tätigkeit und das dazu zugewiesene Personal sowie die Art und die Menge der Waren und aller Güter, die sich dort befinden, einschließlich der Produktions- und Transportmittel feststellen;

4° was die Kontrolle der Erhebung der Steuer auf Spiele und Wetten betrifft, den Kassenbestand des Steuerpflichtigen kontrollieren.

In bewohnte Gebäude bzw. Räumlichkeiten dürfen sie aber nur von 5 Uhr morgens bis 9 Uhr abends und nur mit der Genehmigung des Polizeirichters eindringen, es sei denn, der Bewohner hat dazu zugestimmt, dies mit Ausnahme desjenigen, was die Kontrolle der Erhebung der Steuer auf Spiele und Wetten und der Steuer auf die Spielautomaten betrifft.

§ 2. Auf einfache Anforderung der in § 1 erwähnten Beamten und unbeschadet der diesen Beamten durch § 1 gewährten Befugnisse muss jede Person ihnen alle Auskünfte, Bücher, Register, Rechnungen und anderen zur Festlegung und zur Erhebung der in dem vorliegenden Dekret erwähnten Steuern und Abgaben vorlegen. Diesen Beamten ist es erlaubt, Kopien davon zu machen.

Wenn diese Bücher, Register, Rechnungen und anderen Dokumente mittels eines EDV-Systems geführt, erstellt, ausgestellt, empfangen bzw. aufbewahrt werden, dürfen diese Beamten:

- die Mitteilung der auf EDV-Trägern gespeicherten Daten in einer lesbaren und verständlichen Form anfordern;
- von der in Absatz 1 erwähnten Person verlangen, dass sie in ihrer Anwesenheit und auf deren Material, Kopien aller vorerwähnten Daten oder eines Teils davon in der von ihnen erwünschten Form macht, sowie die zur Überprüfung der genauen Erhebung der in dem vorliegenden Dekret erwähnten Steuern und Abgaben notwendigen EDV-Verrichtungen vornimmt;
- von der in Absatz 1 erwähnten Person verlangen, dass sie ihnen die Analyse-, Programmierungs- und Betriebsakten des verwendeten Systems mitteilt.

§ 3 - Die in § 1 erwähnten Beamten haben das Recht, die Bücher, Register, Rechnungen und anderen in § 2 Absatz 1 erwähnten Dokumente sowie die gemäß § 2, Absatz 2 erstellten Kopien gegen eine Empfangsbestätigung zu behalten, dies jedes Mal wenn sie der Meinung sind, dass diese Bücher, Register, Rechnungen und anderen Dokumente das Schulden einer Steuer oder Geldbuße für eigene Rechnung oder Rechnung eines Dritten beweisen oder dazu beitragen.

Dieses Recht betrifft jedoch nicht die Bücher, die nicht abgeschlossen sind. Wenn diese Bücher mittels eines EDV-Systems aufbewahrt werden, sind diese Beamten dazu berechtigt, die Übergabe der Kopien dieser Bücher in der von ihnen erwünschten Form anzufordern.»

Art. 50 - In Artikel 11ter desselben Dekrets werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° der Wortlaut "sowie die zur Überprüfung der Erhebung der im vorliegenden Dekret erwähnten Steuern und Abgaben notwendigen Verwaltungsdokumente" wird durch folgenden Wortlaut ersetzt: "sowie die Bücher, Register, Rechnungen und anderen Dokumente, deren Führung, Erstellung oder Ausstellung durch die auf die betroffene Steuer oder Abgabe anwendbare Gesetzgebung vorgeschrieben sind, und sowie die anderen Verwaltungsdokumente, die zur Überprüfung der Festlegung und der Erhebung der in dem vorliegenden Erlass erwähnten Steuern und Abgaben notwendig sind, insbesondere die Dokumentation in Bezug auf die Analysen, die Programmierung und den Betrieb der bei der Verwaltung dieser Steuern und Abgaben verwendeten EDV-Systeme und die Informationsträger und alle Daten, die sie enthalten,»;

2° es wird ein Absatz 2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Außer wenn sie durch die Justiz gepfändet sind oder vorbehaltlich einer von der durch die Wallonische Regierung bestimmten Dienststelle gewährten Abweichung müssen die Erklärungen, Bücher, Register, Rechnungen und anderen in Absatz 1 erwähnten Dokumente zur Verfügung dieser Dienststelle in dem Büro, der Agentur, der Zweigniederlassung oder jedem beruflichen oder privaten Raum des Steuerpflichtigen, wo diese Bücher und Dokumente geführt, erstellt oder gesandt worden sind, aufbewahrt werden.»

Art. 51 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 12bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 12bis - Die Beamten der Wallonischen Region, die Beamten und Bediensteten der Gemeinden und Provinzen sind auf dem ganzen Gebiet der Wallonischen Region befugt, Verstöße zu ermitteln und, sogar alleine, Protokolle betreffend die im vorliegenden Dekret erwähnten Steuern und Abgaben zu erstellen.

Diese Protokolle sind bis zum Beweis des Gegenteils maßgebend für die beliebigen Tatbestände, die sie darlegen. Sie werden dem von der Regierung bestimmten Beamten übermittelt.

In Sachen Steuer auf Spiele und Wetten und Steuer auf Spielautomaten sind die Protokolle der Beamten und Bediensteten des föderalen öffentlichen Dienstes Finanzen, der Polizisten, der Gerichtsbediensteten der Staatsanwaltschaften und der Beamten und Bediensteten der Kommission für Glücksspiele bis zum Beweis des Gegenteils maßgebend für die beliebigen Tatbestände, die sie darlegen. Sie werden dem von der Regierung bestimmten Beamten übermittelt.»

Art. 52 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 12ter mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 12ter - § 1 - Jede Auskunft, jedes Schriftstück, jedes Protokoll oder jede Urkunde, die/ das von einem Beamten der Wallonischen Beamten in der Ausübung seines Amtes entweder direkt oder über eine der in Artikel 11, § 2 und 3 erwähnten Dienststellen entdeckt bzw. erhalten wird, kann durch die Wallonische Region bei der Ermittlung jeder im Bezug auf die in vorliegendem Dekret erwähnten Steuern und Abgaben geschuldeten Summe geltend gemacht werden.

§ 2 - Jeder Beamte der Wallonischen Region, der regelmäßig damit beauftragt wird, bei einer natürlichen oder juristischen Person eine Kontrolle oder eine Untersuchung in Verbindung mit der Erhebung einer im vorliegenden Dekret erwähnten Steuer oder Abgabe durchzuführen, ist von Rechts wegen befugt, alle Auskünfte einzuholen, zu ermitteln oder zu empfangen, die zur genauen Erhebung von allen anderen zugunsten der Wallonischen Region festgelegten Steuern oder Abgaben, deren Dienst durch die Wallonische Region gewährleistet wird, beitragen können.»

Art. 53 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 12quater mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 12quater - In Abweichung von den Artikeln 10 bis 11bis ist es der durch die Regierung bestimmten Dienststelle nicht erlaubt, in den Konten, Büchern und Dokumenten der Bank-, Wechsel-, Kredit- und Spareinrichtungen Auskünfte im Hinblick auf die Besteuerung ihrer Kunden zu suchen.

Ebenso finden die Artikel 10 bis 11bis keine Anwendung auf das Landesinstitut für Statistik, auf die öffentlichen Finanz- und Krediteinrichtungen und -anstalten, was die über Dritte gesammelten individuellen Auskünfte betrifft.

Wenn die Untersuchung der durch die Regierung bestimmten Dienststelle, die auf der Grundlage der Artikel 10 bis 11bis bei anderen Personen oder Betrieben als denjenigen, die in den Absätzen 1 und 2 erwähnt sind, durchgeführt worden ist, jedoch konkrete Elemente ans Licht gebracht hat, die es erlauben, das Bestehen oder die Vorbereitung eines Mechanismus zur Steuerhinterziehung zu vermuten, kann der zu diesem Zweck vom Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Finanzen gehören, bestimmte Beamte aus den Konten, Büchern und Dokumenten des Betriebs die Auskünfte entnehmen, die es möglich machen, die Untersuchung zu Ende zu führen und die von diesem Kunden geschuldeten Steuern und Abgaben zu bestimmen.»

Art. 54 - Artikel 15 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 15 - Die durch die Regierung bestimmte Dienststelle kann die Besteuerung von Amts wegen aufgrund der Besteuerungsgrundlage, die sie auf der Grundlage der ihr zur Verfügung stehenden Elemente vermuten kann, vornehmen, falls der Steuer- bzw. Abgabepflichtige es versäumt hat:

— entweder die Erklärung, die ihm durch das Dekret, das die Steuer bzw. Abgabe festlegt, auferlegt wird, binnen der erforderlichen Frist abzugeben;

— oder den bzw. die Formfehler, mit dem bzw. denen seine Erklärung behaftet ist, binnen der zu diesem Zweck eingeräumten Frist zu beseitigen;

— oder die von der durch die Regierung bestimmten Dienststelle angeforderten Auskünfte binnen der durch diese festgesetzten Frist mitzuteilen oder die Bücher, Register, Rechnungen und anderen Dokumente, die von ihm angefordert worden sind, zu übermitteln, und ganz allgemein bei einer Zuwiderhandlung des Steuer- bzw. Abgabepflichtigen gegen die Artikel 10, 11*bis* und 11*ter*;

— oder die Steuer auf Spielautomaten in Bezug auf ein steuerbares Gerät binnen der in Artikel 83 des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern festgesetzten Frist zu entrichten.

Die durch die Wallonische Regierung bestimmte Dienststelle kann ebenfalls die Besteuerung von Amts wegen aufgrund der Besteuerungsgrundlage vornehmen, die sie auf der Grundlage der ihr zur Verfügung stehenden Elemente vermuten kann, bei Anwendung der Artikel 91 und 92 des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern.»

Art. 55 - In Artikel 17*bis* desselben Dekrets werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° § 1 wird mit dem folgenden Punkt ergänzt:

«c. oder auf der Grundlage einer Zahlungsaufforderung oder einer Steuerabrechnung, die dem Steuerpflichtigen direkt von der durch die Regierung bezeichneten Dienststelle zugeschickt wird.»

2° in § 2 wird Absatz 2 mit folgendem Strich ergänzt:

«— die in § 1, c. erwähnten Abgaben in Ermangelung einer Zahlung innerhalb der in der anwendbaren Gesetzgebung vorgesehenen Frist.»

Art. 56 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 18*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 18*bis* - § 1 - Die Veranlagungen werden in die Heberolle unter dem Namen der betroffenen Steuer- bzw. Abgabepflichtigen eingetragen.

§ 2 - Was die zu Lasten von verstorbenen Steuer- bzw. Abgabepflichtigen festgelegten Veranlagungen betrifft, werden diese unter deren Namen in die Heberolle eingetragen; davor steht das Wort "Steuernachfolge" und danach eventuell die Angabe der Person oder der Personen, die sich beim mit der Festlegung der Steuer bzw. Abgabe beauftragten Beamten als Erbe, Vermächtnisnehmer, Schenkungsempfänger oder besonderer Mandatsträger gemeldet hat/haben.

Die Identität dieser Person wird ausführlich angegeben. Wenn einer der Erben ausdrücklich bezeichnet worden ist, um die Steuernachfolge zu vertreten, erfolgt die Eintragung in die Heberolle nach der folgenden Formel: "Steuernachfolge X ..., die durch ... vertretenen Erben".

Bei einer etwaigen Veranlagung von Amts wegen genügt es, dass der Name des verstorbenen Steuer- bzw. Abgabepflichtigen (Steuernachfolge X ...) von der Angabe eines der Erben, der bei der durch die Wallonische Region bezeichneten Dienststelle bekannt ist, gefolgt wird.

§ 3 - Falls eine Gesellschaft im Rahmen einer Fusion, eines einer Fusion gleichgestellten Vorgangs oder einer in den Artikeln 671 bis 677 des Gesetzbuches über die Gesellschaften erwähnten Spaltung oder eines in ausländischem Recht vergleichbaren Vorgangs im Bereich des Rechts der Gesellschaften übernommen oder gespalten wird, wird die Besteuerung in Bezug auf die übernommene oder gespaltene Gesellschaft bezüglich ihrer Tätigkeiten bis zum vorerwähnten Vorgang einschließlich innerhalb der im vorliegenden Kapitel vorgesehenen Fristen zu Lasten der übernehmenden Gesellschaft oder der begünstigten Gesellschaften festgelegt, sogar zum Zeitpunkt, zu dem die übernommene oder gespaltene Gesellschaft als juristische Person nicht mehr besteht.»

Art. 57 - In Artikel 19 Absatz 2 desselben Dekrets wird der erste Strich durch folgende Bestimmung ersetzt:

«— für die unaufgefordert oder auf der Grundlage einer Erklärung, so wie in Artikel 17*bis*, § 1, b vorgesehen, zahlbaren Abgaben, für die Abgaben, die Gegenstand einer Zahlungsaufforderung oder eines Steuerbescheids, die bzw. der direkt dem Steuerpflichtigen von der durch die Regierung bestimmten Dienststelle zugeschickt wird, so wie in Artikel 17*bis*, § 1, c. vorgesehen, sowie für die wallonische Abgabe für das Zurücklassen von Abfällen, für die Steuer auf Spiele und Wetten und für die Steuer auf Spielautomaten: das den Besteuerungszeitraum enthaltende Kalenderjahr;».

Art. 58 - In Artikel 20 desselben Dekrets werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Absatz 2 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

—«Die Abgabe oder der Abgabebeschlag kann jedoch während drei Jahren ab dem 1. Januar des Steuerjahrs festgelegt werden:

— wenn es sich um durch ein Verfahren zur Berichtigung der erwähnten Erklärung betroffene Abgaben handelt;

— wenn es sich um durch ein Verfahren zur Veranlagung von Amts wegen betroffene Abgaben handelt;

— falls es sich um in Artikel 17*bis*, § 1, b. erwähnte Abgaben handelt, insofern sie nicht innerhalb der durch die anwendbare Gesetzgebung vorgesehenen Frist entrichtet werden;

— falls es sich um die wallonische Abgabe für das Zurücklassen von Abfällen handelt;

— wenn es sich um in Artikel 17*bis*, § 1, c. erwähnte Abgaben handelt;

2° in Absatz 3 wird der Wortlaut "mit betrügerischer Absicht" durch den Wortlaut "mit betrügerischer oder mit böswilliger Absicht" ersetzt.»

Art. 59 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel *20bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. *20bis* - Die Abgabe oder der Abgabezuschlag kann sogar nach dem Ablauf der in Artikel 20 vorgesehenen Fristen festgelegt werden, falls:

1° eine gerichtliche Klage, die innerhalb von vier Jahren nach dem Jahr des Ablaufs der Frist von Artikel 20, Absatz 2 eingereicht worden ist, erscheinen lässt, dass derjenige, der im vorliegenden Dekret erwähnte Steuern oder Abgaben schuldet, gegen die Bestimmungen des vorliegenden Dekrets oder der die betroffene Steuer festlegenden Gesetzgebung verstoßen hat;

in diesem Fall muss die Abgabe oder der Abgabezuschlag innerhalb von zwölf Monaten ab dem Tag festgelegt werden, an dem gegen den Beschluss, dessen Gegenstand diese gerichtliche Klage gewesen ist, kein Einwand bzw. kein Einspruch mehr erhoben werden kann;

2° beweiskräftige Elemente, von denen die durch die Wallonische Regierung bestimmte Dienststelle innerhalb von vier Jahren nach dem Ablauf der in Artikel 20, Absatz 2 erwähnten Frist Kenntnis bekommen hat, erscheinen lassen, dass derjenige, der im vorliegenden Dekret erwähnte Steuern oder Abgaben schuldet, gegen die Bestimmungen des vorliegenden Dekrets, das die betroffene Steuer festlegt, verstoßen hat;

in diesem Fall muss die Abgabe oder der Abgabezuschlag innerhalb von vier Jahren nach dem Jahr des Ablaufs der Frist von Artikel 20 Absatz 2 festgelegt werden.»

Art. 60 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel *20ter* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. *20ter* - Wenn die Festlegung einer Abgabe aufgrund der Verletzung einer gesetzlichen Regel mit Ausnahme der Regeln in Bezug auf den Verfall der Besteuerungsfristen nach Artikel 20 und *20bis* vollständig oder teilweise durch den in den Artikeln 25 bis 27 erwähnten Beamten für nichtig erklärt worden ist, kann diese Abgabe, falls sie für nichtig erklärt worden ist, auf der Grundlage aller Veranlagungselemente oder eines Teils davon erneut zu Lasten desselben Abgabepflichtigen festgelegt werden, dies innerhalb von drei Monaten ab dem Tag, an dem kein gerichtlicher Einspruch mehr gegen den Beschluss des in den Artikeln 25 bis 27 erwähnten Beamten erhoben werden kann, und dies sogar wenn die gemäß den Artikeln 20 bis *20bis* für die Festlegung der Abgabe festgesetzten Fristen dann abgelaufen sind.

Wenn die Festlegung der für nichtig erklärten Abgabe zur Rückerstattung einer Steuergutschrift an den betroffenen Abgabepflichtigen Anlass gegeben hat, wird diese Rückerstattung bei der Festlegung der neuen Ersatzveranlagung berücksichtigt.»

Art. 61 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel *20quater* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. *20quater* - Wenn ein Beschluss des in den Artikeln 25 bis 27 erwähnten Beamten Gegenstand eines gerichtlichen Einspruchs ist und wenn die damit befasste Gerichtsbehörde die vollständige oder teilweise Nichtigkeit der Besteuerung aufgrund der Verletzung einer gesetzlichen Regel mit Ausnahme der Regeln in Bezug auf den Verfall der in den Artikeln 20 und *20bis* erwähnten Besteuerungsfristen verkündet, kann der durch die Regierung bestimmte Beamte der befassten Gerichtsbehörde, die über diesen Antrag befindet, aufgrund der Gesamtheit oder eines Teils derselben Veranlagungselemente wie derjenigen der ersten Besteuerung eine zusätzliche Besteuerung zu Lasten desselben Abgabepflichtigen zur Beurteilung vorlegen, und dies sogar wenn die gemäß den Artikeln 20 bis *20bis* festgesetzten Fristen dann abgelaufen sind.

Wenn die Festlegung der Besteuerung, deren Nichtigkeit durch die Gerichtsbehörde verkündet wird, zur Rückerstattung einer Steuergutschrift an den betroffenen Abgabepflichtigen Anlass gegeben hat, wird diese Rückerstattung bei der Festlegung der zusätzlichen, der Behörde zur Beurteilung vorgelegten Veranlagung berücksichtigt.

Die zusätzliche Besteuerung ist nur in Anwendung des Beschlusses der befassten Gerichtsbehörde eintreibbar oder rückzahlbar.

Diese zusätzliche Veranlagung wird der Gerichtsbehörde durch einen dem Abgabepflichtigen mitgeteilten Antrag vorgelegt; der Antrag wird mit einer Vorladung mitgeteilt, wenn es sich um einen aufgrund des Artikels *20quinquies* gleichgestellten Abgabepflichtigen handelt.»

Art. 62 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel *20quinquies* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. *20quinquies* - Für die Anwendung der Artikel *20ter* und *20quater* werden folgende Personen bzw. Gesellschaften dem Steuer- bzw. Abgabepflichtigen gleichgestellt:

1° die Erben des Steuer- bzw. Abgabepflichtigen;

2° sein Ehepartner;

3° die übernehmenden Gesellschaften oder die begünstigten Gesellschaften, je nach dem Fall, falls eine Gesellschaft im Rahmen einer Fusion, eines einer Fusion gleichgestellten Vorgangs oder einer in den Artikeln 671 bis 677 des Gesetzbuches über die Gesellschaften erwähnten Spaltung oder eines in ausländischem Recht vergleichbaren Vorgangs im Bereich des Rechts der Gesellschaften übernommen oder aufgeteilt wird;

4° die Mitglieder der Familie, der Gesellschaft, der Vereinigung oder der Gemeinschaft, deren Chef oder Direktor zuerst besteuert worden ist und umgekehrt.»

Art. 63 - In Artikel 23 desselben Dekrets werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° § 2 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«§ 2 - Die Abgabe bzw. Steuer, die in Ermangelung einer Zahlung innerhalb der durch die anwendbare Gesetzgebung vorgesehenen Frist in eine Sonderheberolle eingetragen wird, so wie in Artikel *17bis*, § 2, Absatz 2, dritter Strich erwähnt, ist ab dem Ablauf der in der auf diese Abgabe bzw. Steuer anwendbaren Gesetzgebung vorgesehenen Zahlungsfrist fällig.

Sie muss sofort entrichtet werden.»;

2° es wird ein § 3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«§ 3 - Die Abgabe bzw. Steuer, die in Ermangelung einer Zahlung innerhalb der durch die Zahlungsaufforderung oder den Steuerbescheid vorgesehenen Frist in eine Sonderheberolle eingetragen wird, so wie in Artikel *17bis*, § 2, Absatz 2, fünfter Strich erwähnt, ist ab dem Ablauf der durch diese Zahlungsaufforderung oder diesen Steuerbescheid festgesetzten Zahlungsfrist fällig, ohne dass die Zahlungsfrist weniger als fünfzehn Tage oder mehr als drei Monate ab dem ersten Tag des auf den Monat des Versands folgenden Monats betragen darf.

Sie muss sofort entrichtet werden.»

Art. 64 - In Artikel 24 desselben Dekrets, dessen derzeitiger Wortlaut den § 1 bilden wird, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° es wird ein § 2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«§ 2. In Abweichung von Artikel 23 § 2 wird die Steuer auf Spiele und Wetten im Moment fällig, in dem die Einnahmen, auf deren Grundlage die Steuer festgelegt wird, erfolgen, wenn die Rechte der Schatzamtes gefährdet sind.»

2° es wird ein § 3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«§ 3. Wenn der Steuer- bzw. Abgabepflichtige im Falle der §§ 1 und 2 bestreitet, dass die Rechte der Schatzamtes gefährdet sind, wird über diesen Einspruch nach den Formen der einstweiligen Verfügung durch den Pfändungsrichter des Ortes des Amtes, wo die Erhebung stattfinden soll, befunden.»

Art. 65 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 24*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 24*bis* - Die in den Artikeln 23 und 24 erwähnten Abgaben werden als feststehende und erwiesene Schulden ab dem Tag betrachtet, an dem im Falle des Artikels 23 und des Artikels 24 § 1 die für deren Entrichten vorgesehene Frist abgelaufen ist, und ab dem Tag, an dem im Falle des Artikels 24 § 2 die Rechte des Schatzamtes gefährdet sind.»

Art. 66 - Artikel 25 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 25 - Der Abgabepflichtige, sowie die Person, deren Güter gemäß Artikel 35*ter* zur Beitreibung dienen, kann bei dem durch die Regierung bestimmten Beamten eine schriftliche Beschwerde gegen die in Anwendung von Artikel 17*bis*, § 1 zu seinen Lasten festgesetzte Abgabe einreichen.

Die Beschwerde muss zur Vermeidung des Verfalls spätestens innerhalb von sechs Monaten ab dem gemäß Artikel 5 § 8 gerechneten Datum des Wirksamwerdens der Zustellung des Steuerbescheids der Heberolle an den Abgabepflichtigen oder die Person, deren Güter zur Beitreibung der Abgabe gemäß Artikel 35*ter* dienen, oder ab dem Datum der Erhebung der Abgaben, die nicht über eine Heberolle erhoben werden, begründet und vorgelegt werden.

Die nicht innerhalb dieser Frist bestrittenen Abgaben gelten als geschuldet und die Besteuerung gilt als ordnungsgemäß, dies vorbehaltlich eines durch Artikel 27 begründeten Antrags auf Nachlass.»

Art. 67 - In Artikel 27 desselben Dekrets wird das Wort "Abgabepflichtigen" durch den Wortlaut "Abgabepflichtigen sowie durch die Person, deren Güter gemäß Artikel 35*ter* zur Beitreibung der Abgabe dienen," ersetzt.

Art. 68 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 27*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 27*bis* - Der Empfang der Beschwerden und der Anträge auf Nachlass von Amts wegen wird den Einsprucherhebern bestätigt, wobei das Datum des Empfangs der administrativen Beschwerde angegeben wird.

Wenn der Nachlass von Amts wegen auf Initiative der durch die Regierung bezeichneten Dienststelle erfolgt, werden dessen Grund sowie sein Feststellungsdatum dem Abgabepflichtigen mitgeteilt.»

Art. 69 - In Artikel 28 desselben Dekrets wird das Wort "der Abgabepflichtige" durch den Wortlaut "der Abgabepflichtige sowie die Person, deren Güter zur Beitreibung der Abgabe gemäß Artikel 35*ter* dienen," ersetzt.

Art. 70 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 30*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 30*bis* - Diese Zinsen werden als eine feststehende und erwiesene Schuld betrachtet, sobald sie fällig sind.»

Art. 71 - In Artikel 32, Absatz 1 desselben Dekrets wird der Wortlaut "oder Geldbußen" zwischen das Wort "Verzugszinsen" und das Wort "werden" eingefügt;

Art. 72 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 35*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 35*bis* - Der Einnehmer wird eine Mahnung per Einschreiben schicken, dies mindestens einen Monat vor der Zahlungsaufforderung, die ein Gerichtsvollzieher vornehmen wird, außer wenn die Rechte der Schatzamtes gefährdet sind.»

Art. 73 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 35*ter* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 35*ter* - Die Heberolle ist vollstreckbar gegen Personen, die dort nicht erwähnt werden, insofern sie zur Zahlung der Steuerschuld auf der Grundlage des allgemeinen Rechts oder auf der Grundlage der Bestimmungen des vorliegenden Dekrets oder der die betroffene Abgabe festsetzenden Gesetzgebung gehalten sind.»

Art. 74 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 35*quater* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 35*quater* - § 1 - Die Erben eines verstorbenen Abgabepflichtigen müssen in Höhe ihres Erbanteils für die durch den Verstorbenen noch nicht gezahlten oder hinterzogenen Rechte aufkommen, es sei denn die ungenügende Erhebung ist das Ergebnis von Fehlern, die durch Beamte der durch die Wallonische Regierung bestimmten Dienststelle begangen wurden.

§ 2 - Die Eintreibung der Steuern einer in Anwendung der Artikel 673 bis 675 des Gesetzbuches über die Gesellschaften oder eines in ausländischem Recht vergleichbaren Vorgangs im Bereich des Rechts der Gesellschaften gespaltenen Gesellschaft, die zu Lasten der begünstigten Gesellschaften festgelegt wird, wird in Abwesenheit von gegenteiligen Angaben in der den Vorgang feststellenden Urkunde zu Lasten der verschiedenen begünstigten Gesellschaften im Verhältnis zu dem tatsächlichen Wert der reinen Aktiva, die jede von ihnen erhalten hat, vorgenommen.»

Art. 75 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 35*quinqüies* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 35*quinqüies* - Die Eintreibung der zu Lasten der Gesellschafter oder der Mitglieder von zivilrechtlichen Gesellschaften und Vereinigungen ohne Rechtspersönlichkeit festgelegten Abgabe kann zu Lasten der Gesellschaft oder der Vereinigung weitergeführt werden, insofern diese Abgabe proportional dem Anteil dieser Gesellschafter oder Mitglieder an den nicht verteilten Gewinnen bzw. Profiten dieser Gesellschaften oder Vereinigungen entspricht.»

Art. 76 - Artikel 38 desselben Dekrets wird durch folgenden Absatz ergänzt:

«Die nach der Zustellung einer Zahlungsaufforderung vorgenommenen Teilzahlungen behindern jedoch nicht die Weiterführung der Verfolgungen.»

Art. 77 - Artikel 44 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 44 - Die Immobilienvollstreckungspfändung, die Pfändung der Ernte auf dem Halm oder ungetrennter Früchte, und die Vollstreckungspfändung auf See- und Binnenschiffe erfolgen so wie durch das Gerichtsgesetzbuch festgesetzt.

Die Immobilienvollstreckungspfändung muss Gegenstand einer Genehmigung des Ministers sein, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Finanzen gehören.»

Art. 78 - Artikel 48 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 48 - Der Einnehmer kann eine Drittschuldnerpfändung bei einem Dritten auf die dem Abgabepflichtigen geschuldeten oder gehörenden Summen und Wertpapiere per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief vornehmen lassen, dies bis in Höhe des gesamten oder teilweise von Letzterem als Abgaben, administrative Geldbußen, Verzugszinsen und Kosten geschuldeten Betrags.

Wenn die Pfändung in den Artikeln 1409 § 1 und § 1bis und 1410 des Gerichtsgesetzbuches erwähnte Einnahmen betrifft, enthält die Mitteilung unter Androhung der Nichtigkeit das Formular zur Erklärung eines unterhaltsberechtigten Kindes, dessen Muster durch den Justizminister festgelegt und für die Anwendung von Artikel 164 des Königlichen Erlasses des Einkommensteuergesetzbuches verwendet wird.

Die Pfändung muss dem Abgabepflichtigen per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief mitgeteilt werden.

Der Abgabepflichtige kann Einspruch gegen die Drittpfändung per dem zuständigen Einnehmer innerhalb von fünfzehn Tagen nach dem Aufgeben der Mitteilung der Pfändung bei der Post zugeschickten Einschreibebrief erheben. Der Abgabepflichtige muss dies dem gepfändeten Dritten innerhalb derselben Frist per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief mitteilen.»

Art. 79 - In Artikel 52, Absatz 1 desselben Dekrets wird der Wortlaut "Die vollstreckbare Drittschuldnerpfändung muss" durch den Wortlaut "Im Falle des Artikels 51 muss die vollstreckbare Drittschuldnerpfändung" ersetzt.

Art. 80 - In Artikel 52bis, Absatz 1 desselben Dekrets wird der Wortlaut "wenn diese Steuern und Abgaben nicht oder nicht mehr angefochten werden" durch den Wortlaut "wenn diese Steuern und Abgaben eine erwiesene und feststehende Schuld zum Zeitpunkt der Zweckbestimmung darstellen" ersetzt.

Art. 81 - Artikel 53 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 53 - In Abweichung von den Artikeln 24bis und 30bis wird im Falle einer verwaltungsrechtlichen oder gerichtlichen Beschwerde die bestrittene Abgabe zuzüglich der Geldbuße und der etwaigen Kosten nur dann als eine feststehende und erwiesene Schuld betrachtet, die mittels aller Vollstreckungswege beigetrieben werden kann, wenn sie:

— entweder den Angaben, die in der Erklärung des Abgabepflichtigen erwähnt worden sind, oder den Angaben, mit denen der Abgabepflichtige sich während des Verfahrens zur Festlegung der Abgabe für einverstanden erklärt hat, entspricht;

— oder im Falle einer Besteuerung von Amts wegen in Ermangelung einer Erklärung der gleichartigen Abgabe entspricht, die für das vorherige Steuerjahr zu Lasten des Abgabepflichtigen in die Heberolle eingetragen worden ist.

Die bestrittene Abgabe, der die Geldbuße und die Zinsen und die etwaigen Kosten hinzugefügt werden, die die in Absatz 1 angegebenen Grenzen überschreitet, kann jedoch Gegenstand von Sicherungspfändungen oder von allen anderen Maßnahmen, die deren Beitreibung sichern können, sein.

Nach der Beitreibung der Abgabe im in Absatz 1 bestimmten Maße behält die Vollstreckungspfändung ihre Wirkung in Bezug auf den Restbetrag der Abgabe, der Geldbußen, der Zinsen und der Kosten.»

Art. 82 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 60bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 60bis - § 1 - Die gesetzliche Hypothek beeinträchtigt nicht die vorigen Vorrechte und Hypotheken; sie kommt erst ab ihrer Eintragung in die hypothekarische Rangstellung.

§ 2 - Die Eintragung kann nur ab dem Tag angefordert werden, an dem die Schuld in Sachen Abgaben, administrative Geldbußen, Verzugszinsen und Kosten, die Anlass zu der Eintragung der legalen Hypothek gibt, als eine feststehende und erwiesene Schuld betrachtet wird, ungeachtet jedes administrativen oder gerichtlichen Einspruchs.

§ 3 - Artikel 19 des Gesetzes über die Konkurse ist nicht auf die legale Hypothek anwendbar, was die Abgaben betrifft, die in den vor dem Konkurseröffnungsurteil vollstreckbar gemachten Heberollen enthalten sind.»

Art. 83 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 61bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 61bis - Wenn die Betroffenen, bevor sie die durch die legale Hypothek garantierten Beträge entrichtet haben, die gesamten belasteten Güter oder einen Teil davon befreien wollen, beantragen sie es bei dem zuständigen Einnehmer. Dieser Antrag wird angenommen, wenn die Wallonische Region bereits eine genügende Sicherheit für den geschuldeten Restbetrag hat oder wenn sie ihr gegeben wird.»

Art. 84 - In dasselbe Dekret wird ein Kapitel VIIIbis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

*«KAPITEL VIIIbis — Verantwortung und Verpflichtungen von bestimmten Ministerialbeamten,
öffentlichen Beamten, anderen Personen und Kreditanstalten und -einrichtungen*

Art. 62bis - § 1 - Die Notare, die darum gebeten werden, eine Urkunde zu erstellen, die zum Gegenstand die Veräußerung oder die Hypothekenbelastung einer Immobilie, eines Schiffes oder eines Bootes hat, sind persönlich für die Zahlung der Abgaben, administrativen Geldbußen, Verzugszinsen und Kosten verantwortlich, die Anlass zu der in Artikel 58 erwähnten hypothekarischen Eintragung in Bezug auf diese Güter geben können, wenn sie den Einnehmer nicht unter den weiter unten vorgesehenen Bedingungen benachrichtigen.

Die Benachrichtigung muss in doppelter Ausfertigung erstellt und per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief zugeschickt werden. Wenn die berücksichtigte Urkunde nicht innerhalb von drei Monaten ab dem Versand der Benachrichtigung erstellt worden ist, wird diese als ungültig betrachtet.

§ 2 - Wenn das Interesse der Wallonischen Region es erforderlich macht, teilt der Einnehmer dem Notar vor dem Ablauf des zwölften Werktags nach dem Versanddatum der in § 1 vorgesehenen Benachrichtigung per Einschreibebrief den Betrag der Abgaben, administrativen Geldbußen, Verzugszinsen und Kosten mit, die Anlass zur in Artikel 58 erwähnten, gesetzlichen hypothekarischen Eintragung für die Güter, die Gegenstand der Urkunde sind, sein können.

§ 3 - Wenn die in § 1 erwähnte Urkunde erstellt worden ist, bewirkt die in § 2 erwähnte Mitteilung eine Drittpfändung beim Notar auf die Beträge und Wertpapiere, die er gemäß der Urkunde für Rechnung oder zugunsten des Abgabepflichtigen in seinem Besitz hat. Diese Mitteilung gilt als Einspruch gegen den Preis im Sinne des Artikels 1642 des Gerichtsgesetzbuches in den Fällen, in denen der Notar diese Beträge und Wertpapiere gemäß den Artikeln 1639 bis 1654 des Gerichtsgesetzbuches verteilen muss.

Unbeschadet der Rechte Dritter muss der Notar, wenn die in § 1 erwähnte Urkunde erstellt worden ist, unter Vorbehalt der Anwendung der Artikel 1639 bis 1654 des Gerichtsgesetzbuches, spätestens am achten Werktag nach der Erstellung der Urkunde die Beträge und Wertpapiere, die er gemäß der Urkunde für Rechnung oder zugunsten des Abgabepflichtigen in seinem Besitz hat, dem Einnehmer überweisen, dies in Höhe des Betrags der Abgaben, administrativen Geldbußen, Verzugszinsen und Kosten, die ihm in Durchführung von § 2 mitgeteilt worden sind und insofern diese Abgaben, administrativen Geldbußen, Verzugszinsen und Kosten eine erwiesene und feststehende Schuld zum Zeitpunkt der Überweisung darstellen.

Wenn die so zur Sicherheit gepfändeten Beträge und Wertpapiere kleiner als die Gesamtheit der den eingetragenen Gläubigern und den beitreibenden Gläubigern, einschließlich des Einnehmers, geschuldeten Beträge sind, muss außerdem der Notar unter Gefahr davon, dass er persönlich für den Überschuss verantwortlich sein kann, dies diesem Einnehmer per spätestens am ersten Werktag nach der Erstellung der Urkunde bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief mitteilen.

Unbeschadet der Rechte Dritter kann die Übertragung oder die Eintragung der Urkunde nicht der Wallonischen Region entgegeng gehalten werden, wenn die Eintragung der gesetzlichen Hypothek innerhalb von acht Werktagen nach der Aufgabe bei der Post der im vorigen Absatz vorgesehenen Mitteilung stattfindet.

Alle nicht eingetragenen Schuldforderungen, für die eine Pfändung oder eine Zahlungssperre erst nach dem Ablauf der in Absatz 3 vorgesehenen Frist vorgenommen wird, haben keine Wirkung gegenüber den Schuldforderungen in Sachen Abgaben, administrative Geldbußen, Verzugszinsen und Kosten, die in Durchführung von § 2 gemeldet werden.

§ 4 - Die nach der in § 3 Absatz 4 vorgesehenen Frist oder als Sicherheit für Abgaben, die nicht gemäß § 2 gemeldet worden sind, getätigten Eintragungen können weder dem Hypothekengläubiger noch dem Erwerber, der deren Aufhebung beantragen können wird, entgegeng gehalten werden.

§ 5 - Die vom Notar aufgrund von § 1 und § 3 hingegenommene Verantwortung kann nicht, je nach dem Fall, den Wert des veräußerten Gutes oder den Betrag der hypothekarischen Eintragung nach Abzug der zur Sicherheit gepfändeten, bei ihm befindlichen Beträge und Wertpapiere überschreiten.

§ 6 - Die Wallonische Regierung bestimmt die Bedingungen und Modalitäten zur Durchführung des vorliegenden Artikels.

Die in den §§ 1 und 3 erwähnten Benachrichtigungen und Informationen müssen gemäß den durch die Wallonische Regierung festgesetzten Mustern erstellt werden.

Art. 62ter - Artikel 62bis ist auf jede Person anwendbar, die in Belgien dazu befugt ist, die in § 1 dieser Bestimmung erwähnten Urkunden zu authentifizieren.

Art. 62quater - Vorbehaltlich des Einverständnisses des Abgabepflichtigen dürfen die Banken, die dem Gesetz vom 22. März 1993 über den Status und die Kontrolle der Kreditinstitute unterliegen, die Betriebe, die dem Königlichen Erlass Nr. 225 vom 7. Januar 1936 zur Regelung der Hypothekendarlehen und zur Einführung der Kontrolle der Unternehmen für Hypothekendarlehen unterliegen, sowie die Hypothekarbetriebe, die dem Gesetz vom 4. August 1992 über den Hypothekarkredit unterliegen, die in Artikel 62bis, § 1 erwähnte Benachrichtigung schicken und sind befugt, die in Artikel 62bis, § 2 erwähnte Notifizierung zu erhalten.

Die Übergabe an den Notar einer Bescheinigung in Bezug auf die Zusendung der Benachrichtigung durch eine dieser Einrichtungen und die weitere Bearbeitung durch den Einnehmer ersetzen die Verantwortung des Notars durch die Verantwortung dieser Einrichtungen.

Art. 62quinquies - § 1 - Die im Ausland erstellte Urkunde, die die Veräußerung oder die hypothekarische Zweckbestimmung einer Immobilie, eines Schiffes oder eines Bootes zum Gegenstand hat, die Anlass zu der in Artikel 58 erwähnten hypothekarischen Eintragung geben kann, macht die Zusendung durch den Inhaber eines dinglichen Rechtes auf diese Immobilie einer Benachrichtigung in doppelter Ausführung an den Einnehmer erforderlich; diese wird per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief geschickt. In dieser Benachrichtigung wird die Identität der Erwerber angegeben.

§ 2 - Wenn das Interesse der Wallonischen Region es erforderlich macht:

— teilt der Einnehmer dem Abgabepflichtigen vor dem Ablauf des zwölften Werktages nach dem Versanddatum der in § 1 vorgesehenen Benachrichtigung per Einschreibebrief den Betrag der Abgaben, administrativen Geldbußen, Verzugszinsen und Kosten mit, die Anlass zur in Artikel 58 erwähnten, gesetzlichen hypothekarischen Eintragung geben können für die Güter, die Gegenstand der Urkunde sind;

— teilt der Einnehmer den Erwerbern den Betrag der Abgaben, administrativen Geldbußen, Verzugszinsen und Kosten mit, die Anlass zur in Artikel 58 erwähnten, gesetzlichen hypothekarischen Eintragung geben können, für die Güter, die Gegenstand der Urkunde sind; diese Mitteilung bewirkt eine Sicherheitspfändung bei den Erwerbern auf die Summen und Wertpapiere, die sie gemäß der Urkunde für Rechnung oder zugunsten des Abgabepflichtigen in ihrem Besitz haben.

§ 3 - Unbeschadet der Rechte Dritter kann die Übertragung oder die Eintragung der in § 1 erwähnten Urkunde nicht der Wallonischen Region entgegeng gehalten werden, wenn die Eintragung der gesetzlichen Hypothek innerhalb von acht Werktagen nach der Aufgabe bei der Post der in § 2 erwähnten Mitteilung stattfindet.

Alle nicht eingetragenen Schuldforderungen, für die eine Pfändung oder eine Zahlungssperre erst nach dem Tag der Erstellung der Urkunde vorgenommen wird, haben keine Wirkung gegenüber den Schuldforderungen in Sachen Abgaben, administrative Geldbußen, Verzugszinsen und Kosten, die in Durchführung von § 2 gemeldet werden.

§ 4 - Die nach der in § 3 Absatz 1 vorgesehenen Frist oder als Sicherheit für Abgaben, die nicht gemäß § 2 gemeldet worden sind, getätigten Eintragungen können weder dem Hypothekengläubiger noch dem Erwerber, der deren Aufhebung beantragen können wird, entgegeng gehalten werden.

§ 5 - Die Wallonische Regierung bestimmt die Bedingungen und Modalitäten zur Durchführung des vorliegenden Artikels.

Die in § 1 erwähnte Benachrichtigung muss gemäß dem durch die Wallonische Regierung festgesetzten Muster erstellt werden.

Art. 62sexies - § 1 - Die öffentlichen Beamten oder Ministerialbeamten, die damit beauftragt sind, bewegliche Güter öffentlich zu verkaufen, deren Wert mindestens 250 EUR erreicht, sind persönlich für die Zahlung der durch den Eigentümer zum Zeitpunkt des Verkaufs geschuldeten Abgaben, administrativen Geldbußen, Verzugszinsen und Kosten verantwortlich, wenn sie den Einnehmer nicht mindestens acht Werktage im Voraus darüber benachrichtigen.

Die Benachrichtigung muss in zwei Ausfertigungen erstellt und per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief zugeschickt werden.

§ 2 - Wenn das Interesse der Wallonischen Region es erforderlich macht, teilt der Einnehmer dem öffentlichen Beamten oder dem Ministerialbeamten spätestens am Tag vor dem Verkauf per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief den Betrag der Abgaben, administrativen Geldbußen, Verzugszinsen und Kosten mit, die durch den Eigentümer am Tag der Benachrichtigung geschuldet sind.

§ 3 - Wenn der Verkauf stattgefunden hat, bewirkt die in § 2 erwähnte Mitteilung eine Sicherheitspfändung bei den in § 1 erwähnten öffentlichen Beamten oder den Ministerialbeamten. Diese Mitteilung gilt als Einspruch gegen den Preis im Sinne des Artikels 1515 des Gerichtsgesetzbuches in den Fällen, in denen der öffentliche Beamte oder der Ministerialbeamte diese Beträge und Wertpapiere gemäß den Artikeln 1627 bis 1638 des Gerichtsgesetzbuches verteilen muss.

Unbeschadet der Rechte von Dritten muss der öffentliche Beamte oder der Ministerialbeamte, wenn der öffentliche Verkauf stattgefunden hat, unter Vorbehalt der Anwendung der Artikel 1627 bis 1638 des Gerichtsgesetzbuches spätestens am achten Werktag nach dem öffentlichen Verkauf die Beträge und Wertpapiere, die er anlässlich des Verkaufs für Rechnung oder zugunsten des Abgabepflichtigen in seinem Besitz hat, dem Einnehmer überweisen, dies bis in Höhe des Betrags der Abgaben, administrativen Geldbußen, Verzugszinsen und Kosten, die ihm in Durchführung von § 2 mitgeteilt worden sind und insofern diese Abgaben, administrativen Geldbußen, Verzugszinsen und Kosten eine erwiesene und feststehende Schuld zum Zeitpunkt der Überweisung darstellen.

§ 4 - Die von den in § 1 genannten öffentlichen Beamten oder Ministerialbeamten aufgrund von § 1 hingenommene Verantwortung kann nicht, je nach dem Fall, den Wert der öffentlich verkauften Güter nach Abzug der zur Sicherheit gepfändeten, bei ihnen befindlichen Beträge und Wertpapiere überschreiten.

§ 5 - Die Wallonische Regierung bestimmt die Bedingungen und Modalitäten zur Durchführung des vorliegenden Artikels.

Die in § 1 erwähnte Mitteilung muss gemäß dem durch die Wallonische Regierung festgesetzten Muster erstellt werden.»

Art. 85 - In Artikel 63 desselben Dekrets werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Punkt 2° wird durch folgenden Absatz ergänzt:

«im Falle einer 2. Zuwiderhandlung gegen Artikel 11*bis*, § 1 und § 2 im Laufe eines Kalenderjahres, die bei der Kontrolle der Erhebung der Steuer auf Spiele und Wetten oder der Spielautomatensteuer begangen wird, wird die Geldbuße jedoch auf 2.500 Euro für diese 2. Zuwiderhandlung und für die nächsten, bis zum Ablauf des auf das Jahr der Feststellung dieser 2. Zuwiderhandlung folgenden Jahres begangenen Zuwiderhandlungen erhöht.»

2° es werden ein Punkt 3° und ein Punkt 4° mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«3° unbeschadet von Punkt 2° werden, was die im Gesetzbuch über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern vorgesehene Steuer auf Spiele und Wetten betrifft, die Zuwiderhandlungen gegen die im vorliegenden Dekret oder im Gesetzbuch über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern erwähnten Regeln mit den administrativen Strafen geahndet, die in den Artikeln 68 und 68*bis* des besagten Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern vorgesehen sind;

4° unbeschadet von Punkt 2° werden, was die im Gesetzbuch über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern vorgesehene Spielautomatensteuer betrifft, die Zuwiderhandlungen gegen die im vorliegenden Dekret oder im Gesetzbuch über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern erwähnten Regeln mit den administrativen Strafen geahndet, die in den Artikeln 89 und 89*bis* des besagten Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern vorgesehen sind.»

KAPITEL III — Änderungen im Gesetz vom 13. Juli 1987 über die Rundfunk- und Fernsehgebühren

Art. 86 - Artikel 24 § 1 des Gesetzes vom 13. Juli 1987 über die Rundfunk- und Fernsehgebühren wird mit dem folgenden Absatz ergänzt:

"Diese Zinsen werden als feststehende und erwiesene Schuld betrachtet, sobald sie fällig sind."

Art. 87 - Artikel 26 § 3 desselben Gesetzes wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«§ 3 - Die Gebühren, die Gegenstand einer Eintragung in die Heberolle sind, sind sofort gänzlich zahlbar und werden als feststehende und erwiesene Schuld in ihrer Gesamtheit betrachtet.»

Art. 88 - In Artikel 28 desselben Gesetzes werden folgenden Änderungen vorgenommen:

2° in § 1:

— in Absatz 1 wird der Wortlaut "Der Gebührenpflichtige" durch den Wortlaut "Der Gebührenpflichtige sowie die Person, für deren Güter die Abgabe gemäß Artikel 35*ter* des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben beigetrieben wird," ersetzt;

— in Absatz 2 wird der Wortlaut "dem Gebührenpflichtigen" durch den Wortlaut "dem Beschwerdeführer" ersetzt;

— in Absatz 4 wird der Wortlaut "Was aber die Gebührenpflichtigen betrifft" durch den Wortlaut "Was aber die Beschwerdeführer betrifft" ersetzt;

2° in § 2:

— in Absatz 1 wird der Wortlaut "durch den Gebührenpflichtigen" durch den Wortlaut "durch den Gebührenpflichtigen sowie durch die Person, für deren Güter die Abgabe gemäß Artikel 35*ter* des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben beigetrieben wird," ersetzt;

— in Absatz 2 wird der Wortlaut "dem Gebührenpflichtigen" durch den Wortlaut "dem Beschwerdeführer" ersetzt;

3° in § 3:

— in Absatz 1 wird der Wortlaut "der Gebührenpflichtige" durch den Wortlaut "der Gebührenpflichtige sowie die Person, für deren Güter die Abgabe gemäß Artikel 35*ter* des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben beigetrieben wird," ersetzt;

— in Absatz 5 wird der Wortlaut "an den Gebührenpflichtigen" durch den Wortlaut "an den Beschwerdeführer" ersetzt;

4° § 5 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«§ 5. In Abweichung von Artikel 26 § 3 wird im Falle einer Beschwerde, eines Antrags auf Erlass, eines Antrags auf Nachlass oder eines gerichtlichen Einspruchs die eventuell in Anwendung des Artikels 18 erhöhte Gebühr als eine feststehende und erwiesene Schuld, die mittels aller Vollstreckungswege eingezogen werden kann, nur betrachtet, insofern sie entweder den Elementen, die in den in Artikel 9 § 1 Absatz 1 und § 2 Absatz 1 spontanen Erklärungen erwähnt worden sind, oder den Elementen, die im in Artikel 9 § 3 Absatz 2 erwähnten Einschreibebrief erwähnt worden sind, oder, für die bereits eingeschriebenen Halter, der Gebühr gleicher Art, die zu Lasten des Gebührenpflichtigen für den vorherigen Besteuerungszeitraum festgesetzt worden ist, entspricht.

Für die angefochtene Gebühr, die die in Absatz 1 erwähnten Grenzen überschreitet, können jedoch Sicherungspfändungen oder jegliche sonstige Maßnahmen, um ihre spätere Beitreibung zu sichern, vorgenommen werden.

Nach Beitreibung der Steuer in dem in Absatz 1 erwähnten Maße behält die Zwangsvollstreckung ihre Wirkung gegenüber dem Restbetrag der Gebühr.

Für die Anwendung des vorliegenden Paragraphen gilt die aufschiebende Wirkung des gerichtlichen Einspruchs für die erste Instanz, die Berufungsinstantz und die Kassationsinstanz.“

Art. 89 - In Artikel 31 § 1 desselben Gesetzes wird der Wortlaut "in den Artikeln 11, 12, 21, 35 bis einschließlich 52bis, 55 und 57 bis einschließlich 62" durch den Wortlaut "in den Artikeln 11, § 1, 12, 21, 35 bis einschließlich 52bis, 55 und 57 bis einschließlich 62sexies" ersetzt.

*KAPITEL IV — Änderungen im Königlichen Erlass vom 3. April 1953
zur Koordinierung der Gesetzesbestimmungen über den Ausschank gegorener Getränke*

Art. 90 - In Artikel 11 Absatz 2 der am 3. April 1953 koordinierten Gesetzesbestimmungen über den Ausschank gegorener Getränke wird der Wortlaut "le contrôleur des accises du ressort" durch den Wortlaut "le fonctionnaire désigné par le Gouvernement wallon" ersetzt.

Art. 91 - In Artikel 16 § 3 derselben Gesetzesbestimmungen wird der Wortlaut "le contrôleur des accises" durch den Wortlaut "le fonctionnaire désigné par le Gouvernement wallon" ersetzt.

Art. 92 - In Artikel 20 derselben Gesetzesbestimmungen werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° In § 3, 2° wird der Wortlaut "le contrôleur des accises" durch den Wortlaut "le fonctionnaire désigné par le Gouvernement wallon" ersetzt.

2° In § 4 wird der Wortlaut "le directeur général des douanes et accises" durch den Wortlaut "le fonctionnaire désigné par le Gouvernement wallon" ersetzt.

Art. 93 - Die Artikel 23 bis 25ter derselben Gesetzesbestimmungen werden außer Kraft gesetzt.

Art. 94 - In Artikel 26, § 4 derselben Gesetzesbestimmungen wird der Wortlaut "le contrôleur des accises" durch den Wortlaut "le fonctionnaire désigné par le Gouvernement wallon" ersetzt.

Art. 95 - In Artikel 27, § 4 derselben Gesetzesbestimmungen werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° der Wortlaut "et 23 à 25" wird gestrichen;

2° der Punkt 4° wird gestrichen.

Art. 96 - Artikel 29 derselben Gesetzesbestimmungen wird außer Kraft gesetzt.

Art. 97 - Artikel 32 derselben Gesetzesbestimmungen wird außer Kraft gesetzt.

Art. 98 - Artikel 33 derselben Gesetzesbestimmungen wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 33 - Jede Beschwerde bezüglich der durch die vorliegenden koordinierten Gesetze betroffenen Abgaben ist gemäß den Artikeln 25 und 26 des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben an den durch die Wallonischen Regierung bezeichneten beauftragten Beamten schriftlich zu richten.

Wenn sie die Höhe des Mietwerts betrifft, muss der Abgabepflichtige den Mietwert angeben, für den er betrachtet, dass er als Grundlage für die Erhebung der Abgabe dienen sollte.

Die Entscheidung des durch die Regierung bezeichneten beauftragten Beamten, die ggf. die Lage des Abgabepflichtigen erschweren könnte, wird ihm per bei der Post aufgegebenen Einschreiben zugeschickt.»

Art. 99 - In Artikel 34 derselben Gesetzesbestimmungen werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° § 1 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«§ 1 - Ein Sachverständigenkollegium wird herangezogen, um im Falle eines Streitfalls über die Höhe des Mietwerts der Gebäude oder Teile von Gebäuden, die zum Betrieb eines Getränkeausschanks bestimmt sind, Stellung zu nehmen. Dieses Kollegium setzt sich zusammen aus zwei Sachverständigen, von denen einer von dem Abgabepflichtigen und der Andere von dem durch die Wallonische Regierung bezeichneten beauftragten Beamten bezeichnet wird.»;

2° in § 2:

— in Absatz 1 wird der Wortlaut "la décision du directeur" durch den Wortlaut "la décision du fonctionnaire visé à l'article 33" ersetzt;

— in Absatz 1 wird der Wortlaut "le contrôleur compétent" durch den Wortlaut "le fonctionnaire désigné par le Gouvernement wallon" ersetzt.

— in Absatz 3 wird der Wortlaut "le contrôleur des accises" durch den Wortlaut "le fonctionnaire désigné par le Gouvernement wallon" ersetzt.

3° in § 5:

— in Absatz 1 wird der Wortlaut "dont le Roi fixe le montant" durch den Wortlaut "dont le Gouvernement wallon fixe le montant" ersetzt.

— in Absatz 2 1° wird der Wortlaut "le contrôleur des accises" durch den Wortlaut "le fonctionnaire désigné par le Gouvernement wallon" ersetzt.

— in Absatz 2 2° wird der Wortlaut "du Trésor" durch den Wortlaut "du Trésor régional" ersetzt;

— in Absatz 2 3° wird der Wortlaut "par le contrôleur" durch den Wortlaut "par le fonctionnaire désigné par le Gouvernement wallon" ersetzt.

4° es wird ein § 7 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«§ 7. Falls der Beschwerdeführer die in § 6 erwähnte Entscheidung der Sachverständigen oder der Drittperson, die als Schlichter eintritt, nicht annimmt, kann der Beschwerdeführer einen gerichtlichen Einspruch gegen diese Entscheidung vor dem Zivilgericht einreichen.

Er wird durch eine gegen die Region in der Person des Minister-Präsidenten gerichtete kontradiktorische Klageschrift oder Vorladung eingereicht.

Die Artikel 1385*decies* und 1385*undecies* des Gerichtsgesetzbuches finden auf diesen gerichtlichen Einspruch Anwendung.»

Art. 100 - Die Artikel 35 bis 41 derselben Gesetzesbestimmungen werden außer Kraft gesetzt.

Art. 101 - Artikel 42 derselben Gesetzesbestimmungen wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 42 - Das Dekret vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben findet Anwendung auf die durch den vorliegenden Königlichen Erlass vorgesehenen Abgaben, mit Ausnahme von Artikel 28 dieses Dekrets.»

Art. 102 - Die Artikel 43 bis 47*bis* und 49 derselben Gesetzesbestimmungen werden außer Kraft gesetzt.

KAPITEL V — *Inkrafttreten*

Art. 103 - Das vorliegende Dekret tritt am 1. Januar 2010 in Kraft.

«Allerdings:

— wird betrachtet, dass die durch Steuerpflichtige für die Steuer über Spiele und Wetten abgegebenen Erklärungen, über die noch nicht befunden worden ist, und die in Ausführung von dem bis zum 31. Dezember 2009 geltenden Artikel 53 des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern vor dem 1. Januar 2010 ordnungsgemäß erteilten Genehmigungen dem durch Artikel 5 des vorliegenden Dekrets abgeänderten Artikel 53 des besagten Gesetzbuches genügen, und nach dem 1. Januar 2010 weiterhin wirksam sind;

— wird betrachtet, dass die in Ausführung von dem bis zum 31. Dezember 2009 geltenden Artikel 35*bis* des Königlichen Erlasses vom 8. Juli 1970 zur allgemeinen Regelung der den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern vor dem 1. Januar 2010 geleisteten Anzahlungen dem durch Artikel 13 des vorliegenden Dekrets abgeänderten Artikel 61 des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern genügen, und nach dem 1. Januar 2010 weiterhin wirksam sind;

— wird betrachtet, dass die in Ausführung von dem bis zum 31. Dezember 2009 geltenden Artikel 7*quinqües* des Ministerialerlasses vom 17. Juli 1970 zur Ausführung des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern vor dem 1. Januar 2010 geleisteten Anzahlungen dem durch Artikel 13 des vorliegenden Dekrets abgeänderten Artikel 62 des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern genügen, und nach dem 1. Januar 2010 weiterhin wirksam sind;

— wird betrachtet, dass die in Ausführung der bis zum 31. Dezember 2009 geltenden Artikel 51 und 52 des Königlichen Erlasses vom 8. Juli 1970 zur allgemeinen Regelung der den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern und der bis zum 31. Dezember 2009 geltenden Artikel 3 bis 5 des Ministerialerlasses vom 17. Juli 1970 zur Ausführung des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern vor dem 1. Januar 2010 durch den Steuerpflichtigen für die Steuer über Spiele und Wetten hinterlegten Sicherheiten und dinglichen Sicherheiten den durch Artikel 14 des vorliegenden Dekrets eingefügten Artikeln 63 bis 63*quinqües* des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern genügen, und nach dem 1. Januar 2010 weiterhin wirksam sind;

— wird betrachtet, dass die in Ausführung von dem bis zum 31. Dezember 2009 geltenden Artikel 81 des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern vor dem 1. Januar 2010 abgegebenen Erklärungen in Sachen Spielautomatensteuern dem durch Artikel 27 des vorliegenden Dekrets abgeänderten Artikel 81 des besagten Gesetzbuches genügen, und nach dem 1. Januar 2010 weiterhin wirksam sind;

— wird betrachtet, dass die in Ausführung von dem bis zum 31. Dezember 2009 geltenden Artikel 83 des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern vor dem 1. Januar 2010 gezahlten Spielautomatensteuern für das Veranlagungsjahr 2010 dem durch Artikel 29 des vorliegenden Dekrets abgeänderten Artikel 83 des besagten Gesetzbuches genügen, und nach dem 1. Januar 2010 weiterhin wirksam sind;

— wird betrachtet, dass die in Ausführung von dem bis zum 31. Dezember 2009 geltenden Artikel 84 des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern vor dem 1. Januar 2010 durch die Steuerpflichtigen für die Spielautomatensteuern übergebenen Kontrollscheine und die ordnungsgemäß ausgehändigten Steuerkennzeichen für das Veranlagungsjahr 2010 dem durch Artikel 30 des vorliegenden Dekrets abgeänderten Artikel 84 des besagten Gesetzbuches genügen, und nach dem 1. Januar 2010 weiterhin wirksam sind;

— findet Artikel 31 lediglich Anwendung auf die ab dem 1. Januar 2010 wirksamen Abtretungen von Geräten;

— finden die Artikel 2, 3, 4, 25 und 28 des vorliegenden Dekrets lediglich Anwendung auf die Steuern über Spiele und Wetten und auf die Spielautomatensteuern, Zinsen und Steuerstrafen in Verbindung mit diesen beiden Steuern für die Veranlagungsperioden 2010 und ff.;

— was die auf Artikel 170 § 2 der Verfassung beruhenden und durch das Dekret vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben erwähnten wallonischen regionalen Abgaben betrifft, finden die Artikel 62, 66, 67, 69, 73, 74, 75 und 88, 1°, 2° und 3° des vorliegenden Dekrets lediglich Anwendung auf diese wallonischen regionalen Abgaben, Zinsen und Steuerstrafen in Verbindung mit diesen Abgaben für die Veranlagungsperioden 2010 und ff.:

— tritt Artikel 84 des vorliegenden Dekrets an dem von der Wallonischen Regierung festgelegten Datum in Kraft.

Die in den durch die Artikel 5 bis 16, 26, 30 und 34 des vorliegenden Dekrets abgeänderten Artikeln 53 bis 67, 79, 84 und 88 des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern erwähnten Dokumentenmuster, die durch die zuständigen Behörden gemäß den bis zum 31. Dezember 2009 geltenden Artikeln 53 bis 67, 79, 84 und 88 des besagten Gesetzbuches vor dem 1. Januar 2010 festgelegt worden sind, sind ab dem 1. Januar 2010 weiterhin anwendbar und wirksam, solange die zuständige Behörde sie ab dem 1. Januar 2010 nicht abgeändert, ersetzt oder außer Kraft gesetzt hat.

Die in Artikel 79 des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern, abgeändert durch Artikel 26 des vorliegenden Dekrets, so wie er am 31. Dezember 2009 in Kraft war, vorgesehenen Klassifizierung der Spielautomaten und die Erklärungen der Automaten sind ab dem 1. Januar 2010 weiterhin anwendbar und wirksam, solange die zuständige Behörde sie ab dem 1. Januar 2010 nicht abgeändert, ersetzt oder außer Kraft gesetzt hat.

Die am 31. Dezember 2009 anhängigen Verfahren in Sachen Schankkonzessionssteuer vor den Zivil- oder Strafgerichten werden nach den an diesem Datum geltenden Regeln fortgeführt und abgeschlossen.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.
Namur, den 10. Dezember 2009

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen

A. ANTOINE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien

J.-C. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden und Städte

P. FURLAN

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit

Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten,
Natur, Forstwesen und Erbe

B. LUTGEN

—————
Fußnote

(1) *Sitzung 2009-2010*

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 117 (2009-2010), Nrn 1 bis 3

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung 10. Dezember 2009

Diskussion - Abstimmung.

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 4145

[2009/205883]

10 DECEMBER 2009. — **Decreet houdende wijziging van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, het koninklijk besluit van 3 april 1953 tot samenordering van de wetsbepalingen inzake de slijterijen van gegiste dranken, de wet van 13 juli 1987 betreffende het kijk- en luistergeld en het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen** (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen in het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen*

Artikel 1. In Titel I van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen wordt een artikel *2ter* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *2ter*. De artikelen 2 en *2bis* zijn niet van toepassing op de volgende belastingen die met de inkomstenbelastingen gelijkgesteld zijn :

1° de belasting op spelen en weddenschappen;

2° de belasting op automatische ontspanningstoestellen.

Het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen is van toepassing op die belastingen. »

Art. 2. A. Het opschrift van Hoofdstuk I van Titel III van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« HOOFDSTUK I. — *Belastbare spelen en weddenschappen* »

B. Artikel 43 van hetzelfde Wetboek wordt gewijzigd als volgt :

1° de woorden "11 pct." worden opgeheven;

1° de woorden "ten bate van de Staat" worden opgeheven;

3° de woorden "of inleggeld" worden ingevoegd tussen de woorden "het brutobedrag van de sommen" en de woorden "ingezet bij spelen en weddenschappen. »

Art. 3. De artikelen 44 en 45 van hetzelfde Wetboek worden opgeheven.

Art. 4. In Titel III van hetzelfde Wetboek wordt er een Hoofdstuk *Ibis* ingevoegd, luidend als volgt :

« HOOFDSTUK *Ibis*. — *Grondslagen en aanslagvoet*

Art. 44. Een belasting van 11 % wordt geheven op het brutobedrag van de sommen of inleggeld in ingezet bij spelen en weddenschappen.

Voor de toepassing van deze Titel dient te worden verstaan onder brutobedrag van de ingezette sommen of inleggeld : het bedrag van de sommen of inleggeld zonder aftrek van kosten van welke aard ook. Met die sommen of inleggeld worden gelijkgesteld, de rechten of retributies die voor de inschrijving voor of voor de deelname aan een spel of weddenschap betaald moeten worden.

Art. 45. § 1. In afwijking van artikel 44 wordt de belasting op de in het Waalse Gewest aangegane weddenschappen op paardenrennen, die zowel in België als in het buitenland plaatsvinden, vastgesteld op 32 % van de werkelijke brutomarge die ter gelegenheid van de weddenschap wordt bereikt.

§ 2. Voor de toepassing van deze Titel dient te worden verstaan onder werkelijke brutomarge, het brutobedrag van de sommen of inleggelden ingezet bij spelen en weddenschappen, verminderd met de winsten die voor die spelen en weddenschappen werkelijk verdeeld zijn.

Art. 46. § 1. In afwijking van artikel 44 wordt de belasting voor de in de casino's uitgebate tafelspelen vastgesteld als volgt :

1° op 4,80 % van de winsten der bankiers bij het baccarospel "chemin de fer" en op 2,75 % van de winsten der inzetters bij het roulettespel zonder nul;

2° tegen de koers van 33 % op het deel van het geheel van de bruto-opbrengst van andere casinospelen dan "baccarat chemin de fer" en "roulette zonder nul" dat, voor het kalenderjaar, niet meer dan 1.360.000 euro bedraagt, en tegen de koers van 44 % op het overschot.

§ 2. Voor de toepassing van deze Titel dient te worden verstaan onder :

1° winsten der bankiers of der inzetters : de winsten die dagelijks worden vastgesteld op grond van de door de casino-uitbaters verrichte opnemingen;

2° bruto-opbrengst van de spelen : het verschil dat dagelijks per tafel wordt vastgesteld tussen het bedrag van de aan het einde van de partijen vastgestelde kasgelden en het gecumuleerde bedrag van de aanvankelijke en bijkomende voorschotten, verminderd met de door de bank tijdens de partij opgenomen bedragen. Het eventueel vastgestelde verlies betreffende een bepaalde dag wordt afgetrokken van de bruto-opbrengst van de volgende dagen.

§ 3. In afwijking van § 1 wordt de belasting, voor wat betreft de automatische kansspeloestellen die zich in de kansspelinrichtingen klasse I bevinden in de zin van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers, vastgesteld op een percentage per schijf van de bruto-opbrengst van die spelen, en volgens de volgende schaal berekend :

(In euro)	
Brutowinstschijf	Toepasbaar percentage
van 0,01 tot 1.200.000	20
van 1.200.000,01 tot 2.450.000	25
van 2.450.000,01 tot 3.700.000	30
van 3.700.000,01 tot 6.150.000	35
van 6.150.000,01 tot 8.650.000	40
van 8.650.000,01 tot 12.350.000	45
12.350.000,01 en meer	50

Met het oog op de bepaling van en de controle op de bruto-opbrengst van de spelen tweeweggebracht door de uitbating van de automatische kansspeloestellen kan de gewestelijke Minister bevoegd voor Financiën overeenkomsten sluiten met de uitbaters van de zogenaamde spelen, om de elektronische mededeling van de gegevens gebonden aan de uitbating ervan te verzekeren.

§ 4. Voor wat betreft de pokerspelen dient de volgende onderscheiding te worden gemaakt :

1° wanneer het casino aan het spel deelneemt, stemt de belastbare basis overeen met de bruto-opbrengst van de spelen die overeenkomstig § 2, 2°, wordt bepaald;

2° wanneer het casino aan het spel niet deelneemt, stemt de belastbare basis overeen met het verschil tussen de som van de financiële inzetten in de loop van de dag en de door de spelers geïnde winsten. De tafel- of deelnamerechten worden met de financiële inzetten gelijkgesteld.

De belastbare basis wordt aan de in § 1, 2°, bedoelde koers van de belasting onderworpen.

Voor wat betreft de pokerspelen uitgebaat buiten de hierbovenvermelde gevallen, is artikel 44 toepasbaar.

Art. 47. § 1. Het bedrag van de sommen ingezet voor de spelen die een of andere analogie vertonen met de casinospelen, namelijk in de spelen "Roulette Saturne" en "Roulette Opta", wordt bepaald op grond van de volgende elementen :

1° het bedrag van de inzetten vastgesteld door de uitbater van de spelen;

2° het bedrag van de inzetten vastgesteld tijdens de controles uitgeoefend door de personeelsleden van de FOD Financiën of door de door de Waalse Regering aangewezen ambtenaren;

3° de werkelijke duur van het verloop van de spelen;

4° de duur van de in 2° bedoelde controles.

§ 2. Voor de in § 1 bedoelde spelen mag het bedrag van de ingezette sommen, dat voor een periode van twee weken onderworpen moet worden aan de belasting op de spelen en weddenschappen, niet lager zijn dan het bedrag dat verhoudingsgewijs gelijkwaardig is aan dat van de inzetten vastgesteld tijdens deze twee weken uitgeoefende controles, rekening houdend met de werkelijke duur van het verloop van de spelen en met de duur van de zogenaamde controles, tenzij de belastingplichtige in staat is op grond van bewijsstukken te bewijzen dat het bedrag van de ingezette sommen dat voor twee weken aan de belasting onderworpen moet worden, lager is dan het voornoemde minimumaantal. »

Art. 5. Artikel 53 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 53. De belastingplichtigen moeten, alvorens hun verrichtingen te beginnen, uiterlijk twee dagen vóór het verloop van die verrichtingen een aangifte indienen bij de door de Waalse Regering aangewezen ambtenaar.

De ambtenaar gaat over tot de geldigverklaring van die voorafgaande aangifte, geeft de vergunning af en bepaalt de duur waarvoor deze geldig is. In voorkomend geval kan hij van de belastingplichtige verlangen dat hij overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 63 tot 63quinquies een garantie waarvan hij het bedrag bepaalt, stelt.

Treden de belastingplichtigen bestendig op, dan mag die vergunning geldig worden gemaakt tot aan de herroeping ervan.

De Waalse Regering bepaalt de modaliteiten en vormen waaraan de aangifte en de vergunning die de organisatie van de spelen en weddenschappen voorafgaat, moeten voldoen. »

Art. 6. Artikel 54 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 54. Er moeten tickets, kaarten of biljetten door de belastingplichtige afgeleverd worden voor de inleggelden, de inzetten, retributies of andere belastingen.

De tickets, kaarten of biljetten moeten de in artikel 46 bedoelde winsten en elke andere aanduiding die de Waalse Regering voor de controle op en de juiste inning van de belasting nodig acht, aanduiden. »

Art. 7. Artikel 55 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 55. Elke dag schrijft de belastingplichtige in een register het bedrag der ontvangsten en de nummers van de laatste afgeleverde tickets, kaarten of biljetten in. »

Art. 8. Artikel 56 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 56. De modellen van de biljetten, tickets, kaarten en register bedoeld in dit hoofdstuk worden door de Waalse Regering vastgesteld.

Ze kan elke andere maatregel nemen om de controle op en de juiste inning van de belasting via een elektronische procedure mogelijk te maken. »

Art. 9. Artikel 57 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 57. § 1. De §§ 1 tot 8 van dit artikel zijn van toepassing in het geval van de sommen ingezet in de spelen die een of andere analogie vertonen met de casinospelen en die bedoeld zijn in artikel 47.

§ 2. Voor elke tafel houdt de uitbater van de spelen of de aan de tafel toegewezen croupier, die onder de aansprakelijkheid van de exploitant handelt, een lijst van de inzetten bij, waarvan het model door de Waalse Regering wordt bepaald.

De exploitant of de croupier vermeldt er hetgeen volgt uitsluitend met inkt :

1° op dat ogenblik, het uur van opening en sluiting van de tafel, uitgedrukt in uren en minuten;

2° bij elke kogelworp, onmiddellijk na het inzetten van de inleggelden en voor de betaling van de winsten, het aantal per soorten, penningen en plaatjes die als inzetten op de kogelworp worden geplaatst.

Op beide kanten van elke penning of elk plaatje moet de aanwijzing in cijfers van haar/zijn nominale waarde duidelijk worden vermeld. De nominale waarde van elk soort penning of plaatje moet bovendien op een zichtbare en gemakkelijk toegankelijke plaats aangeplakt worden in het lokaal waarin het spel wordt uitgeoefend.

§ 3. Als het aantal kogelworpen hoger is dan het aantal in de lijst van de inzetten, wordt er volgens de behoeften gebruikt gemaakt van één of meer aanvullende lijsten.

§ 4. Onmiddellijk na de sluiting van de tafel vermeldt de uitbater van de spelen of de croupier de speltijd, uitgedrukt in minuten, op de eerste lijst van de gebruikte inzetten en vult hij elke op de tafel gebruikte lijst in met de aanwijzing van het totaal aantal penningen en plaatjes per soort van het bedrag van de inzetten per kogelworp en van het totaalbedrag van de inzetten.

Onder aan de laatste lijst van de inzetten die bij de sluiting van de tafel is gebruikt, vermeldt de uitbater van de spelen, in voorkomend geval, de duur van de controles, uitgedrukt in minuten, alsmede het totaalbedrag van de inzetten ingelegd tijdens die controles. Hij dateert en tekent elke lijst van de inzetten die tijdens de spelzitting wordt gebruikt.

§ 5. Een lijst van de inzetten, verschillend van welke die al gebruikt zijn, moet gebruikt worden in geval van heropening van een tafel tijdens dezelfde spelzitting.

§ 6. Alvorens ze gebruikt worden, worden de lijsten van de inzetten genoteerd, verzegeld en gearafeerd door de door de Waalse Regering aangewezen ambtenaar.

§ 7. Naar inzage der lijsten van de inzetten maakt de uitbater van de spelen dagelijks en in tweevoud een samenvattende dagelijkse lijst op en houdt hij naar inzage van de samenvattende dagelijkse lijsten, een samenvattende lijst voor twee weken bij die in drievoud wordt opgemaakt. De modellen van de dagelijkse samenvattende lijst en van de samenvattende lijst voor twee weken worden door de Waalse Regering bepaald.

De samenvattende lijst voor twee weken wordt behoorlijk opgeteld en op de laatste dag van die twee weken aangevuld; ze wordt dan gedateerd en getekend door de uitbater van de spelen.

§ 8. Aan het einde van elke periode van twee weken stuurt de uitbater de tijdens die periode gebruikte lijsten van de inzetten alsmede een exemplaar van de desbetreffende dagelijkse samenvattende lijsten aan de door de Waalse Regering aangewezen ambtenaar.

Voorname uitbater voegt twee exemplaren van de samenvattende lijst voor twee weken bij de aangifte van de belasting op de spelen en weddenschappen. »

Art. 10. Artikel 58 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 58. § 1. De door de Waalse Regering aangewezen ambtenaren mogen zich zonder verplaatsing de boeken, documenten en registers voorgeschreven door de inzake de kansspelen toepasselijke wetgeving laten mededelen, om de controle op de juiste inning van de belasting voor zijn rekening of voor de rekening van derden mogelijk te maken. Artikel 11bis, §§ 2 en 3, van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen is van toepassing op die mededeling.

§ 2. De belastingplichtige is gehouden bij elke vordering van de door de Waalse Regering aangewezen ambtenaren de fondsen, wissels of andere waarden gestort voor de weddenschappen en degene die voor de dienst van de weddenschappen bestemd zijn, voor te leggen zolang die fondsen, wissels of waarden niet verdeeld zijn.

Wanneer laatstgenoemde tijdelijk toevertrouwd zijn aan financiële inrichtingen, is de belastingplichtige vrijgesteld van die verplichting als hij een attest voorlegt, waarin de herkomst en de bestemming van de opslag wordt bepaald. »

Art. 11. Artikel 59 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 59. In afwijking van de artikelen 54 tot 57 kan de Waalse Regering onder de door haar bepaalde voorwaarden de controle op de belastbare elementen door andere middelen dan die voorzien in dit Wetboek vereenvoudigen, de belastingplichtigen van bepaalde verplichtingen vrijstellen, de verplichtingen van de belastingplichtigen aanpassen aan de ontwikkeling van de federale wetgeving betreffende de kansspelen of op facultatieve wijze en met het oog op de vereenvoudiging of de toepassing op spelen en weddenschappen waarop de artikelen 54 tot 57 niet zouden kunnen worden toegepast of waarbij ze de juiste inning van de belasting overdreven moeilijk zouden maken, de forfaitaire bepaling van voornoemde elementen toelaten, eventueel met vervroegde aflossing van de desbetreffende belasting. »

Art. 12. Artikel 60 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 60. § 1. De belasting moet om de eerste en de vijftiende dagen van elke maand betaald worden op grond van een aangifte ingediend door de belastingplichtige bij de door de Waalse Regering aangewezen ambtenaar. De aangifte moet het belastbare bedrag en het bedrag van de verschuldigde belasting vermelden.

De Waalse Regering bepaalt het model van de aangifte en de documenten die erbij gevoegd moeten worden.

§ 2. In voorkomend geval geschiedt de betaling van de verschuldigde belasting behalve andersluidende bepalingen gelijktijdig met de indiening van de aangifte bij de door de Waalse Regering aangewezen ambtenaar.

Bij gebrek aan spontane betaling neemt de door de Waalse Regering aangewezen ambtenaar, nadat hij de belastingplichtige daarover heeft ingelicht, in voorkomend geval, het bedrag van de verschuldigde belasting van de waarborg verstrekt overeenkomstig de artikelen 63 tot 63quinquies op. »

Art. 13. De artikelen 61 en 62 van hetzelfde Wetboek worden hersteld in de volgende lezing :

« Art. 61. § 1. De belasting bedoeld in artikel 46, § 1, 2°, dient op de eerste dag van elke periode van twee weken in de vorm van voorschotten betaald te worden ten kantore van de door de Waalse Regering aangewezen ambtenaar.

Het voorschot betreffende een periode van twee weken wordt bepaald op het bedrag van de voor de vroegere periode van twee weken werkelijk verschuldigde belasting en wordt tot het hogere duizendtal euro afgerond.

§ 2. Als de verschuldigde belasting voor een periode van twee weken het in § 1 bedoelde voorschot overschrijdt, moet het supplement uiterlijk op de derde werkdag van de volgende periode van twee weken betaald worden.

Als de voor een periode van twee weken verschuldigde belasting daarentegen lager is dan voornoemd voorschot, wordt het verschil als betaling in mindering op het voorschot betreffende de volgende periode van twee weken beschouwd.

§ 3. In afwijking van de bepalingen van § 1 is de belasting die voor de eerste periode van twee weken van uitbating van de spelen verschuldigd wordt, op de eerste werkdag van de volgende periode van twee weken betaalbaar.

Art. 62. § 1. De belasting op de spelen en weddenschappen die verschuldigd is wegens de sommen ingezet op de in artikel 47 bedoelde spelen, dient op de eerste dag van elke periode van twee weken in de vorm van voorschotten betaald te worden ten kantoren van de door de Waalse Regering aangewezen ambtenaar.

Het voorschot betreffende een periode van twee weken wordt bepaald op het bedrag van de voor de vroegere periode van twee weken werkelijk verschuldigde belasting en wordt op het veelvoud van tien euro naar boven afgerond.

§ 2. Als de belasting voor een periode van twee weken het in § 1 bedoelde voorschot overschrijdt, moet het supplement uiterlijk op de eerste werkdag van de volgende periode van twee weken betaald worden.

Als de voor een periode van twee weken verschuldigde belasting daarentegen lager is dan voornoemd voorschot, wordt het verschil als betaling in mindering op het voorschot betreffende de volgende periode van twee weken beschouwd.

§ 3. In afwijking van de bepalingen van § 1 is de belasting die voor de eerste periode van twee weken van uitbating van de spelen verschuldigd wordt, op de eerste werkdag van de volgende periode van twee weken betaalbaar. »

Art. 14. In hetzelfde Wetboek wordt Hoofdstuk VI van Titel III vervangen door de volgende bepalingen :

« HOOFDSTUK VI. — *Borgtocht en zakelijke waarborg*

Art. 63. Een zakelijke waarborg dient verstrekt te worden door de belastingplichtigen van de belasting op de spelen en weddenschappen betreffende :

1° de pronostiekwedstrijden op sportproeven van verschillende aard;

2° de belastbare spelen en weddenschappen ander dan die bedoeld in 1° waarvoor deelnemingsformulieren of wedstrijdenreglementen in het publiek worden verspreid of in de pers worden bekendgemaakt;

3° de casinospelen;

4° de spelen die een of andere analogie vertonen met de eigenlijke casinospelen;

5° de weddenschappen op de paardenrennen, die in het buitenland plaatsvinden.

Art. 63bis. De Waalse Regering kan ook een zakelijke waarborg van de organisatoren van postduivenwedstrijden verlangen.

Art. 63ter. Het bedrag van de zakelijke waarborg wordt als volgt vastgesteld :

1° voor de in artikel 63, 1° en 2° bedoelde belastingplichtigen, op het vijfvoud van de belasting op de spelen en weddenschappen waarvoor de door de Waalse Regering aangewezen dienst aanneemt dat ze betrekking heeft op de verrichtingen van een periode van één maand, zonder dat de waarborg hoger ligt dan 50.000 EUR, noch lager is dan 500 EUR;

2° voor de in artikel 63, 3° en 4° bedoelde belastingplichtigen, op het vijfvoud van de belasting op de spelen en weddenschappen waarvoor de door de Waalse Regering aangewezen dienst aanneemt dat ze betrekking heeft op de verrichtingen van een periode van één maand, zonder dat de waarborg lager mag zijn dan 12.500 EUR;

3° voor de in artikel 63, 5°, bedoelde belastingplichtigen, op 25.000 EUR per schijf of fractie van schijf van twintig agentschappen, zonder dat de waarborg hoger ligt dan 500.000 EUR;

4° voor de in artikel 63bis bedoelde organisatoren van postduivenwedstrijden, op het bedrag van de belasting op de spelen en weddenschappen waarvoor de door de Waalse Regering aangewezen dienst aanneemt, dat ze betrekking heeft op de verrichtingen van een periode van vijftien dagen.

Art. 63quater. Die waarborg moet uiterlijk acht dagen vóór het begin van de verrichtingen verstrekt worden.

Art. 63quinquies. Onder de zakelijke waarborg wordt een borgtocht in contant geld of in publieke fondsen verstaan. »

Art. 15. In artikel 64, eerste en tweede leden, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "de Koning" vervangen door de woorden "de Waalse Regering".

Art. 16. Artikel 65 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 17. In artikel 68 van hetzelfde Wetboek, waarvan de huidige tekst § 1 vormt, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de woorden "desnoods wordt zij van ambtswege vastgesteld op grond van de vermoedelijke ontvangsten" opgeheven;

2° er wordt een § 2 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 2. In afwijking van § 1 wordt de administratieve boete die evenredig is met het vijfvoud van de belasting verminderd volgens de volgende graduaties bij gebrek aan aangifte of bij onvolledige of onjuiste aangifte, gepaard gaande met een niet-betaling of een ontoereikende betaling van de belasting.

A. Overtreding te wijten aan omstandigheden onafhankelijk van de wil van de belastingplichtige : nihil

B. Overtreding begaan te goeder trouw, zonder het opzet de belasting te ontduiken :

— 1 eerste overtreding : 100 %;

— 2 tweede en derde overtreding : 200 %;

— vanaf de vierde overtreding worden de overtredingen van die aard overeenkomstig § 1 bestraft.

Voor de vaststelling van het toe te passen percentage van de verminderde evenredige administratieve boeten :

— worden de vorige overtredingen die bedoeld zijn in B niet in aanmerking genomen, wanneer geen enkele overtreding inzake aangifte en betaling, afzonderlijk beschouwd, is bestraft voor 24 opeenvolgende vervaldagen;

— is een tweede of een volgende overtreding aanwezig, wanneer op het ogenblik waarop een nieuwe overtreding wordt begaan, aan de overtreder kennis is gegeven van de boete die de vorige overtreding heeft bestraft.

§ 3. In geval van niet-naleving van de bepalingen betreffende de vrijstelling van de belasting en onder de voorwaarden betreffende de vermindering van de belasting, wordt de belasting verdrievoudigd.

§ 4. De bij dit artikel bedoelde boete is niet verschuldigd, wanneer het ontstaanfeit daarvoor het voorwerp heeft uitgemaakt van definitief afgesloten strafvervolgingen. »

Art. 18. In hetzelfde Wetboek wordt er een artikel *68bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *68bis*. Bij overtreding van Titel III van dit Wetboek of van de uitvoeringsbesluiten ervan, ander dan die reeds bedoeld in artikel 68 kan de door de Waalse Regering aangewezen ambtenaar of zijn afgevaardigde een administratieve boete van € 50 tot € 1.250 toepassen.

De bij dit artikel bedoelde boete is niet verschuldigd, wanneer het daartoe aanleiding gevend feit daarvoor het voorwerp heeft uitgemaakt van definitief afgesloten strafvervolgingen. »

Art. 19. In hetzelfde Wetboek wordt er een artikel *68ter* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *68ter*. § 1. Onverminderd de toepassing van de administratieve boeten bedoeld in de artikelen 68 en *68bis* van dit Wetboek en in artikel 63, § 2, 2°, van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen wordt hij die met het oogmerk te bedriegen of met de bedoeling schade te berokkenen de bepalingen van Titel III van dit Wetboek of van de uitvoeringsbesluiten ervan overtreedt, gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot twee jaar en met een geldboete van 250 EUR à 125.000 EUR of met slechts één van deze straffen.

§ 2. Onverminderd de toepassing van de administratieve boeten bedoeld in de artikelen 68 en *68bis* van dit Wetboek en in artikel 63, § 2, 2°, van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen wordt hij die met het oogmerk om een van de in § 1 bedoelde overtredingen te begaan, in openbare geschriften, in handelsgeschriften of in private geschriften valsheid pleegt, of die van een zodanig vals geschrift gebruik maakt, gestraft met een gevangenisstraf van één maand tot vijf jaar en met een geldboete van 250 EUR à 125.000 EUR of met slechts één van deze straffen. Daarnaast wordt hij die, wetens en willens, een vals getuigschrift opstelt dat de belangen van het Waalse Gewest kan schaden of die van een zodanig getuigschrift gebruik maakt, gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot twee jaar en met een geldboete van 250 EUR à 125.000 EUR of met slechts één van deze straffen.

§ 3. Onverminderd de toepassing van de administratieve boete bedoeld in artikel 63, § 2, 2°, van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen wordt hij die schuldig is aan een valse getuigenis, de tolk of de deskundige die schuldig is aan valse verklaringen en diegene die schuldig is aan verleiding van getuigen, deskundigen of tolken tijdens de uitoefening door de door de Waalse Regering aangewezen dienst van één van de bevoegdheden om onderzoeken te doen, bedoeld in artikel 11 van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen, gestraft overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 220 tot 224 van het Strafwetboek. »

Art. 20. Artikel 70 van hetzelfde Wetboek wordt gewijzigd als volgt :

1° in het eerste lid worden de woorden "de toepassing van artikel 2, lid 3" vervangen door de woorden "de toepassing van de administratieve boeten bedoeld in de artikelen 68 en *68bis* van dit Wetboek en in artikel 63, § 2, 2° van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen, en de toepassing van de strafrechtelijke sancties bedoeld in artikel *68ter* van dit Wetboek";

2° in het tweede lid worden de woorden "de Minister van Financiën" vervangen door de woorden "de gewestelijke Minister bevoegd voor Financiën".

Art. 21. Artikel 72 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 72. De wet van 5 maart 1952, gewijzigd bij de wetten van 22 december 1989 en 20 juli 1991, betreffende de opdecimen op de strafrechtelijke geldboeten, vindt geen toepassing op de misdrijven bedoeld in de artikelen *68ter* en 71. »

Art. 22. In hetzelfde Wetboek wordt artikel 73 hersteld in de volgende lezing :

« Art. 73. § 1. In het geval van feiten die strafrechtelijk strafbaar zijn en die bedoeld zijn in de artikelen *68ter* en 71, wordt de strafvordering door het openbaar ministerie uitgeoefend.

De feiten kunnen echter slechts het voorwerp uitmaken van een klacht of een aangifte van een ambtenaar bij het openbaar Ministerie, als de ambtenaar door de ambtenaar aangewezen door de Waalse Regering ertoe gemachtigd is om die strafrechtelijk strafbare feiten mede te delen.

§ 2. Tenzij de procureur des Konings met de feiten bekend is geraakt ingevolge een klacht die is ingediend of een aangifte die is gedaan door de ambtenaren aangewezen door de Waalse Regering die daartoe overeenkomstig § 1, tweede lid, behoorlijk gemachtigd zijn, en indien hij een vervolging instelt wegens feiten die naar luid van Titel III van dit Wetboek of van de ter uitvoering ervan genomen besluiten strafrechtelijk strafbaar zijn, kan hij het advies vragen van de door de Waalse Regering aangewezen ambtenaar. De procureur des Konings voegt het feitenmateriaal waarover hij beschikt bij zijn verzoek om advies; de door de Waalse Regering aangewezen ambtenaar dient binnen vier maanden na ontvangst van het aan hem gericht verzoek hierop te antwoorden.

In geen enkel geval schorst het verzoek om advies de strafvordering.

§ 3. De ambtenaren van het Waalse Gewest mogen, op straffe van nietigheid van de akte van rechtspleging, slechts als getuige worden gehoord in het kader van de in § 1 bedoelde strafvordering. »

Art. 23. In hetzelfde Wetboek wordt er een artikel *73bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *73bis*. Personen die als daders of als medeplichtigen van misdrijven bedoeld in artikel *68ter* werden veroordeeld, zijn hoofdelijk gehouden tot betaling van de ontdoken belasting.

De natuurlijke personen of de rechtspersonen zijn burgerlijk en hoofdelijk aansprakelijk voor de geldboeten en kosten die het gevolg zijn van de veroordelingen welke krachtens artikel *68ter* tegen hun gemachtigden of bedrijfsleiders zijn uitgesproken, tenzij ze kunnen bewijzen dat ze geen enkele fout hebben begaan door alle maatregelen waarover ze beschikken, te hebben genomen om te voorkomen dat het materiële bestanddeel van de overtreding werkelijkheid wordt. »

Art. 24. In hetzelfde Wetboek wordt er een artikel *73ter* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *73ter*. De rechter kan bevelen dat ieder vonnis of arrest houdende veroordeling tot een gevangenisstraf, uitgesproken krachtens artikel *68ter* of *71*, wordt aangeplakt in de plaatsen die hij bepaalt en, eventueel bij uittreksel, wordt bekendgemaakt op de wijze die hij bepaalt, een en ander op kosten van de veroordeelde. »

Art. 25. Artikel *77* van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. *77*. § 1. Vallen echter niet onder toepassing van deze titel, de toestellen waarvan het bezit reeds onderworpen is aan een ten bate van het Rijk of elke andere openbare gemeenschap gevorderde belasting of taks, evenals de toestellen die in de daartoe bestemde lokalen uitsluitend ter beschikking staan van de jeugdbewegingen, kostgangers van tehuizen voor bejaarden of van gepensioneerden of van in ziekenhuizen opgenomen personen.

De Waalse Regering bepaalt de modaliteiten van het bewijs betreffende de hierbovenvermelde uitsluitende terbeschikkingstelling.

§ 2. Vallen ook niet onder toepassing van deze titel, de automatische kansspeltoestellen die zich in een kansspelinrichting van klasse I in de zin van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers bevinden, en die in die hoedanigheid onderworpen worden aan de belasting op spelen en weddenschappen zoals bedoeld in artikel *46*. »

Art. 26. Artikel *79* van hetzelfde Wetboek wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 2 :

— in punt 5° worden de woorden "bij de Minister van Financiën" vervangen door de woorden "bij de bevoegde overheid";

— wordt § 2 aangevuld met het volgende lid :

« Wanneer de technische, economische of sociale randvoorwaarden het vereisen, kan de categorie waarin een type toestel moet worden gerangschikt, vastgesteld of gewijzigd worden door de Waalse Regering. Voor de rangschikking van een toestel wordt rekening gehouden met zijn rendabiliteit, de aard van het voorgestelde spel en de veelvoudigheid van de inzet met dien verstande dat een toestel dat uitsluitend gebruikt wordt als automatische platenspeler, niet mag worden gerangschikt in een hogere categorie dan D. De Waalse Regering zal een ontwerp van decreet tot bevestiging van de besluiten aanhangig maken bij de Waalse Gewestraad, onmiddellijk indien hij verenigd is, in het tegenovergestelde geval vanaf de opening van zijn volgende zitting. »

2° wordt § 3 vervangen als volgt :

« § 3. Tenzij anders is bepaald in een samenwerkingsakkoord met de federale Staat, dient elk model van toestel bedoeld in artikel *76*, alvorens het op het grondgebied van het Waalse Gewest geïnstalleerd, verkocht of verhuurd wordt, aan de Minister van het Waalse Gewest bevoegd voor Financiën aangegeven te zijn door de invoerder, de fabrikant of al wie rechtstreeks of onrechtstreeks als dusdanig optreedt. Indien geen dergelijke aangifte wordt gedaan, wordt het toestel ambtshalve gerangschikt in categorie A. De Waalse Regering bepaalt het model van die aangifte en de documenten die erbij gevoegd moeten worden.

Zodra een aangifte bedoeld in het eerste lid wordt ontvangen, stuurt de federale Minister van Financiën een afschrift van het dossier samen met, zodra het bepaald is, zijn voorstel tot rangschikking aan de dienst van het Waalse Gewest aangewezen door de Waalse Regering. De bevoegde dienst van het Waalse Gewest deelt zijn instemming met dat voorstel mede binnen een termijn van vijftien dagen of, bij gebrek aan instemming, licht de Minister van Financiën in over een andere beslissing tot rangschikking. »

3° er wordt een § 4 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 4. De Waalse regering bepaalt de modaliteiten voor de overlegging van het bewijs van de naleving van in § 3 bedoelde procedure. »

Art. 27. Artikel *81* van hetzelfde Wetboek wordt gewijzigd als volgt :

1° punt 1° wordt aangevuld met de woorden "per toestel";

2° in punt 2° worden de woorden "op voorwaarde dat er vooraf aangifte wordt van gedaan bij de hoofdcontroleur van de directe belastingen in wiens gebied die toestellen staan opgesteld" vervangen door de woorden "op voorwaarde dat er aangifte van wordt gedaan bij de door de Waalse Regering aangewezen ambtenaar uiterlijk acht dagen vóór het verval van de zogenaamde periode".

Art. 28. Artikel 82 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met volgend lid :

« Dit artikel is niet van toepassing op de toestellen die in aanmerking komen voor verminderingen, zoals bedoeld in artikel 81. »

Art. 29. Artikel 83 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 83. § 1. De betaling geschiedt bij de door de Waalse Regering aangewezen ambtenaar, ofwel vóór de opstelling van het toestel, ofwel vóór 1 januari van het aanslagjaar, zo het toestel op die datum opgesteld is.

§ 2. Voor het toestel dat reeds het voorwerp heeft uitgemaakt van een aangifte voor een bepaalde aanslagperiode stuurt de door de Waalse Regering aangewezen dienst uiterlijk op 25 november van het jaar voor het volgende aanslagjaar een betalingsuitnodiging aan de eigenaar van dat toestel opdat hij de verschuldigde belasting voor dat volgende aanslagjaar betaalt.

Het gebrek aan verzending van die belastinguitnodiging stelt de belastingplichtige niet vrij van zijn verplichtingen bedoeld in § 1 en in de artikelen 84 tot 88. »

Art. 30. Artikel 84 van hetzelfde Wetboek wordt gewijzigd als volgt :

1° in de §§ 1 en 2 worden de woorden "bevoegde ontvanger" vervangen door de woorden "de door Waalse Regering aangewezen ambtenaar";

2° § 3 wordt vervangen als volgt :

« § 3. De Waalse Regering bepaalt de modaliteiten voor het afgeven van het borderel en van de kentekens. »;

3° er wordt een § 4 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 4. De door de Waalse Regering aangewezen ambtenaar bepaalt het model van het borderel en van het fiscaal kenteken. »

Art. 31. In artikel 85 van hetzelfde Wetboek wordt het tweede lid vervangen als volgt :

« In geval van afstand van het toestel is de nieuwe eigenaar gemachtigd het voorheen op het toestel bevestigde kenteken verder te gebruiken, op voorwaarde dat hij de naam en het adres van de vorige eigenaar door zijn naam en adres vervangt, voor zover de voormalige ambtenaar de in artikel 84, § 1, bedoelde ambtenaar op de hoogte heeft gebracht van de afstand van het toestel en mits naleving voor de nieuwe eigenaar van de andere in het eerste lid vermelde verplichtingen. »

Art. 32. Artikel 86 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met volgend lid :

« De afstand geschiedt kosteloos bij de in artikel 84, § 1, bedoelde ambtenaar. »

Art. 33. Artikel 87 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 34. Artikel 88 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 88. Om de juiste en nauwkeurige aangifte en de inning van deze belasting te controleren, kan de Waalse Regering alle maatregelen treffen die zij nodig acht om de controle van de belastbare elementen door andere middelen dan die voorzien in dit Wetboek te simplificeren, om de belastingplichtigen vrij te stellen van enkele verplichtingen of om de verplichtingen van de belastingplichtigen aan te passen aan de ontwikkeling van de federale wetgeving betreffende de kansspelen. »

Art. 35. Artikel 89 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 89. § 1. Bij gebrek aan betaling wordt de ontdoken belasting vervijfvoudigd.

§ 2. In afwijking van § 1 wordt de administratieve boete die evenredig is met het vijfvoud van de belasting verminderd volgens de volgende gradaties in de volgende gevallen.

A. Overtreding te wijten aan omstandigheden onafhankelijk van de wil van de belastingplichtige : nihil

B. Overtreding begaan te goeder trouw, zonder het opzet de belasting te ontduiken :

— eerste overtreding : 250 %;

— vanaf de tweede overtreding worden de overtredingen van die aard overeenkomstig § 1 bestraft.

Voor de vaststelling van het toe te passen percentage van de verminderde evenredige administratieve boeten :

— worden de vorige overtredingen die bedoeld zijn in B niet in aanmerking genomen, wanneer geen enkele overtreding inzake aangifte en betaling, afzonderlijk beschouwd, is bestraft voor 4 opeenvolgende jaar;

— is een tweede of een volgende overtreding aanwezig, wanneer op het ogenblik waarop een nieuwe overtreding wordt begaan, aan de overtreder kennis is gegeven van de boete die de vorige overtreding heeft bestraft.

§ 3. In geval van niet-naleving van de bepalingen betreffende de vrijstelling van de belasting en onder de voorwaarden betreffende de vermindering van de belasting, wordt de belasting verdrievoudigd.

§ 4. De bij dit artikel bedoelde boete wordt niet verschuldigd wanneer het ontstaan feit daarvoor het voorwerp heeft uitgemaakt van definitief afgesloten strafvervolgingen. »

Art. 36. In hetzelfde Wetboek wordt er een artikel 89bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 89bis. Bij overtreding van Titel IV van dit Wetboek of van de uitvoeringsbesluiten ervan, ander dan die reeds bedoeld in artikel 89, kan de door de Waalse Regering aangewezen ambtenaar of zijn afgevaardigde een administratieve boete van € 50 tot € 1.250 toepassen.

De bij dit artikel bedoelde boete wordt niet verschuldigd, wanneer het daartoe aanleiding gevend feit daarvoor het voorwerp heeft uitgemaakt van definitief afgesloten strafvervolgingen.»

Art. 37. In hetzelfde Wetboek wordt artikel 90 hersteld in de volgende lezing :

« Art. 90. § 1. Onverminderd de toepassing van de administratieve boete bedoeld in de artikelen 89 en 89bis van dit Wetboek en in artikel 63, § 2, 2°, van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen wordt hij die met het oogmerk te bedriegen of met de bedoeling schade te berokkenen de bepalingen van Titel III van dit Wetboek of van de uitvoeringsbesluiten ervan overtreedt, gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot twee jaar en met een geldboete van 250 EUR à 125.000 EUR of met slechts één van deze straffen.

§ 2. Onverminderd de toepassing van de administratieve boeten bedoeld in de artikelen 89 en 89bis van dit Wetboek en in artikel 63, § 2, 2°, van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen wordt hij die, met het oogmerk om een van de in § 1 bedoelde overtredingen te begaan, in openbare geschriften, in handelsgeschriften of in private geschriften valsheid pleegt, of die van een zodanig vals geschrift gebruik maakt, ook gestraft met een gevangenisstraf van één maand tot vijf jaar en met een geldboete van 250 EUR à 125.000 EUR of met slechts één van deze straffen. Daarnaast wordt hij die, wetens en willens, een vals getuigschrift opstelt dat de belangen van het Waalse Gewest kan schaden of die van een zodanig getuigschrift gebruik maakt, gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot twee jaar en met een geldboete van 250 EUR à 125.000 EUR of met slechts één van deze straffen.

§ 3. Onverminderd de toepassing van de administratieve boete bedoeld in artikel 63, § 2, 2°, van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen wordt hij die schuldig is aan een valse getuigenis, de tolk of de deskundige die schuldig is aan valse verklaringen en diegene die schuldig is aan verleiding van getuigen, deskundigen of tolken tijdens de uitoefening door de door de Waalse Regering aangewezen dienst van één van de bevoegdheden om onderzoeken te doen, bedoeld in artikel 11 van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen, gestraft overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 220 tot 224 van het Strafwetboek. »

Art. 38. In hetzelfde Wetboek wordt er een artikel 90bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 90bis. De wet van 5 maart 1952 betreffende de opdecimen op de strafrechtelijke geldboeten gewijzigd bij de wetten van 22 december 1989 en 20 juli 1991 is niet van toepassing op de overtredingen bedoeld in artikel 90. »

Art. 39. In hetzelfde Wetboek wordt er een artikel 90ter ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 90ter. § 1. In het geval van feiten die strafrechtelijk strafbaar zijn en die bedoeld zijn in artikel 90, wordt de strafvordering door het Openbaar Ministerie uitgeoefend.

Indien het echter kennis heeft genomen van de feiten ingevolge een klacht of een aangifte van een ambtenaar, kan het openbaar Ministerie slechts vervolgingen instellen als de ambtenaar door de ambtenaar aangewezen door de Waalse Regering ertoe gemachtigd is om die strafrechtelijk strafbare feiten mede te delen.

§ 2. Tenzij de procureur des Konings met de feiten bekend is geraakt ingevolge een klacht die is ingediend of een aangifte die is gedaan door ambtenaren aangewezen door de Waalse Regering die daartoe overeenkomstig § 1, tweede lid, behoorlijk gemachtigd zijn, en indien hij een vervolging instelt wegens feiten die naar luid van Titel IV van dit Wetboek of van de ter uitvoering ervan genomen besluiten strafrechtelijk strafbaar zijn, kan hij het advies vragen van de door de Waalse Regering aangewezen ambtenaar. De procureur des Konings voegt het feitenmateriaal waarover hij beschikt bij zijn verzoek om advies; de door de Waalse Regering aangewezen ambtenaar dient binnen vier maanden na de ontvangst van het aan hem gericht verzoek hierop te antwoorden.

In geen enkel geval schorst het verzoek om advies de strafvordering.

§ 3. De ambtenaren van het Waalse Gewest mogen, op straffe van nietigheid van de akte van rechtspleging, slechts als getuige worden gehoord in het kader van de in § 1 bedoelde strafvordering. »

Art. 40. In hetzelfde Wetboek wordt er een artikel 90quater ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 90quater. Personen die als daders of als medeplichtigen van misdrijven bedoeld in artikel 90 werden veroordeeld, zijn hoofdelijk gehouden tot betaling van de ontdoken belasting.

De natuurlijke personen of de rechtspersonen zijn burgerlijk en hoofdelijk aansprakelijk voor de geldboeten en kosten die het gevolg zijn van de veroordelingen welke krachtens artikel 90 tegen hun gemachtigden of bedrijfsleiders zijn uitgesproken. »

Art. 41. In hetzelfde Wetboek wordt er een artikel 90quinquies ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 90quinquies. De rechter kan bevelen dat ieder vonnis of arrest houdende veroordeling tot een gevangenisstraf, uitgesproken krachtens artikel 90, wordt aangeplakt in de plaatsen dit hij bepaalt en, eventueel bij uitruis, wordt bekendgemaakt op de wijze die hij bepaalt, een en ander op kosten van de veroordeelde. »

Art. 42. In artikel 92 van hetzelfde Wetboek wordt het derde lid opgeheven.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen in het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen*

Art. 43. Artikel 1 van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen wordt aangevuld met de woorden "alsook de andere belastingen en taksen ten bate van het Waalse Gewest, als dit decreet uitdrukkelijk op hen toepasselijk wordt gemaakt".

Art. 44. Het opschrift van hoofdstuk II van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« HOOFDSTUK II. — *Aangifte van belasting, onderzoeken en controles, en bewijsmiddelen* »

Art. 45. In artikel 9 van hetzelfde decreet wordt een lid 3 toegevoegd, luidend als volgt :

« Bij de zonder vereffening ontbonden vennootschappen in het kader van een fusie, een aan een fusie gelijkgestelde verrichting of een splitsing als bedoeld in de artikelen 671 tot en met 677 van het Wetboek van vennootschappen, of een gelijkaardige vennootschapsrechtelijke verrichting onder buitenlands recht, rust de verplichting tot aangifte naargelang het geval op de overnemende vennootschap of op de verkrijgende vennootschappen. Bij de andere ontbonden vennootschappen rust deze verplichting op de vereffenaars. »

Art. 46. In hetzelfde decreet wordt een artikel 9bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 9bis. Onverminderd andere specifieke bepalingen ter voorziening van bepaalde fiscale verplichtingen kan de Waalse Regering eenieder die onderhevig is aan een belasting of taks bedoeld in dit decreet, alsmede de verenigingen, instellingen en groeperingen zonder rechtspersoonlijkheid, de verplichting opleggen boeken te houden of documenten en formulieren te bezigen waarvan zij het model en het gebruik bepaalt en die zij, wat haar of een derde betreft, nodig acht voor de controle en de inning van de belastingen en taksen bedoeld in dit decreet. »

Art. 47. Artikel 10, eerste lid, van hetzelfde decreet wordt vervangen door volgende bepaling :

« Binnen de termijn van één maand na de datum van uitwerking van de kennisgeving van de aanvraag, zoals berekend overeenkomstig artikel 5, § 3, waarbij die termijn om wettige redenen verlengd kan worden, dienen de belastingplichtigen zonder zich te verplaatsen alle inlichtingen, boeken en stukken schriftelijk over te maken die door de dienst die de Regering heeft aangewezen, nodig worden geacht om de rechtmatige inning der belasting te waarborgen, wanneer zij daartoe worden aangezocht door de dienst aangewezen door de Regering en onverminderd het recht van deze dienst om inlichtingen ter plaatse te vragen overeenkomstig artikel 11bis. »

Art. 48. Artikel 11 van hetzelfde decreet, waarvan de actuele tekst § 1 vormt, wordt gewijzigd als volgt :

1° § 1 wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

« De administratie kan nagaan of de inlichtingen bedoeld in het eerste lid juist zijn. »;

2° § 2, § 3 en § 4 worden ingevoegd, luidend als volgt :

« § 2. De administratieve diensten van het Waalse Gewest, de administraties van de provincies, de agglomeraties, de federaties van gemeenten en de gemeenten gelegen op het grondgebied van het Waalse Gewest, zomede de openbare instellingen en inrichtingen die actief zijn op het grondgebied van het Waalse Gewest, zijn gehouden, wanneer zij daartoe worden aangezocht door een ambtenaar belast met de vestiging of de invordering van de belastingen en taksen bedoeld in dit decreet, hem alle in hun bezit zijnde inlichtingen te verstrekken, hem, zonder verplaatsing, in alle in hun bezit zijnde akten, stukken, registers en om het even welke bescheiden inzage te verlenen, en hem alle inlichtingen, afschriften of uittreksels te laten nemen, welke de bedoelde ambtenaar voor de vestiging of de inningsvordering van de belastingen of taksen bedoeld in dit decreet nodig acht.

Onder openbare instellingen wordt verstaan, in de zin van het vorig lid, de instellingen, maatschappijen, verenigingen, inrichtingen en diensten welke het Waalse Gewest mede beheert, waaraan het Waalse Gewest een waarborg verstrekt, op de werkzaamheden waarvan het Waalse Gewest toezicht uitoefent of waarvan het bestuurspersoneel wordt aangewezen door de Waalse Regering, op haar voordracht of met haar goedkeuring.

De Waalse Regering kan voorzien dat elke aanvraag tot overmaking van inlichtingen, akten, stukken, registers en om het even welke bescheiden inzake fiscaliteit, ingediend bij het Waalse Gewest door andere Belgische of buitenlandse overheden, alsook alle aanvragen om inlichtingen, akten, stukken, registers en om het even welke bescheiden inzake fiscaliteit, ingediend door het Waalse Gewest bij andere Belgische of buitenlandse overheden, alsook het ontvangen en verzenden van deze informatie, verplicht moeten gericht worden aan of gestuurd worden door een bepaalde dienst van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse overheidsdienst die zij aanwijst.

§ 3. Ten opzichte van de in de § 2 bedoelde diensten, administraties, vennootschappen, verenigingen, instellingen of inrichtingen, die zouden nalaten aan de verplichtingen ingevolge die artikelen voldoende, kan de Regering, al naar het geval, vorderen dat de Inspecteur van Financiën of een afgevaardigde van de Regering optreedt, een commissaris aanwijzen om de nodig geachte inlichtingen in te winnen of de erkenning met het oog op de door het Waalse Gewest verleende voordelen intrekken. »

Art. 49. Artikel 11*bis* van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 11*bis*. § 1. Om controle uit te oefenen op de inning van de belastingen en taksen bedoeld in dit decreet, mogen de ambtenaren van de door de Regering aangewezen dienst elk ogenblik zonder voorafgaande verwittiging vrij binnendringen in alle gebouwen, werkplaatsen, inrichtingen, lokalen of andere plaatsen waar activiteiten waarop deze belastingen en taksen betrekking hebben, worden uitgeoefend of waarvan vermoed wordt dat ze daar uitgeoefend worden.

Deze ambtenaren mogen o.a. :

1° alle boeken, registers, facturen en andere bescheiden die zich daar bevinden, controleren;

2° door middel van de gebruikte uitrusting en met de bijstand van de vereiste persoon, de betrouwbaarheid nagaan van de geïnformatiseerde inlichtingen, gegevens en bewerkingen, door inzonderheid de voorlegging ter inzage te vorderen van stukken die in het bijzonder zijn opgesteld om de op informatiedragers geplaatste gegevens om te zetten in een leesbare en verstaanbare vorm;

3° de aard en de belangrijkheid van de aldaar uitgeoefende activiteit en het daarvoor bestemde personeel vaststellen, alsook de voorraden en goederen die zich daar bevinden, met inbegrip van de installaties en het rollend materieel;

4° voor de controle en de inning van de belasting op de spelen en weddenschappen, de kasvoorraad van de belastingplichtige controleren.

Tot bewoonde gebouwen of lokalen hebben zij evenwel alleen toegang tussen 5 uur 's ochtends en 9 uur 's avonds en met machtiging van de rechter in de politierechtbank, behalve instemming van de bewoner van de plaats en behalve wat betreft de controle en de inning van de belasting op spelen en weddenschappen en de belasting op de automatische ontspanningstoestellen.

§ 2. Op gewoon verzoek van de ambtenaren bedoeld in het eerste lid en onverminderd de bevoegdheden die door § 1 aan deze ambtenaren worden toegekend, moet elke persoon alle gegevens, boeken, registers, facturen en andere bescheiden overleggen die nuttig zijn voor het opmaken en de inning van de belastingen en taksen bedoeld in dit decreet. Deze ambtenaren hebben machtiging om daar afschriften van te nemen.

Als deze boeken, registers, facturen en andere bescheiden elektronisch worden bijgehouden, opgemaakt, verstrekt, ontvangen of bewaard, mogen deze ambtenaren :

— zich alle op informatiedragers geplaatste gegevens in een leesbare en verstaanbare vorm doen overleggen;

— de in het eerste lid bedoelde persoon erom verzoeken om op zijn uitrusting en in bijzijn van de ambtenaren, kopies te maken in de door die ambtenaren gewenste vorm van het geheel of een deel van voormelde gegevens, alsook de informaticabewerkingen te verrichten die nodig worden geacht voor de verificatie van de juiste inning van de belastingen en taksen bedoeld in dit decreet;

— de persoon bedoeld in het eerste lid erom verzoeken om hen de dossiers met betrekking tot de analyses, de programma's en het beheer van het gebruikte systeem mee te delen.

§ 3. De ambtenaren bedoeld in § 1 hebben het recht om, tegen ontvangstbewijs, de boeken, registers, facturen en andere bescheiden bedoeld in § 2, eerste lid, alsook de afschriften opgemaakt overeenkomstig § 2, tweede lid, in te houden telkens als zij vinden dat deze boeken, registers, facturen en andere bescheiden de verplichte betaling van een belasting of boete te zijner laste of ten laste van derde vastlegt of bijdraagt tot het vastleggen.

Dit recht wordt niet uitgebreid tot de boeken die niet zijn afgesloten. Als deze boeken elektronisch worden bewaard, kunnen deze ambtenaren vorderen om in het bezit van de afschriften van deze boeken te worden gesteld in de door die ambtenaren gewenste vorm. »

Art. 50. Artikel 11*ter* van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° de woorden „, alsook de beheersdocumenten die nodig zijn voor de controle op de inning van de belastingen en taksen bedoeld in dit decreet.” worden vervangen door de woorden „, alsook de boeken, registers, facturen en andere bescheiden waarvan de wetgeving van toepassing op de betrokken taks of belasting het houden, het opmaken of het uitreiken voorschrijven, en ook de andere beheersdocumenten die nodig zijn voor de verificatie van de vaststelling en de inning van de belastingen en taksen bedoeld in dit decreet, met name de gegevens met betrekking tot de analyses, de programma's en het beheer van computersystemen gebruikt in het beheer van deze belastingen en taksen, en de informatiedragers en alle gegevens die zij bevatten.”;

2° er wordt een lid 2 toegevoegd, luidend als volgt :

« Behoudens wanneer zij door het gerecht in beslag genomen zijn, of behoudens afwijking toegestaan door de dienst aangewezen door de Waalse Regering, moeten de aangiften, boeken, registers, facturen en andere bescheiden bedoeld in het eerste lid, ter beschikking van deze dienst worden bewaard in het kantoor, agentschap, bijhuis of elk ander beroeps- of privélokaal van de belastingplichtige waar deze boeken en bescheiden werden gehouden, opgesteld of toegezonden. »

Art. 51. In hetzelfde decreet wordt een artikel 12*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 12*bis*. De ambtenaren van het Waalse Gewest en de gemeentelijke en provinciale ambtenaren en personeelsleden zijn bevoegd voor het hele grondgebied van het Waalse Gewest om overtredingen op te sporen en om, zelfs alleen, processen-verbaal inzake de taksen en belastingen bedoeld in dit decreet op te stellen.

Deze processen-verbaal hebben bewijskracht, zolang het tegendeel niet bewezen is, voor de feiten die erin worden vastgesteld. Ze worden overgemaakt aan de ambtenaar aangewezen door de Regering.

Inzake de belasting op de spelen en weddenschappen en de belasting op de automatische ontspanningstoestellen hebben de processen-verbaal van de ambtenaren en de bedienden van de FOD Financiën, van de politieagenten, van de gerechtelijke agenten bij de parketten en van de ambtenaren en bedienden van de Kansspelcommissie bewijskracht zolang het tegendeel niet bewezen is, voor de feiten die erin worden vastgesteld. Ze worden overgemaakt aan de ambtenaar aangewezen door de Regering. »

Art. 52. In hetzelfde decreet wordt een artikel 12*ter* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 12*ter*. § 1. Elke inlichting, stuk, proces-verbaal of akte, in het uitoefenen van zijn functie ontdekt of bekomen door een ambtenaar van het Waalse Gewest, hetzij rechtstreeks, hetzij door tussenkomst van één der in artikel 11, § 2 en § 3 aangeduide diensten, kan door het Waalse Gewest worden ingeroepen voor het opsporen van elke krachtens de belastingen en taksen bedoeld in dit decreet verschuldigde som.

§ 2. Elke ambtenaar van het Waalse Gewest, regelmatig belast met een controle of een onderzoek in verband met de toepassing van een belasting of taks bedoeld in dit decreet bij een natuurlijke of rechtspersoon, is van rechtswege gemachtigd alle inlichtingen te nemen, op te zoeken of in te zamelen welke de juiste heffing kan verzekeren van alle belastingen of taksen gevestigd ten gunste van het Waalse Gewest en waarvoor het Waalse Gewest de dienst verzorgt. »

Art. 53. In hetzelfde decreet wordt een artikel 12*quater* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 12*quater*. In afwijking van de artikelen 10 tot 11*bis*, is de dienst aangewezen door de Regering niet gemachtigd om in de rekeningen, boeken en documenten van de bank-, wissel-, krediet- en spaarinstellingen inlichtingen in te zamelen met het oog op het belasten van hun cliënten.

De artikelen 10 tot 11*bis* zijn ook niet van toepassing op het Nationaal Instituut voor de Statistiek, op de openbare financiële en kredietinstellingen en -inrichtingen, wat betreft de individuele gegevens die over derden worden ingezameld.

Indien evenwel, het onderzoek van de dienst aangewezen door de Regering, uitgevoerd op basis van de artikelen 10 tot 11*bis* bij andere personen of instellingen dan die bedoeld in lid 1 en 2, concrete elementen aan het licht brengt die het bestaan of de voorbereiding van een mechanisme van belastingontduiking kunnen doen vermoeden, kan de daartoe door de de Minister van Financiën aangewezen ambtenaar uit de rekeningen, boeken en documenten van de instelling inlichtingen putten die het mogelijk maken het onderzoek te voltooien en de door deze cliënt verschuldigde belastingen en taksen te bepalen. »

Art. 54. Artikel 15 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 15. De dienst die de Regering heeft aangewezen mag de aanslag van ambtswege doorvoeren op grond van de belastinggrondslag die vermoed wordt naar aanleiding van de bestanddelen waarover wordt beschikt in gevallen waarin de belastingplichtige :

— verzuimd heeft om binnen de vereiste termijn indiening te doen van de aangifte waartoe hij bij het decreet tot vestiging van de belasting verplicht is;

— verzuimd heeft binnen de daartoe voorgeschreven termijn de vormfouten uit zijn aangifte te verwijderen;

— verzuimd heeft om de inlichtingen opgevraagd door de dienst die de Regering heeft aangewezen binnen de vastgestelde termijn te verstrekken of de van hem geëiste boeken, registers, facturen en andere stukken over te maken, en meer in het algemeen in geval van overtreding van de artikelen 10, 11*bis* en 11*ter* door de belastingplichtige;

— verzuimd heeft de belasting op de automatische ontspanningstoestellen te betalen, rekening houdend met een belastbaar toestel, binnen de termijn voorgeschreven door artikel 83 van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen.

De dienst die de Waalse Regering heeft aangewezen mag ook de aanslag van ambtswege doorvoeren op grond van de belastinggrondslag die vermoed wordt naar aanleiding van de bestanddelen waarover wordt beschikt in geval van toepassing van de artikelen 91 en 92 van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen. »

Art. 55. Artikel 17*bis* van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° § 1 wordt aangevuld met volgend punt :

« c. hetzij krachtens een uitnodiging tot betaling of een fiscale afrekening, rechtstreeks gericht aan de belastingplichtige door de dienst aangewezen door de Regering. »;

2° in § 2, wordt het tweede lid aangevuld met het volgend streepje :

« — de belastingen bedoeld in § 1, c., bij gebrek aan betaling binnen de termijn voorgeschreven bij de wetgeving die van toepassing is. »

Art. 56. In hetzelfde decreet wordt een artikel 18*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 18*bis*. § 1. De belastingen worden op de rol geplaatst ten name van de betrokken belastingplichtigen.

§ 2. De belastingen ten laste van overleden belastingplichtigen worden ingekohierd ten name van deze, voorafgegaan door het woord "Erfopvolging" en gevolgd door de eventuele vermelding van de persoon of personen die zich bekend hebben gemaakt bij de ambtenaar belast met de vestiging van de belasting als erfopvolger, legataris, begiftigde of bijzondere gemachtigde.

De identiteit van die personen wordt gedetailleerd. Als één van de erfopvolgers uitdrukkelijk werd aangewezen om bij plaatsvervulling op te komen, wordt de inkohiering uitgevoerd overeenkomstig de volgende formule: "Erfopvolging X., de plaats van de erfopvolgers vervuld door..."

In geval van aanslag van ambtswege, moet de naam van de overleden belastingschuldige (Nalatenschap X ...) slechts gevolgd worden door de vermelding van een van de erfgenamen die aan de dienst aangewezen door de Waalse Regering bekend is.

§ 3. Ingeval een vennootschap wordt overgenomen of gesplitst in het kader van een fusie, een aan een fusie gelijkgestelde verrichting of een splitsing als bedoeld in de artikelen 671 tot 677, van het Wetboek van vennootschappen, of een gelijkaardige vennootschapsrechtelijke verrichting onder buitenlands recht, wordt de aanslag inzake de overgenomen of gesplitste vennootschap, betreffende haar activiteiten tot en met de voornoemde verrichting, gevestigd, binnen de termijnen bepaald in dit hoofdstuk, ten name van de overnemende vennootschap of de verkrijgende vennootschappen zelfs op een tijdstip waarop de overgenomen of gesplitste vennootschap als rechtspersoon niet langer bestaat. »

Art. 57. In artikel 19, tweede lid, van hetzelfde decreet wordt het eerste streepje vervangen door volgende bepaling :

« — voor de belastingen betaalbaar uit eigen beweging of op basis van een aangifte, zoals bepaald bij artikel 17bis, § 1, b., voor de belastingen die het voorwerp uitmaken van een uitnodiging tot betaling of een fiscale afrekening, rechtstreeks gericht aan de belastingplichtige door de dienst aangewezen door de Regering, zoals bepaald bij artikel 17bis, § 1, c., alsook voor de Waalse belasting op het achterlaten van afval, voor de belasting op de spelen en weddenschappen en de belasting op de automatische ontspanningstoestellen : het kalenderjaar dat het belastbare tijdperk bevat; ».

Art. 58. Artikel 20 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° het tweede lid wordt vervangen als volgt :

« De belasting of belastingtoeslag kan vanaf 1 januari van het aanslagjaar evenwel gedurende drie jaar gevestigd worden :

- als het gaat om belastingen die het voorwerp zijn van een procedure tot rechtzetting van de aangifte;
- als het gaat om belastingen die het voorwerp zijn van een procedure tot aanslag van ambtswege;
- als het gaat om belastingen bedoeld in artikel 17bis, § 1, b., voor zover ze niet betaald worden binnen de termijn bepaald bij de wetgeving die van toepassing is;
- als het gaat om de Waalse belasting op het achterlaten van afval;
- als het gaat om belastingen bedoeld in artikel 17bis, § 1, c.;

2° het derde lid wordt aangevuld met de woorden "of met de bedoeling schade te berokkenen."

Art. 59. In hetzelfde decreet wordt een artikel 20bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 20bis. De belasting of belastingtoeslag kan zelfs na het verstrijken van de termijnen bedoeld in artikel 20 worden gevestigd, wanneer :

1° een rechtsvordering ingesteld binnen vier jaar na het jaar van het verstrijken van de termijn van artikel 20, tweede lid, uitwijst dat de belastingplichtige bedoeld in dit decreet de bepalingen van dit decreet of de wetgeving die de betrokken belasting vestigt, heeft overtreden;

in dit geval moet de belasting of de aanvullende belasting worden gevestigd binnen de twaalf maanden te rekenen vanaf de datum waarop tegen de beslissing van genoemde rechtsvordering geen verzet of voorziening meer kan worden ingediend;

2° bewijskrachtige gegevens waarvan de dienst aangewezen door de Waalse Regering kennis krijgt, binnen vier jaar na het jaar van het verstrijken van de termijn van artikel 20, tweede lid, uitwijzen dat de belastingplichtige bedoeld in dit decreet de bepalingen van dit decreet of de wetgeving die de betrokken belasting vestigt, heeft overtreden;

in dit geval moet de belasting of belastingtoeslag worden gevestigd binnen vier jaar na het jaar van verstrijken van de termijn van artikel 20, tweede lid. »

Art. 60. In hetzelfde decreet wordt een artikel 20ter ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 20ter. Als de vestiging van een belasting gedeeltelijk of volledig nietig verklaard is door de ambtenaar bedoeld in de artikelen 25 tot 27 rekening houdend met de schending van een wettelijke regel ander dan een regel betreffende het vervallen van de belastingstermijnen bedoeld in de artikelen 20 en 20bis, kan deze belasting, voor zover zij nietig verklaard is, opnieuw worden gevestigd ten laste van dezelfde belastingplichtige op grond van dezelfde belastingelementen of op een gedeelte ervan, binnen drie maanden van de datum waarop de beslissing van de ambtenaar bedoeld in de artikelen 25 tot 27 niet meer voor de rechter kan worden gebracht, en dit zelfs wanneer de gestelde termijnen voor het vestigen van de belastingaanslag overeenkomstig de artikelen 20 en 20bis, reeds verlopen zijn.

Wanneer de vestiging van de vernietigde belasting aanleiding heeft gegeven tot een teruggave van een belastingkrediet aan de betrokken belastingplichtige, wordt bij de vestiging van de nieuwe vervangende belasting rekening gehouden met deze teruggave. »

Art. 61. In hetzelfde decreet wordt een artikel 20quater ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 20quater. Wanneer tegen een beslissing van de ambtenaar bedoeld in de artikelen 25 tot 27, beroep is aangetekend, en het gerecht de aanslag geheel of ten dele nietig verklaart rekening houdend met de schending van een wettelijke regel ander dan een regel betreffende het vervallen van de belastingstermijnen bedoeld in de artikelen 20 en 20bis, kan de ambtenaar aangewezen door de Regering, een subsidiaire belasting op naam van dezelfde belastingplichtige en op grond van alle of een deel van dezelfde belastingelementen als de oorspronkelijke belasting, ter beoordeling voorleggen aan het gerecht, dat uitspraak doet over dat verzoek en dit, zelfs wanneer de gestelde termijnen voor het vestigen van de belastingaanslag overeenkomstig de artikelen 20 en 20bis, reeds verlopen zijn.

Wanneer de vestiging van de belasting waarvan de nietigheid door het gerecht wordt uitgesproken aanleiding heeft gegeven tot een teruggave van een belastingkrediet aan de betrokken belastingplichtige, wordt bij de vestiging van de subsidiaire belasting onderworpen aan het oordeel van het gerecht rekening gehouden met deze teruggave.

De subsidiaire belasting is slechts invorderbaar of terugbetaalbaar ter uitvoering van de beslissing van het gerecht.

Deze subsidiaire belasting wordt aan het gerecht onderworpen door een aan de belastingplichtige betekend verzoekschrift; het verzoekschrift wordt betekend met dagvaarding om te verschijnen, wanneer het een overeenkomstig artikel 20*quinquies* gelijkgestelde belastingplichtige betreft. »

Art. 62. In hetzelfde decreet wordt een artikel 20*quinquies* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 20*quinquies*. Voor de toepassing van de artikelen 20*ter* en 20*quater* worden met dezelfde belastingplichtige gelijkgesteld :

1° de erfgenamen van de belastingplichtige;

2° zijn echtgenoot;

3° de overnemende vennootschappen of de verkrijgende vennootschappen, al naar gelang, ingeval een vennootschap wordt overgenomen of gesplitst in het kader van een fusie, een aan een fusie gelijkgestelde verrichting of een splitsing als bedoeld in de artikelen 671 tot 677, van het Wetboek van vennootschappen, of een gelijkaardige vennootschapsrechtelijke verrichting onder buitenlands recht;

4° de leden van het gezin, de vennootschap, de vereniging of de gemeenschap waarvan het hoofd of de directeur oorspronkelijk werd belast en wederkerig. »

Art. 63. Artikel 23 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° § 2 wordt vervangen als volgt :

« § 2. De belasting opgenomen in een bijzonder kohier bij gebrek aan betaling binnen de termijn bepaald bij de wetgeving die van toepassing is, zoals bedoeld in artikel 17*bis*, § 2, tweede lid, derde streepje, is opeisbaar zodra de betalingstermijn bepaald bij de wetgeving die op deze belasting van toepassing is, verstreken is.

Ze moet onmiddellijk betaald worden. »;

2° er wordt een § 3 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 3. De belasting opgenomen in een bijzonder kohier bij gebrek aan betaling binnen de termijn bepaald bij de uitnodiging tot betaling of fiscale afrekening, zoals bedoeld in artikel 17*bis*, § 2, tweede lid, vijfde streepje, is opeisbaar zodra de betalingstermijn bepaald bij deze uitnodiging tot betaling of deze fiscale afrekening verstreken is, waarbij de betalingstermijn niet korter dan vijftien dagen of langer dan drie maanden mag zijn, te rekenen van de eerste van de maand die volgt op die van de verzending.

Ze moet onmiddellijk betaald worden. »

Art. 64. Artikel 24, van hetzelfde decreet, waarvan de actuele tekst § 1 vormt, wordt gewijzigd als volgt :

1° er wordt een § 2 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 2. In afwijking van artikel 23, § 2, is de belasting op de spelen en weddenschappen opeisbaar op het moment waarop de ontvangsten op grond waarvan de belasting wordt gevestigd, zijn verricht, als de rechten van de Schatkist in het gedrang komen. »

2° er wordt een § 3 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 3. In het geval van § 1 en § 2, wordt er, wanneer de belastingschuldige betwist dat de rechten van de Schatkist in gevaar verkeren, over de betwisting uitspraak gedaan zoals in kort geding door de beslagrechter van de plaats van het kantoor waar de belasting moet worden geïnd. »

Art. 65. In hetzelfde decreet wordt een artikel 24*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 24*bis*. De belastingen bedoeld in de artikelen 23 en 24 worden beschouwd als zekere en vaststaande schulden vanaf de dag waarop de termijn voor hun betaling is verstreken in het geval van het artikel 23 en het artikel 24, § 1, en vanaf de dag waarop de rechten van de Schatkist in het gedrang komen in het geval van artikel 24, § 2. »

Art. 66. Artikel 25 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 25. De belastingplichtige alsmede de persoon op wiens goederen de belasting wordt ingevorderd overeenkomstig artikel 35*ter*, kan overeenkomstig artikel 17*bis*, § 1, schriftelijk bezwaar indienen tegen de belasting die jegens hem is gevestigd, bij de ambtenaar aangewezen door de Regering.

Het bezwaar dient te worden gemotiveerd en voorgelegd, op straffe van verval, uiterlijk binnen zes maanden na de datum van uitwerking, zoals berekend overeenkomstig artikel 5, § 3, van de kennisgeving van het aanslagbiljet aan de belastingplichtige of aan de persoon op wiens goederen de belasting wordt ingevorderd overeenkomstig artikel 35*ter*, of van de datum van de inning van de belastingen geïnd op een andere wijze dan per kohier.

De binnen die termijn niet-betwiste belastingen worden geacht verschuldigd te zijn en de belasting wordt geacht regelmatig te zijn behalve aanvraag tot ontheffing gegrond op artikel 27. »

Art. 67. In artikel 27 van hetzelfde decreet wordt het woord "belastingplichtige" vervangen door de woorden "belastingplichtige, alsmede door de persoon op wiens goederen de belasting wordt ingevorderd overeenkomstig artikel 35*ter*,"

Art. 68. In hetzelfde decreet wordt een artikel 27*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 27*bis*. De eisers krijgen een ontvangstmelding van hun bezwaren en aanvragen tot ambtshalve ontheffing waarbij de datum van de ontvangst van het administratief beroep wordt vermeld.

Als de ambtshalve ontheffing op initiatief van de dienst aangewezen door de Regering gebeurt, worden de oorzaak die aan de oorsprong van deze ontheffing ligt en de datum van de vaststelling aan de belastingplichtige meegedeeld. »

Art. 69. In artikel 28 van hetzelfde decreet worden de woorden "de belastingplichtige" vervangen door de woorden "de belastingplichtige, alsmede door de persoon op wiens goederen de belasting wordt ingevorderd overeenkomstig artikel 35*ter*,".

Art. 70. In hetzelfde decreet wordt een artikel 30*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 30*bis*. Deze interest wordt beschouwd als een zekere en vaststaande schuld, zodra hij opeisbaar is. »

Art. 71. In artikel 32, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "of boeten" ingevoegd tussen de woorden "nalatighedsinteressen" en "wordt de belastingplichtige en moratoriumsinterest".

Art. 72. In hetzelfde decreet wordt een artikel 35*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 35*bis*. De ontvanger moet een aangetekende herinneringsbrief sturen ten minste één maand voordat de gerechtsdeurwaarder een bevel tot betaling opstelt, behalve indien de rechten van de Schatkist in gevaar zijn. »

Art. 73. In hetzelfde decreet wordt een artikel 35*ter* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 35*ter*. Het kohier is uitvoerbaar tegen de personen die er niet in zijn opgenomen in de mate zij gehouden zijn tot de betaling van de belastingschuld op grond van het gemeen recht of op grond van de bepalingen van dit decreet of van de wetgeving die de bedoelde belasting vestigt. »

Art. 74. In hetzelfde decreet wordt een artikel 35^{quater} ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 35^{quater}. § 1. De erfgenamen van een overleden belastingplichtige moeten tot het bedrag van hun erfelijk aandeel de door de erflater nog niet-betaalde of ontdoken rechten betalen, tenzij de ontoereikende inning het gevolg is van misslagen begaan door ambtenaren van de dienst aangewezen door de Waalse Regering.

§ 2. De invordering van de belasting van een met toepassing van de artikelen 673 tot en met 675 van het Wetboek van vennootschappen of van een gelijkaardige vennootschapsrechtelijke verrichting onder buitenlands recht gesplitste vennootschap gevestigd ten name van de verkrijgende vennootschappen wordt, behoudens afwijkende vermeldingen in de akte die de verrichting vaststelt, verricht ten name van de verschillende verkrijgende vennootschappen na rato van de werkelijke waarde van het netto actief dat ze elk ontvangen hebben. »

Art. 75. In hetzelfde decreet wordt een artikel 35^{quinquies} ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 35^{quinquies}. De invordering van de belasting gevestigd ten name van de vennoten of leden van de burgerlijke vennootschappen en verenigingen zonder rechtspersoonlijkheid kan rechtstreeks ten laste van de burgerlijke vennootschap of vereniging worden vervolgd in zover die belasting proportioneel overeenstemt met het aandeel van de vennoten of leden in de niet-uitgekeerde winst of baten van die vennootschappen of verenigingen. »

Art. 76. Artikel 38 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met volgend lid :

“Ingevolge de betekening van een dwangbevel gedane gedeeltelijke betalingen verhinderen niet de voortzetting van de vervolgingen.”

Art. 77. Artikel 44 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 44. Het uitvoerend beslag op onroerend goed, het beslag op taken wortelvaste vruchten en het uitvoerend beslag op zeeschepen en binnenschepen geschiedt op de wijze bepaald in het Gerechtelijk Wetboek.

Het uitvoerend beslag op onroerend goed moet het voorwerp uitmaken van een machtiging van de Minister bevoegd voor Financiën. »

Art. 78. Artikel 48 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 48. Bij ter post aangetekend schrijven kan de ontvanger in de handen van een derde uitvoerend beslag op derden laten leggen over bedragen en voorwerpen verschuldigd of toebehorend aan de belastingplichtige, tot beloop van het bedrag, geheel of gedeeltelijk, dat door deze laatste verschuldigd is uit hoofde van belastingen, administratieve boeten, nalatighedsinteressen en kosten.

Wanneer het beslag slaat op inkomsten bedoeld in de artikelen 1409, § 1 en § 1^{bis}, en 1410 van het Gerechtelijk Wetboek, bevat de aanzegging, op straffe van nietigheid, het aangifteformulier voor kind ten laste waarvan het model bepaald is door de Minister van Justitie en gebruikt is voor de toepassing van artikel 164 van het koninklijk besluit tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

Het beslag wordt eveneens bij een ter post aangetekende brief aan de belastingplichtige aangezegd.

De belastingschuldige kan tegen het beslag bij ter post aangetekende brief verzet aantekenen bij de bevoegde ontvanger binnen de vijftien dagen te rekenen vanaf de afgifte ter post van de aanzegging van het beslag. De belastingschuldige moet binnen dezelfde termijn bij ter post aangetekende brief de derde-beslagene inlichten. »

Art. 79. In artikel 52, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden “Het uitvoerend beslag onder derden” vervangen door de woorden “In het geval van artikel 51 moet het uitvoerend beslag onder derden”.

Art. 80. In artikel 52^{bis}, eerste lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden “wanneer deze laatste niet of niet meer worden betwist” vervangen door de woorden “wanneer deze laatste een zekere en vaststaande schuld vormen op het tijdstip van de bestemming. »

Art. 81. Artikel 53 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 53. In afwijking van de artikelen 24^{bis} en 30^{bis} wordt de omstreden belasting, als er een administratief verhaal of een gerechtelijk beroep wordt ingediend, gebeurlijk vermeerderd met de boete, de interest en de kosten, enkel beschouwd als een zekere en vaststaande schuld die op alle wijzen van uitvoering mag worden ingevorderd, voor zover ze beantwoordt :

— aan de gegevens die vermeld zijn in de aangifte van de belastingplichtige of aan gegevens waarmee de belastingplichtige zich akkoord heeft verklaard bij het vestigen van de belasting;

— of, in geval van aanslag van ambtswege bij gebreke van aangifte, aan de belasting van dezelfde aard die ingekohierd werd ten laste van de belastingplichtige voor het voorgaande aanslagjaar.

De omstreden belasting, gebeurlijk vermeerderd met de boete, de interest en de kosten, die de perken vermeld onder het eerste lid overschrijdt, kan het voorwerp uitmaken van een bewarend beslag met het oog op het waarborgen van de latere invordering.

Na invordering van de aanslag in de mate bepaald in het eerste lid behoudt het uitvoerend beslag zijn uitwerking ten opzichte van het overschot van de belasting, van de boeten, van de interesten en de kosten. »

Art. 82. In hetzelfde decreet wordt een artikel 60^{bis} ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 60^{bis}. § 1. De wettelijke hypotheek doet geen afbreuk aan de vorige voorrechten en hypotheeken; zij neemt slechts rang op het moment van de inschrijving ervan.

§ 2. De inschrijving mag slechts gevorderd worden vanaf de datum waarop de schuld van belastingen, administratieve boeten, nalatighedsinteressen en kosten die aanleiding geeft tot de inschrijving van de wettelijke hypotheek, wordt beschouwd als een zekere en vaststaande schuld, niettegenstaande elk administratief verhaal of gerechtelijk beroep.

§ 3. Artikel 19 van de faillissementswet is niet van toepassing op de wettelijke hypotheek wat betreft de belastingen opgenomen in kohieren die voor het vonnis van faillietverklaring uitvoerbaar werden verklaard. »

Art. 83. In hetzelfde decreet wordt een artikel 61^{bis} ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 61^{bis}. Zo de betrokkenen, alvorens de bedragen vereffend te hebben die door de wettelijke hypotheek gewaarborgd zijn, wensen alle of een deel van de bezwaarde goederen vrij te maken van hypotheek, dienen zij daartoe een verzoek in bij de bevoegde ontvanger. Dat verzoek wordt ingewilligd zo het Waalse Gewest reeds voldoende zekerheid bezit, of zo deze het Gewest wordt gegeven, voor het bedrag van hetgeen hem verschuldigd is. »

Art. 84. In hetzelfde decreet wordt een hoofdstuk *VIIIbis* ingevoegd, luidend als volgt :

« **HOOFDSTUK *VIIIbis*.** — *Aansprakelijkheid en plichten van sommige ministeriële officieren, openbare ambtenaren, andere personen en kredietinstellingen of -inrichtingen*

Art. 62*bis*. § 1. De notarissen die gevorderd zijn om een akte op te maken die de vervreemding of de hypothecaire aanwending van een onroerend goed, van een schip of een vaartuig tot voorwerp heeft, zijn persoonlijk aansprakelijk voor de betaling der belastingen, administratieve boeten, nalatigheidsinteressen en kosten die tot de hypothecaire inschrijving op deze goederen bedoeld in artikel 58 aanleiding kunnen geven, indien zij in de hierna bepaalde voorwaarden er niet de ontvanger van verwittigen.

Het bericht dient in dubbel exemplaar opgemaakt en bij ter post aangetekende brief verzonden te worden. Indien de akte waarvan sprake niet verleden wordt binnen drie maanden te rekenen van de verzending van het bericht, wordt het als niet bestaande beschouwd.

§ 2. Indien het belang van het Waalse Gewest zulks vereist, wordt door de ontvanger aan de notaris, voor het verstrijken van de twaalfde werkdag volgend op de verzending van het in § 1 bedoelde bericht en bij een ter post aangetekende brief kennis gegeven van het bedrag van de belastingen, administratieve boeten, nalatigheidsinteressen en kosten die aanleiding kunnen geven tot inschrijving van de wettelijke hypotheek bedoeld in artikel 58 op de goederen welke het voorwerp van de akte zijn.

§ 3. Wanneer de in § 1 bedoelde akte verleden is, geldt de in § 2 bedoelde kennisgeving als beslag onder derden in handen van de notaris op de bedragen en waarden die hij krachtens de akte onder zich houdt voor rekening of ten bate van de belastingplichtige. Deze kennisgeving geldt als verzet tegen de prijs in de zin van artikel 1642 van het Gerechtelijk Wetboek in de gevallen waarin de notaris gehouden is de bedragen en waarden overeenkomstig de artikelen 1639 tot 1654, van het Gerechtelijk Wetboek te verdelen.

Onverminderd de rechten van derden, is de notaris ertoe gehouden, wanneer de in § 1 bedoelde akte verleden is, behoudens toepassing van de artikelen 1639 tot 1654, van het Gerechtelijk Wetboek, de bedragen en waarden die hij krachtens de akte onder zich houdt voor rekening of ten bate van de belastingplichtige, uiterlijk de achtste werkdag die volgt op het verlijden van de akte, aan de ontvanger te storten tot beloop van het bedrag van de belastingen, administratieve boeten, nalatigheidsinteressen en kosten die hem ter uitvoering van § 2 ter kennis werden gebracht en in zoverre deze belastingen, administratieve boeten, nalatigheidsinteressen en kosten een zekere en vaststaande schuld op het tijdstip van de storting vormen.

Daarenboven, indien de aldus door beslag onder derden getroffen sommen en waarden minder bedragen dan het totaal der sommen verschuldigd aan de ingeschreven schuldeisers en aan de verzetdoende schuldeisers, hierin begrepen de ontvanger, moet de notaris, op straffe van persoonlijke aansprakelijkheid voor het overschot, daarover bij een ter post aangetekende brief deze ontvanger inlichten uiterlijk de eerste werkdag die volgt op het verlijden van de akte.

Onverminderd de rechten van derden kan de overschrijving of de inschrijving van de akte niet tegen het Waalse Gewest ingeroepen worden indien de inschrijving van de wettelijke hypotheek geschiedt binnen acht werkdagen nadat het in het vorig lid bedoelde bericht ter post is neergelegd.

Zijn zonder uitwerking ten opzichte van de schuldvorderingen inzake belastingen, administratieve boeten, nalatigheidsinteressen en kosten, welke in uitvoering van § 2 werden ter kennis gegeven, alle niet ingeschreven schuldvorderingen waarvoor slechts na het verstrijken van de in het derde lid voorziene termijn wordt beslag gelegd of verzet aangetekend.

§ 4. De inschrijvingen genomen na de in § 3, vierde lid, bedoelde termijn, of tot zekerheid van belastingen die niet overeenkomstig § 2 werden ter kennis gegeven, kunnen niet worden ingeroepen tegen de hypothecaire schuldeiser, noch tegen de koper die handlichting ervan zal kunnen vorderen.

§ 5. De aansprakelijkheid door de notaris opgelopen krachtens § 1 en § 3, gaat, naar het geval, de waarde van het vervreemde goed of het bedrag van de hypothecaire inschrijving, na aftrek van de sommen en waarden waarop in zijn handen beslag onder derden werd gelegd, niet te boven.

§ 6. De Waalse Regering bepaalt de voorwaarden en de modaliteiten voor de toepassing van dit artikel.

De in de § 1 en § 3, bedoelde berichten en inlichtingen dienen opgemaakt te worden overeenkomstig de door de Waalse Regering bepaalde modellen.

Art. 62*ter*. Artikel 62*bis* is van toepassing op elke persoon die in België bevoegd is om de authenticiteit te verlenen aan de in § 1 van deze bepaling bedoelde akten.

Art. 62*quater*. Met het akkoord van de belastingplichtige zijn de banken onderworpen aan de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen, de ondernemingen onderworpen aan het koninklijk besluit nr. 225 van 7 januari 1936 tot reglementering van de hypothecaire leningen en tot inrichting van de controle op de ondernemingen van hypothecaire leningen, zomede de hypotheekondernemingen onderworpen aan de wet van 4 augustus 1992 op het hypothecair krediet, gemachtigd het in artikel 62*bis*, § 1, bedoelde bericht toe te sturen en bekwaam om de in artikel 62*bis*, § 2, bedoelde kennisgeving te ontvangen.

De afgifte van een attest door die instellingen aan de notaris betreffende de verzending van het bericht en het gevolg daaraan door de ontvanger gegeven, stelt de aansprakelijkheid van die instellingen in de plaats van die van de notaris.

Art. 62*quinquies*. § 1. De akte verleden in het buitenland die de vervreemding of de hypothecaire aanwending van een onroerend goed, een schip of een vaartuig tot voorwerp heeft, die tot de hypothecaire inschrijving bedoeld in artikel 58 aanleiding kan geven, maakt het verzenden aan de ontvanger door de houder van een zakelijk recht op dit onroerend goed van een bericht in dubbel exemplaar bij ter post aangetekende brief verplicht. Dit bericht vermeldt de identiteit van de kopers.

§ 2. Indien het belang van het Waalse Gewest zulks vereist :

— wordt door de ontvanger aan de belastingplichtige, voor het verstrijken van de twaalfde werkdag volgend op de verzending van het in § 1 bedoelde bericht en bij een ter post aangetekende brief kennis gegeven van het bedrag van de belastingen, administratieve boeten, nalatigheidsinteressen en kosten die aanleiding kunnen geven tot inschrijving van de wettelijke hypotheek bedoeld in artikel 58 op de goederen welke het voorwerp van de akte zijn;

— wordt door de ontvanger aan de kopers kennis gegeven van de belastingen, administratieve boeten, nalatigheidsinteressen en kosten die aanleiding kunnen geven tot inschrijving van de wettelijke hypotheek bedoeld in artikel 58 op de goederen welke het voorwerp van de akte zijn; deze kennisgeving geldt als beslag onder derden in handen van de kopers op de bedragen en waarden die zij krachtens de akte onder zich houden voor rekening of ten bate van de belastingplichtige.

§ 3. Onverminderd de rechten van derden kan de overschrijving of de inschrijving van de akte bedoeld in § 1 niet tegen het Waalse Gewest ingeroepen worden indien de inschrijving van de wettelijke hypotheek geschiedt binnen acht werkdagen nadat de in § 2 bedoelde kennisgeving ter post is neergelegd.

Zijn zonder uitwerking ten opzichte van de schuldvorderingen inzake belastingen, administratieve boeten, nalatigheidsinteressen en kosten, welke in uitvoering van § 2 werden ter kennis gegeven, alle niet ingeschreven schuldvorderingen waarvoor slechts na de dag van het verlijden van de akte wordt beslag gelegd of verzet aangetekend.

§ 4. De inschrijvingen genomen na de in § 3, eerste lid, bedoelde termijn, of tot zekerheid van belastingen die niet overeenkomstig § 2 werden ter kennis gegeven, kunnen niet worden ingeroepen tegen de hypothecaire schuldeiser, noch tegen de koper die handlichting ervan zal kunnen vorderen.

§ 5. De Waalse Regering bepaalt de voorwaarden en de modaliteiten voor de toepassing van dit artikel.

Het in § 1 bedoelde bericht dient opgemaakt te worden overeenkomstig het door de Waalse Regering bepaalde model.

Art. 62*sexies*. § 1. Openbare ambtenaren of ministeriële officieren, belast met de openbare verkoop van roerende goederen waarvan de waarde ten minste 250 EUR bedraagt, zijn persoonlijk aansprakelijk voor de betaling van de belastingen, administratieve boeten, nalatigheidsinteressen en kosten die de eigenaar op het ogenblik van de verkoop schuldig is, indien zij niet ten minste acht werkdagen vooraf, de ontvanger ervan verwittigen.

Het bericht dient in dubbel exemplaar opgemaakt en bij ter post aangetekende brief verzonden te worden.

§ 2. Indien het belang van het Waalse Gewest zulks vereist, wordt door de ontvanger aan de openbare ambtenaar of ministeriële officier, uiterlijk daags voor de verkoop, en bij een ter post aangetekende brief kennis gegeven van het bedrag van de belastingen, administratieve boeten, nalatigheidsinteressen en kosten die de eigenaar op het ogenblik van de verkoop schuldig is.

§ 3. Wanneer de verkoop heeft plaatsgehad, geldt de kennisgeving bedoeld in § 2 als beslag onder derden in handen van de in § 1 vermelde openbare ambtenaren of ministeriële officieren. Deze kennisgeving geldt als verzet tegen de prijs in de zin van artikel 1515 van het Gerechtelijk Wetboek in de gevallen waarin de openbare ambtenaar of ministeriële officier gehouden is de bedragen en waarden overeenkomstig de artikelen 1627 tot 1638 van het Gerechtelijk Wetboek te verdelen.

Onverminderd de rechten van derden, is de openbare ambtenaar of ministeriële officier ertoe gehouden, wanneer de openbare verkoop heeft plaatsgehad, behoudens toepassing van de artikelen 1627 tot 1638 van het Gerechtelijk Wetboek, de bedragen en waarden die hij krachtens de verkoop onder zich houdt voor rekening of ten bate van de belastingplichtige, uiterlijk de achtste werkdag die volgt op de openbare verkoop, aan de ontvanger te storten tot beloop van het bedrag van de belastingen, administratieve boeten, nalatigheidsinteressen en kosten die hem ter uitvoering van § 2 ter kennis werden gebracht en in zoverre deze belastingen, administratieve boeten, nalatigheidsinteressen en kosten een zekere en vaststaande schuld op het tijdstip van de storting vormen.

§ 4. De aansprakelijkheid door de in § 1 vermelde openbare ambtenaren of ministeriële officiers opgelopen krachtens § 1, gaat, naar het geval, de waarde van de openbaar verkochte goederen, na aftrek van de sommen en waarden waarop in zijn handen beslag onder derden werd gelegd, niet te boven.

§ 5. De Waalse Regering bepaalt de voorwaarden en de modaliteiten voor de toepassing van dit artikel.

Het in § 1 bedoelde bericht dient opgemaakt te worden overeenkomstig het door de Waalse Regering bepaalde model. »

Art. 85. Artikel 63, § 2, van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° punt 2° wordt aangevuld met volgend lid :

« in geval van een tweede inbreuk tijdens een kalenderjaar op artikel 11*bis*, § 1 en § 2, gepleegd tijdens de controle van de inning van de belasting op de spelen en weddenschappen of van de belasting op de automatische ontspanningstoestellen, wordt de boete evenwel gebracht op 2.500 euro voor deze tweede overtreding en voor de volgende overtredingen begaan tot het verstrijken van het jaar volgend op het jaar waarin deze tweede overtreding is vastgesteld; »;

2° er wordt een punt 3° en een punt 4° ingevoegd, luidend als volgt :

« 3° onverminderd punt 2°, voor de belasting op de spelen en weddenschappen bepaald bij het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen worden aan de inbreuken op de regels bepaald bij dit decreet of bij het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen de administratieve straffen opgelegd bedoeld in de artikelen 68 en 68*bis* van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen;

4° onverminderd punt 2°, voor de belasting op de automatische ontspanningstoestellen bepaald bij het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen worden aan de inbreuken op de regels bepaald bij dit decreet of bij het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen de administratieve straffen opgelegd bedoeld in de artikelen 89 en 89*bis*, van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen. »

HOOFDSTUK III. — *Wijzigingen in de wet van 13 juli 1987 betreffende het kijk- en luistergeld*

Art. 86. Artikel 24, § 1, van de wet van 13 juli 1987 betreffende het kijk- en luistergeld wordt aangevuld met het volgende lid :

« Deze interest wordt beschouwd als een zekere en vaststaande schuld vanaf het ogenblik dat hij verschuldigd is. »

Art. 87. Artikel 26, § 3, van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 3. Het kijk- en luistergeld dat wordt ingekohierd is onmiddellijk eisbaar en wordt beschouwd als zekere en vaststaande schuld in zijn geheel. »

Art. 88. In artikel 28 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 :

— in het eerste lid wordt het woord "verschuldigde" vervangen door de woorden "verschuldigde, alsook de persoon op wiens goederen de belasting wordt ingevoerd overeenkomstig artikel 35^{ter} van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen,";

— in het tweede lid wordt het woord "verschuldigde" vervangen door het woord "aanvrager";

— in het vierde lid wordt het woord "verschuldigten" vervangen door het woord "aanvragers";

2° in § 2 :

— in het eerste lid worden de woorden "door de verschuldigde" vervangen door de woorden "door de verschuldigde, alsook door de persoon op wiens goederen de belasting wordt ingevoerd overeenkomstig artikel 35^{ter} van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen,";

— in het tweede lid wordt het woord "verschuldigde" vervangen door het woord "aanvrager";

3° in § 3 :

— in het eerste lid worden de woorden "de verschuldigde" vervangen door de woorden "de verschuldigde, alsook door de persoon op wiens goederen de belasting wordt ingevoerd overeenkomstig artikel 35^{ter} van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen,";

— in het vijfde lid wordt het woord "verschuldigde" vervangen door het woord "aanvrager";

4° § 5 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 5. In afwijking van artikel 26, § 3, wordt in geval van een bezwaar, van een verzoek tot kwijtschelding of tot ontheffing of van een gerechtelijk beroep het eventueel in toepassing van artikel 18 vermeerderd kijk- en luistergeld als een zekere en vaststaande schuld beschouwd dat met alle middelen van tenuitvoerlegging kan worden geïnd, enkel voorzover het beantwoordt aan ofwel de bestanddelen die zijn vermeld in de spontane aangiften bedoeld in artikel 9, § 1, eerste lid en § 2, eerste lid, ofwel aan de bestanddelen die zijn vermeld in het aangetekend schrijven bedoeld in artikel 9, § 3, tweede lid, ofwel, voor de reeds ingeschreven houders, aan het kijk- en luistergeld van dezelfde aard die gevestigd is ten laste van de verschuldigde voor de voorgaande belastbare periode.

Het betwiste kijk- en luistergeld dat de perken aangegeven in het eerste lid overschrijdt, kan echter het voorwerp uitmaken van bewarende beslagen of van alle andere maatregelen, welke ertoe strekken de invordering te waarborgen.

Na invordering van de aanslag in de mate bepaald in het eerste lid, behoudt het uitvoerend beslag zijn uitwerking ten opzichte van het overschot van het kijk- en luistergeld.

Voor de toepassing van deze paragraaf geldt de opschortende kracht van het gerechtelijk beroep voor de eerste aanleg, de aanleg in beroep en de aanleg in cassatie. »

Art. 89. In artikel 31, § 1, van dezelfde wet, worden de woorden "de regels bepaald bij de artikelen 11, 12, 21, 35 tot en met 52^{bis}, 55, en 57 tot en met 62" vervangen door de woorden "de regels bepaald bij de artikelen 11, § 1, 12, 21, 35 tot en met 52^{bis}, 55, en 57 tot en met 62^{sexies}".

*HOOFDSTUK IV. — Wijzigingen in het koninklijk besluit van 3 april 1953
tot samenordering van de wetsbepalingen inzake de slijterijen van gegiste dranken*

Art. 90. In artikel 11, tweede lid, van de wetsbepalingen inzake de slijterijen van gegiste dranken, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 3 april 1953, worden de woorden "de controleur der accijnzen over het gebied" vervangen door de woorden "de door de Waalse Regering aangewezen ambtenaar".

Art. 91. In artikel 16, § 3, van dezelfde wetsbepalingen worden de woorden "de controleur der accijnzen" vervangen door de woorden "de door de Waalse Regering aangewezen ambtenaar".

Art. 92. In artikel 20 van dezelfde wetsbepalingen worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 3, 2°, worden de woorden "de controleur der accijnzen" vervangen door de woorden "de door de Waalse Regering aangewezen ambtenaar";

2° in § 4, worden de woorden "de directeur-generaal der douanen en accijnzen" vervangen door de woorden "de door de Waalse Regering aangewezen ambtenaar".

Art. 93. De artikelen 23 tot 25^{ter}, van dezelfde wetsbepalingen worden opgeheven.

Art. 94. In artikel 26, § 4, van dezelfde wetsbepalingen, worden de woorden "de controleur der accijnzen" vervangen door de woorden "de door de Waalse Regering aangewezen ambtenaar".

Art. 95. In artikel 27, § 4, van dezelfde wetsbepalingen worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "en 23 tot 25" vervallen;

2° het vierde punt vervalt.

Art. 96. Artikel 29 van dezelfde wetsbepalingen worden opgeheven.

Art. 97. Artikel 32 van dezelfde wetsbepalingen worden opgeheven.

Art. 98. Artikel 33 van dezelfde wetsbepalingen wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 33. Elk bezwaarschrift inzake de in deze gecoördineerde wetten bedoelde belastingen moet schriftelijk worden toegezonden aan de door de Waalse Regering aangewezen ambtenaar, overeenkomstig de artikelen 25 en 26 van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake Waalse gewestelijke belastingen.

Indien het betrekking heeft op het bedrag van de huurwaarde, moet de belastingschuldige er de huurwaarde in vermelden die, naar zijn mening, als grondslag voor de heffing van de belasting moet dienen.

De beslissing van de door de Waalse Regering aangewezen ambtenaar, die eventueel de toestand van de belastingschuldige mag verzwaren, wordt deze bij een ter post aangetekende brief toegezonden. »

Art. 99. In artikel 34 van dezelfde wetsbepalingen worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. Een college van experts is geroepen om uitspraak te doen in geval van geschil nopens het bedrag van de huurwaarde van de onroerende goederen of gedeelten van onroerende goederen dienende tot de exploitatie van een dranklijfterij. Dit college bestaat uit twee experts aangewezen, de ene door de belastingsplichtige, de andere door de door de Waalse Regering aangewezen ambtenaar. »;

2° in § 2 :

— in het eerste lid, worden de woorden "de beslissing van de directeur" vervangen door de woorden "de beslissing van de in artikel 33 bedoelde ambtenaar";

— in het eerste lid, worden de woorden "de bevoegde controleur" vervangen door de woorden "de door de Waalse Regering aangewezen ambtenaar";

— in het derde lid, worden de woorden "de controleur der accijnzen" vervangen door de woorden "de door de Waalse Regering aangewezen ambtenaar";

3° in § 5 :

— in het eerste lid worden de woorden "waarvan de Koning het bedrag vaststelt" vervangen door de woorden "waarvan de Waalse Regering het bedrag vaststelt";

— in het tweede lid, 1°, worden de woorden "de controleur der accijnzen" vervangen door de woorden "de door de Waalse Regering aangewezen ambtenaar";

— in het tweede lid, 2°, worden de woorden "van de Schatkist" vervangen door de woorden "van de gewestelijke Schatkist";

— in het tweede lid, 3°, worden de woorden "door de controleur" vervangen door de woorden "door de door de Waalse Regering aangewezen ambtenaar";

4° er wordt een § 7 ingevoegd, luidend als volgt :

« 6 7. Ingeval de aanvrager de in § 6 bedoelde beslissing van de experts of van de derde scheidsrechter niet aanneemt, kan de belastingsplichtige een gerechtelijk beroep indienen tegen deze beslissing voor een burgerlijke rechtbank.

Het beroep wordt ingediend door middel van een verzoekschrift op tegenspraak of bij dagvaarding betekend aan het Gewest in de persoon van de Minister-President.

De artikelen 1385*decies* en 1385*undecies* van het Gerechtelijk Wetboek zijn van toepassing op dat gerechtelijk beroep. »

Art. 100. De artikelen 35 tot 41 van dezelfde wetsbepalingen worden opgeheven.

Art. 101. Artikel 42 van dezelfde wetsbepalingen wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 42. Het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen, is van toepassing op de bij dit koninklijk besluit bedoelde belastingen, artikel 28 van dit decreet uitgezonderd. »

Art. 102. De artikelen 43 tot 47*bis* en 49 van dezelfde wetsbepalingen worden opgeheven.

HOOFDSTUK V. — *Inwerkingtreding*

Art. 103. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2010.

Worden evenwel beschouwd als :

— voldoende aan artikel 53 van het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, zoals gewijzigd bij artikel 5 van dit decreet, en blijven hun gevolgen behouden vanaf 1 januari 2010, de door de belastingplichtigen op de spelen en weddenschappen ingediende aangiften, en waarover nog geen uitspraak is gedaan, en de vóór 1 januari 2010 rechtsgeldig afgeleverde vergunningen, ter uitvoering van artikel 53 van dit Wetboek dat van toepassing blijft tot 31 december 2009;

— voldoende aan artikel 61 van het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, zoals gewijzigd bij artikel 13 van dit decreet, en blijven hun gevolgen behouden vanaf 1 januari 2010, de vóór 1 januari 2010 betaalde voorschotten, ter uitvoering van artikel 35*bis* van het koninklijk besluit van 8 juli 1970 houdende de algemene verordening betreffende de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, dat van toepassing blijft tot 31 december 2009;

— voldoende aan artikel 62 van het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, zoals gewijzigd bij artikel 13 van dit decreet, en blijven hun gevolgen behouden vanaf 1 januari 2010, de vóór 1 januari 2010 betaalde voorschotten, ter uitvoering van artikel 7*quinqüies* van het ministerieel besluit van 17 juli 1970 houdende de algemene verordening betreffende de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, dat van toepassing blijft tot 31 december 2009;

— voldoende aan de artikelen 63 tot 63*quinqüies* van het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, zoals ingevoegd bij artikel 14 van dit decreet, en blijven hun gevolgen behouden vanaf 1 januari 2010, de door de belastingplichtigen op de spelen en weddenschappen verstrekte borgtochten en zakelijke zekerheden, en de vóór 1 januari 2010 afgeleverde vergunningen, ter uitvoering van de artikelen 51 en 52 van het koninklijk besluit van 8 juli 1970 houdende de algemene Verordening betreffende de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen en de artikelen 3 tot 5 van het ministerieel besluit van 17 juli 1970 tot uitvoering van het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, dat van toepassing blijft tot 31 december 2009;

— voldoende aan artikel 81 van het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, zoals gewijzigd bij artikel 27 van dit decreet, en blijven hun gevolgen behouden vanaf 1 januari 2010, de vóór 1 januari 2010 ingediende aangiften inzake de belasting op de automatische ontspanningstoestellen, ter uitvoering van artikel 81 van dit Wetboek dat van toepassing blijft tot 31 december 2009;

— voldoende aan artikel 83 van het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, zoals gewijzigd bij artikel 29 van dit decreet, en blijven hun gevolgen behouden vanaf 1 januari 2010, de vóór 1 januari 2010 betaalde belastingen op de automatische ontspanningstoestellen voor het belastingjaar 2010, ter uitvoering van artikel 83 van dit Wetboek, dat van toepassing blijft tot 31 december 2009;

— voldoende aan artikel 84 van het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, zoals gewijzigd bij artikel 30 van dit decreet, en blijven hun gevolgen behouden vanaf 1 januari 2010, de door de belastingplichtigen op de automatische ontspanningstoestellen ingediende borderellen en de vóór 1 januari 2010 rechtsgeldig afgeleverde fiscale kentekens voor het belastingjaar 2010, ter uitvoering van artikel 84 van dit Wetboek, dat van toepassing blijft tot 31 december 2009;

— artikel 31 van dit decreet is enkel van toepassing op de overdrachten van toestellen die in werking treden vanaf 1 januari 2010;

— de artikelen 2, 3, 4, 25 en 28 van dit decreet zijn enkel van toepassing op de belastingen op de spelen en weddenschappen en op de automatische ontspanningstoestellen, interesten en fiscale geldboeten met betrekking tot deze twee belastingen, betreffende het belastingjaar 2010 en volgende;

— wat betreft de Waalse gewestelijke belastingen gegrond op artikel 170, § 2, van de Grondwet en bedoeld bij het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen, zijn de artikelen 62, 66, 67, 69, 73, 74, 75 en 88, 1^o, 2^o en 3^o, van dit decreet enkel van toepassing op deze Waalse gewestelijke belastingen, interesten en fiscale geldboetes met betrekking tot deze belastingen, betreffende het belastingjaar 2010 en volgende;

— artikel 84 van dit decreet treedt in werking op de dag bepaald door de Waalse Regering.

De modellen van documenten bedoeld bij de artikelen 53 tot 67, 79, 84 en 88 van het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, zoals gewijzigd bij de artikelen 5 tot 16, 26, 30 en 34 van dit decreet, die vóór 1 januari 2010 door de bevoegde overheden zijn vastgesteld overeenkomstig de artikelen 53 tot 67, 79, 84 en 88 van dit Wetboek, dat van toepassing blijft tot 31 december 2009, blijven van toepassing en blijven hun gevolgen behouden vanaf 1 januari 2010, en dit tot hun wijziging, vervanging of opheffing door de bevoegde overheid.

De indeling van de automatische ontspanningstoestellen en de aangiften van toestellen bedoeld in artikel 79 van het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, zoals gewijzigd bij artikel 26 van dit decreet, zoals van kracht op 31 december 2009, blijven ook van toepassing en blijven hun gevolgen behouden vanaf 1 januari 2010 en dit tot hun wijziging, vervanging of opheffing door de bevoegde overheid.

De op 31 december voor de burgerlijke gerechten of voor de strafgerechten hangende procedures inzake de openingsbelasting op de dranksluiterijen zullen worden voortgezet en afgesloten overeenkomstig de op die datum geldende regels.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 10 december 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Plaatselijke Besturen en de Stad,
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
B. LUTGEN

—
Nota

(1) *Zitting 2009-2010.*

Stukken van het Waals Parlement, 117 (2009-2010), nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, openbare vergadering 10 december 2009.

Bespreking - Stemming.